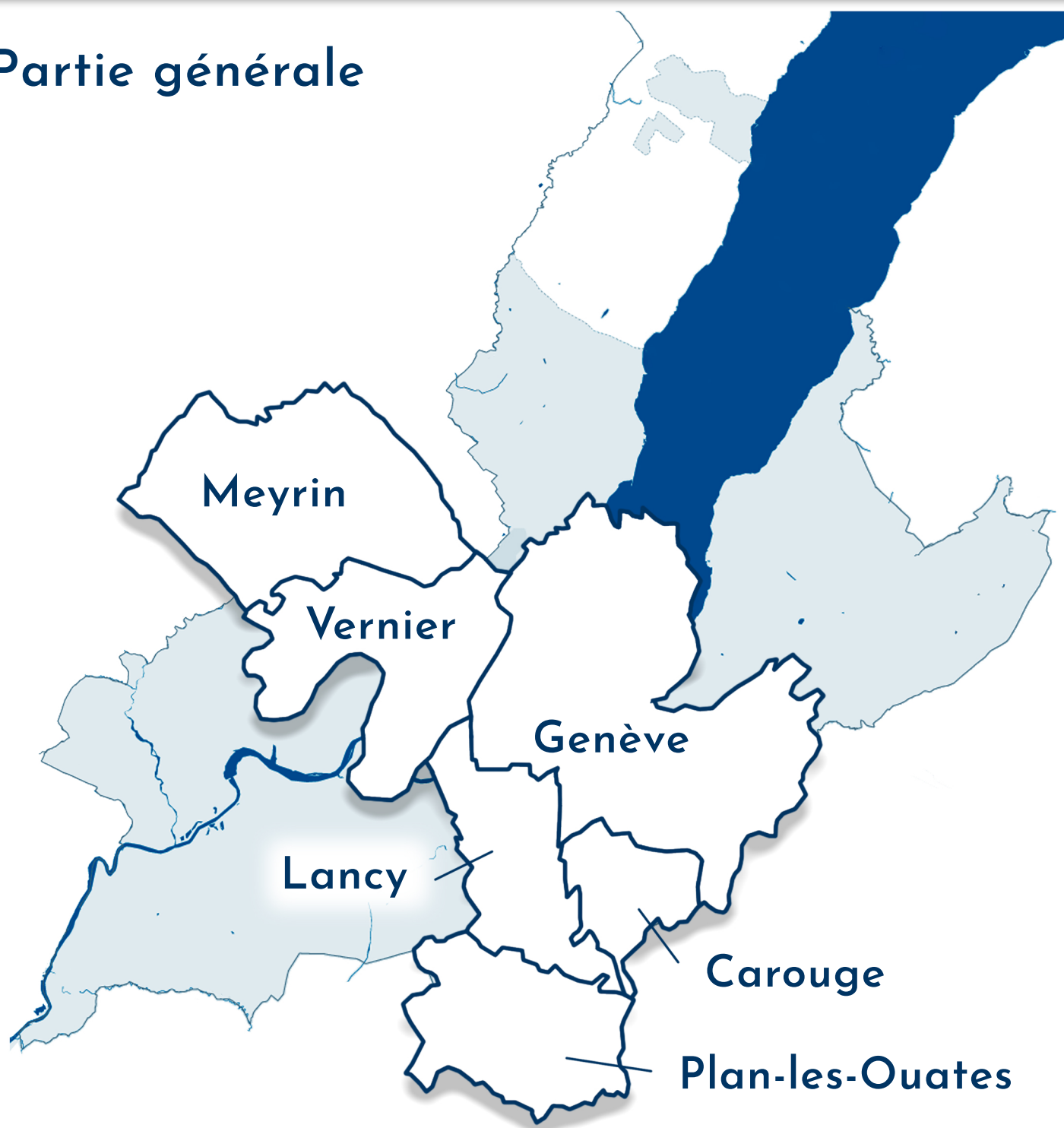


Diagnostic Local de Sécurité 2020

Partie générale



Mandat Département de la sécurité, de l'emploi et de la santé (DSES)
Police cantonale
Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge, Plan-les-Ouates,
Lancy

Réalisation Coginta
Avec la collaboration de la direction de la stratégie, de la
géomatique et du service d'analyse stratégique de la police

Auteur Dominique Wisler

Couverture Deneesan Kanapathipillai

Août 2020

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	2
PRÉFACE DE LA COMMANDANTE DE LA POLICE	3
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	5
INTRODUCTION	19
1. LE CONTEXTE SOCIODÉMOGRAPHIQUE.....	25
2. LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES.....	33
3. L'ACTION POLICIÈRE.....	55
4. LE REGARD DES RÉSIDENTS.....	84
5. LES ATTENTES DE LA POPULATION.....	107
6. LES RECOMMANDATIONS	121
TABLE DES MATIÈRES DÉTAILLÉE	132
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	135

Préface de la Commandante de la Police

Depuis 2004, la police réalise, avec le soutien de Coginta, un Diagnostic local de sécurité (DLS). La présente édition est la sixième.

Notre démarche s'inscrit dans le virage de la police communautaire pour reprendre la terminologie anglo-saxonne ou dans la réaffirmation de la police de proximité, au sens des relations que la police entretient avec les résidents du territoire qu'elle dessert.

De nombreux enjeux fondamentaux sous-tendent cette approche. Il s'agit notamment de la résolution de problème et, dans ce contexte, de l'importance de rechercher les causes des interventions récurrentes. Idéalement, la réponse doit s'inscrire dans la durée. Sur ce plan, toutes les éditions des DLS sont traversées par un même constat, voire une constante : cette réponse à apporter dans les quartiers, dans des endroits particuliers, comprend une composante liée à la sécurité publique. Cependant, pour que les actions les plus complètes soient mises en œuvre, ces dernières doivent également intégrer une autre composante, celle de l'approche sociale.

En effet, l'insécurité est un phénomène multidimensionnel, lié à des facteurs très divers. La mise en relation des résultats de notre diagnostic avec les analyses du CATI-GE souligne le lien entre la demande de sécurité, l'insécurité, les inégalités sociales et la précarité. Le constat est suffisamment clair pour nous renforcer dans notre conviction que l'efficacité, au profit de la qualité de la vie à Genève et dans les communes, passe par une action publique coordonnée, dans le respect des mandats et des missions des uns et des autres. Le partenariat est en effet la clé de voûte pour améliorer le quotidien des résidents genevois.

La sécurité de proximité connaît et connaîtra encore des évolutions. Le rôle des polices municipales, la coordination entre la police cantonale et les polices municipales, notamment par le biais des contrats locaux de sécurité, sont des problématiques qui requièrent la capacité à s'adapter à la fois aux évolutions de la situation sécuritaire et aux demandes et attentes des citoyens. Le DLS est une pièce importante dans la construction de l'édifice. Je suis particulièrement heureuse que la participation des communes à cette démarche se soit élargie au fil des éditions. Le diagnostic partagé est un prérequis incontournable pour fixer les objectifs de la coopération.

Le DLS, tout en assurant une continuité, s'adapte lui aussi à l'évolution de la société. Il révèle des faits ou des phénomènes qui échappent au relevé de la statistique policière de la criminalité et même, plus généralement, à la connaissance de la police. Pour la première fois, cette édition mesure l'étendue du harcèlement de rue et constate notamment que les personnes qui en sont victimes, au premier rang les femmes, sont plus insécurisées que les autres. Il est important d'avoir une mesure représentative du phénomène que les données policières permettent à peine d'esquisser. Les résultats débouchent sur une recommandation qui devra être mise en œuvre par un partenariat nouveau et une coordination à construire.

Plus globalement, grâce à la richesse et à la finesse des analyses, les recommandations invitent à élaborer des réponses ciblées et adaptées, tant au niveau cantonal que communal.

Les enjeux essentiels susmentionnés mettent l'accent sur notre volonté permanente de travailler à l'amélioration de la qualité de vie de nos résidents et de nos visiteurs. Ces enjeux ne doivent pas dissimuler les résultats extrêmement positifs de ce DLS, qu'il s'agisse de l'évolution de la sécurité, du sentiment d'insécurité, ou encore de l'image de la police, cantonale et municipale, en particulier sous l'angle de l'équité de traitement.

Je vous invite donc à découvrir sans tarder ce sixième DLS !

Col Monica BONFANTI

Commandante de la police

Résumé exécutif

Partie générale

- Le Diagnostic local de sécurité 2020 analyse les tendances de la sécurité publique dans le canton.
- A l'échelon cantonal, les principaux indicateurs de la sécurité publique sont mesurés depuis 2004 de manière trisannuelle et permettent d'en contrôler l'évolution jusqu'en 2020.
- Six communes au bénéfice d'un Contrat local de sécurité (CLS), à savoir la Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge, Plan-les-Ouates et Lancy, sont partenaires du DLS. Chacune d'elles fait l'objet d'une analyse détaillée dans un chapitre dédié.
- Le DLS s'appuie sur un sondage d'opinion de plus de 4'000 résidents. Le sondage cantonal est représentatif avec une marge d'erreur de 2% pour un intervalle de confiance classique de 95%.
- Les sondages à l'échelon des communes sont également représentatifs avec une marge d'erreur d'environ 4%.
- Les statistiques policières de la criminalité, des accidents de la circulation ou encore de la centrale d'engagement de la police cantonale sont également exploitées pour ce DLS.

Criminalité

- La criminalité poursuit sa baisse à la fois en volumes bruts et taux pour 1'000 habitants. En 2010, le taux de petite et moyenne criminalité était de 60 délits pour 1'000 habitants ; en 2019, il a chuté de près de moitié pour s'établir à 31 pour 1'000 habitants.
- Les atteintes aux biens enregistrent un recul plus marqué que les atteintes contre les personnes.
- Les tentatives d'escroquerie ou vols de données sur internet bondissent depuis que le DLS a commencé à les mesurer en 2013. En 2013, 16.8% des utilisateurs d'internet avaient été victimes sur 5 ans de tels actes ; en 2020, ce taux sur un an grimpe à 30.3%.
- La prévalence du harcèlement de rue est mesurée pour la première fois à Genève par le DLS. 37.4% des femmes affirment en avoir été victimes ces derniers 5 ans à Genève et 9.5% des hommes. Chez les femmes de la tranche d'âge des 15-34 ans, ce taux s'élève à 71.7%.

Accidents de la circulation

- Les taux d'accidents mortels et avec blessés de 2019 s'inscrivent dans une tendance à la baisse générale depuis plusieurs décennies. En 2019, 1'108 accidents avec blessés ont été enregistrés dans le canton, soit un taux de 2.19 accidents de la route avec blessés pour 1'000 habitants. En comparaison, ce

taux était de 3.18 en 2001. Le nombre d'accidents mortels diminue lui aussi par rapport au début des années 2000. En 2019, il y a eu 9 accidents mortels dans le canton contre 16 en 2001.

- Toutes les communes ne bénéficient pas de cette baisse. Parmi les communes étudiées dans le DLS, les communes affectées par le trafic pendulaire comme Meyrin, Vernier et Plan-les-Ouates enregistrent aujourd'hui des taux d'accidents aussi élevés qu'au début des années 2000. Plan-les-Ouates a le taux d'accidents avec blessés le plus élevé des communes étudiées. En revanche, en Ville de Genève, à Lancy et à Carouge, les baisses sont importantes.

Incivilités

- Les incivilités à Genève avaient connu une forte progression vers la fin des années 2000 et ont atteint leur pic de fréquence en 2013. En léger recul en 2016, les taux d'incidence selon les constats qu'en font les résidents se sont stabilisés désormais. La seule incivilité qui accuse une baisse significative par rapport à 2016 est la mendicité insistante (-17.5%). Par rapport au pic de 2013, le DLS enregistre une détente également pour la problématique de la drogue. En 2013, 65.3% constataient de la vente et de la consommation de drogues dans l'espace public ; aujourd'hui ce taux est retombé à 59.8%.
- Cinq incivilités dérangent plus les résidents que les autres. Il s'agit des abandons d'objets, de détritiques et de déjections sur la voie publique, de la problématique de la consommation et du deal de drogues, des conflits dans la rue (bagarres ou violences verbales), des groupes de jeunes irrespectueux qui s'approprient des espaces communs ainsi que des vélos circulant sur les trottoirs. S'il s'agit d'incivilités typiquement urbaines, elles tendent à se concentrer dans certains territoires. Le quartier des Pâquis et le groupe de quartiers de Plainpalais, Jonction et Acacias en Ville de Genève sont le plus affectés par ces incivilités. La rive droite de la Ville de Genève, les quartiers de la zone du Lignon, des Avanchets et des Libellules à Vernier ainsi que Carouge et la zone des Mouilles et de Bachet, Palettes et La Chapelle à Lancy sont également plus vulnérables aux incivilités que les autres.
- L'incivilité est peu dénoncée en règle générale. Cependant, on note qu'elle l'est de plus en plus depuis 2013. En 2007, dans 84.8% des cas, les résidents ne dénonçaient jamais les incivilités. En 2020, ce taux est retombé à 76.3%. Lorsqu'ils dénoncent une incivilité, les résidents tendent à appeler le 117. Ils s'adressent également de plus en plus aux polices municipales pour traiter le problème. En 2013, 4.1% des résidents ont déclaré avoir dénoncé au moins une incivilité à la police municipale sur l'année écoulée. En 2020, 7.2% l'ont fait.

Interventions policières sur appel au 117

- Les interventions policières, tant de la police cantonale que des polices municipales parties à un contrat local de sécurité, sur réquisition via le 117

avoisinent les 40'000 interventions par an depuis 2010 selon la typologie retenue pour les DLS. Le taux annuel varie peu. En 2010, 42'218 interventions sur appel avaient eu lieu dans le canton. En 2019, ce volume est de 39'735.

- Un peu plus d'une intervention sur deux – 52.8% exactement – se déroule sur le territoire de la Ville de Genève. Le taux d'interventions est de 102 pour 1'000 habitants en Ville de Genève. Carouge suit avec 71 interventions pour 1'000 habitants, puis viennent Vernier (70.8), Meyrin (56.9), Plan-les-Ouates (50.6) et la campagne genevoise (47.3).
- Pratiquement une intervention sur cinq (19.7%) a trait à une affaire de circulation en 2019. Les incivilités entraînent pratiquement autant d'interventions policières sur appel (19.6%) que les affaires de circulation. Les atteintes aux biens en entraînent 12.4%.
- Les polices municipales, dans le cadre des contrats locaux de sécurité, ont pris en charge pratiquement un quart des interventions sur appel au 117. 35% de celles-ci ont trait à des affaires d'enlèvement de véhicules gênants, 15% sont liées au bruit, 14% sont des affaires de circulation et 11% ont trait à l'ordre public.
- Pratiquement les deux tiers (64%) des interventions des polices municipales au bénéfice d'un CLS sont le fait de la police municipale de la Ville de Genève. La police municipale de Carouge a pris en charge 11% du volume total des interventions. Lancy 8%, Vernier 7%, Meyrin 5%, Plan-les-Ouates 3% et Thônex 2%.

Patrouilles pédestres

- Les patrouilles pédestres se sont popularisées depuis 2013 à l'échelon de la police cantonale genevoise. En 2010, seuls 43.3% des résidents constataient de telles patrouilles dans leur quartier ; dès 2013, 64.9% le faisaient. En 2020, ce taux a légèrement augmenté et se situe désormais à 68.2%.
- Ce taux de couverture par des patrouilles pédestres de la police cantonale est le plus élevé en Ville de Genève (77.4%), suivie de Carouge (75.1%), puis Meyrin (62.6%), Lancy (61.8%), Vernier (61%), Plan-les-Ouates (56.9%) et enfin la campagne genevoise (43.7%).
- Les taux de couverture par des patrouilles pédestres des polices municipales sont plus élevés que ceux de la police cantonale. Ils s'établissent à 84.2% en Ville de Genève, 89.1% à Meyrin, 86.8% à Carouge, puis 85.2% à Plan-les-Ouates, 78.5% à Lancy, 77.8% à Vernier et enfin 47.9% dans la campagne.
- La fréquence des patrouilles pédestres tend à diminuer à mesure que les taux de couverture des quartiers augmentent, ou pour le dire autrement, l'extension territoriale des patrouilles pédestres a pour conséquence une baisse de leur intensité dans les différentes zones. En moyenne, en 2004, les résidents des quartiers couverts par ce type de patrouille en constataient deux fois par semaine. En 2020, la fréquence est de deux fois par mois à une fois par semaine en moyenne. Pour les polices municipales, cette fréquence est d'une fois par semaine. Les variations sont importantes entre les polices municipales.

Les taux les plus élevés sont enregistrés à Meyrin, Carouge et en Ville de Genève. Ils sont les moins élevés à Vernier et Plan-les-Ouates.

Interactions entre police et population

- Les interactions entre la police et les résidents sont mesurées à travers un indicateur de fréquence du contact sur les derniers 5 ans. Ce taux de contact avec la police cantonale avoisine les 50% de moyenne. Il est un peu plus élevé dans la campagne (57.5%) et moins fréquent à Vernier (46.4%).
- Les taux de contact avec les polices municipales varient également. Ils sont les plus bas à Vernier (32.2%) et la Ville de Genève (32.4%) et les plus élevés à Meyrin (42.9%) et Plan-les-Ouates (43.2%).
- 71.7% des résidents entrés en contact avec la police cantonale se sont déclarés satisfaits du contact. Le taux moyen de satisfaction à l'occasion d'un contact avec une police municipale est de 61.6%. C'est à Plan-les-Ouates (64.5%) et Meyrin (63.1%) que les taux de satisfaction sont les plus élevés. A Vernier, ils sont légèrement en retrait et situés à 57.8%.

La sécurité comme préoccupation

- 44.2% des résidents considéraient la sécurité publique comme le problème le plus préoccupant à Genève en 2010. Dix ans plus tard, en 2020, seuls 13.3% pensent ainsi. La sécurité a fortement reculé dans l'ordre des préoccupations des résidents.
- Les résidents notent toujours mieux la sécurité à Genève. En 2010, ils attribuaient la note de 6 sur 10 à la sécurité en moyenne. En 2020, ils lui donnent la note de 6.8.
- La campagne genevoise et Plan-les-Ouates obtiennent les meilleures notes, respectivement 8.2 et 7.8. Vernier et la Ville de Genève obtiennent la note de 7.
- Malgré ces bons chiffres, il y a toujours une majorité de 53.1% de résidents qui estiment que la sécurité se dégrade dans l'ensemble à Genève. A l'échelon de leur commune de résidence, les résidents sont moins négatifs : seuls 39.3% pensent que la sécurité se dégrade dans leur commune.

Le sentiment d'insécurité

- Le sentiment d'insécurité poursuit sa baisse entamée en 2016. Si 49.9% des résidents se déclaraient insécurisés à Genève en 2010, ce taux est désormais de 32.8% en 2020. Ce taux est plus bas dans la campagne (19.7%), à Plan-les-Ouates (25.2%) et à Carouge (25.7%). Il est le plus élevé à Vernier (37%).
- Le sentiment d'insécurité est généralement plus élevé dans les zones de Genève où les inégalités sociales sont les plus creusées, la cohésion sociale plus fragile et les incivilités liées à des conflits plus fréquentes. Les victimes de harcèlement de rue, de vols à la tire ou de brigandages sont plus insécurisées que les autres.

- Le sentiment d'insécurité chez les femmes reste élevé. Il y a pratiquement deux fois plus de femmes insécurisées à Genève que d'hommes. Le taux d'insécurisées est de 39.7% contre 19.4% chez les hommes. 56.5% des femmes de plus de 65 ans se déclarent insécurisées à Genève.
- Aux yeux des résidents, les lieux les plus insécurisants à Genève sont les gares, les parcs publics et des rues particulières. Les principaux motifs d'insécurité sont la peur d'une agression physique, la présence de trafiquants et de drogués ainsi que, chez les femmes, le harcèlement de rue.

L'image de la police

- L'image de la police progresse régulièrement depuis 2004. Un résident sur cinq n'a pas d'avis à ce sujet. Sur les 80% restants, neuf résidents sur dix considèrent que la police fait du bon travail en matière de lutte contre la criminalité dans leur quartier.
- S'agissant du travail de la police municipale, 23.3% des résidents n'ont pas d'avis sur le sujet. Parmi ceux qui ont un avis, 81.3% estiment que la police municipale fait du bon travail.
- L'image de la police varie peu selon les communes, qu'il s'agisse de la police cantonale ou de la police municipale.
- Les principaux leviers de l'image de la police sont l'équité de la police, la visibilité des patrouilles pédestres, l'opinion sur l'évolution de la sécurité, le sentiment d'insécurité, la victimisation et le niveau des incivilités qui dérangent le plus comme la drogue et la présence de bandes de jeunes irrespectueuses s'appropriant des espaces communs.

L'équité de la police

- L'opinion sur l'équité de la police s'améliore progressivement depuis 2007. En 2007, 59.4% des résidents estimaient que la police cantonale ne traitait pas tout le monde de la même manière. En 2019, ce taux est tombé à 38.3%.
- S'agissant des polices municipales, 33.7% en moyenne pensent qu'elles ne traitent pas tout le monde de la même manière.
- L'origine étrangère des personnes est jugée par 76.7% des résidents comme étant le principal motif de discrimination de la part de la police.

Les patrouilles pédestres de proximité

- Les patrouilles pédestres ou à vélo de proximité sont une demande récurrente dans les quartiers où la cohésion sociale est faible, les incivilités élevées, le harcèlement de rue et le vol à la tire plus fréquents, ainsi que dans les zones de Genève animées le soir.
- Elles ont particulièrement la cote dans l'hyper centre de la Ville de Genève (zone PEV) (52.8%), dans la zone du Centre historique de Carouge (48.8%) et dans le Croissant urbain de Vernier (47.6%). Dans la périphérie résidentielle de

Genève, les résidents privilégient police-secours. C'est le cas de Plan-les-Ouates et dans la campagne, où respectivement 51.8% et 55.5% plébiscitent police-secours.

- L'image de la police est étroitement liée à la demande en matière de patrouilles pédestres de proximité. Ceux qui estiment que la police ne fait pas du bon travail en matière de lutte contre la criminalité dans leur quartier réclament également plus que les autres des patrouilles pédestres.

Les priorités pour la police cantonale et les polices municipales

- Interrogés sur les priorités de la police cantonale, environ un résident sur deux juge que la police doit se concentrer sur la criminalité. La lutte contre la drogue et la poursuite des infractions routières sont les priorités numéro 2 et 3.
- La problématique de la drogue est une priorité plus importante pour les résidents de la Ville de Genève et de Vernier qu'ailleurs.
- La poursuite des infractions routières est une priorité importante pour les résidents de la campagne, de Plan-les-Ouates et de Carouge.
- Carouge, Meyrin et Lancy citent plus souvent que les autres la problématique de la délinquance juvénile.
- S'agissant des priorités pour les polices municipales, les résidents estiment que les deux grands axes principaux sont la lutte contre les incivilités (25.1%) et la prévention des vols et des cambriolages (25%). La répression de la consommation de drogues (12.6%) et la lutte contre le bruit dans l'espace public (10.5%) sont respectivement les troisième et quatrième priorités.

Les mesures pour améliorer la sécurité dans le canton de Genève

- Comme lors des éditions précédentes du DLS, l'augmentation des effectifs de police reste une mesure populaire à Genève pour juguler l'insécurité. 37.2% souhaitent une augmentation des effectifs de la police cantonale et 30% une augmentation des effectifs des polices municipales.
- « Plus de prévention et de cohésion sociale » est la deuxième mesure la plus souvent citée à Genève. 31.6% estiment que ce type de mesures est propre à améliorer la sécurité.
- Les autres mesures attendues sont les caméras de surveillance, le renvoi des délinquants étrangers ou encore l'éclairage public.
- Entre les communes, les variations sont assez faibles. Vernier, cependant, est la commune qui souhaite le plus une augmentation des effectifs de police cantonale (40.7%). Lancy suit de près avec 39.7%. Les caméras de surveillance sont les plus populaires à Vernier (33.7%). La cohésion sociale est très soutenue à Carouge (35.1%).
- Les femmes privilégient les effectifs de police cantonale, la cohésion sociale et l'éclairage public. Il en va de même des plus jeunes de 15 à 35 ans. Les caméras de surveillance sont la mesure la plus populaire chez les aînés : 39% des 65 ans et plus la privilégient.

- S'agissant de campagnes de prévention, les résidents de Genève sont particulièrement intéressés à une campagne sur l'utilisation des réseaux sociaux par les jeunes et les enfants ainsi qu'à une campagne sur la sécurité pour les piétons. 53% des résidents jugent « très utile » le premier thème de campagne et 49.8% le second. D'autres thèmes comme la protection du logement ou encore la violence dans et aux abords des lieux festifs sont également jugés très utiles.
- L'intérêt pour des thématiques spécifiques varie en fonction des profils des résidents. Les plus jeunes (15-34 ans) sont intéressés par les problématiques de l'utilisation des réseaux sociaux par les jeunes, la violence dans les lieux festifs et le harcèlement et cyberharcèlement. Les aînés sont particulièrement intéressés aux questions de sécurité des piétons.

Partie communale

Ville de Genève

- La petite et moyenne criminalité (PMC)¹ accuse un fort recul ces derniers 10 ans en Ville de Genève. Elle recule plus fortement dans l'hyper centre - appelé Pâquis/Eaux-Vives (PEV) dans le DLS - qu'ailleurs dans la ville. En 2010, il y avait 158 événements de PMC pour 1'000 habitants dans la zone PEV ; en 2019, ce taux est tombé à 69 pour 1'000 habitants. Hors zone PEV, le taux était de 55 événements de PMC pour 1'000 habitants en 2010 ; il est de 30 événements pour 1'000 en 2019. Malgré la baisse, la zone PEV reste plus criminogène que le reste de la ville.
- Les incivilités refluent également en Ville de Genève. Les baisses les plus importantes sont observées dans la zone PEV. En zone PEV, ces baisses concernent les graffitis/déprédations, les groupes de jeunes irrespectueux s'appropriant des espaces communs, la vente ou consommation de drogue ou encore les attitudes insistantes de mendiants et le stationnement sauvage.
- Le volume d'accidents de la route mortels et avec blessés poursuit sa tendance à la baisse en Ville de Genève.
- En règle générale, les sous-secteurs de la Ville de Genève qui présentent les taux les plus élevés d'inégalité sociale génèrent plus d'interventions policières et de plaintes. D'autres facteurs comme l'activité marchande, les volumes de transit ou encore les activités nocturnes de loisir entrent également en jeu pour générer des interventions et des plaintes.

¹ L'indicateur PMC recense les infractions suivantes, y compris les tentatives : vol par effraction, vol par introduction clandestine, vol par effraction dans un véhicule, vol sur un véhicule, vol de véhicules à 4 roues (seulement les voitures de tourisme), vol de véhicules à 2 roues (uniquement les motos, les motocycles légers et les scooters), vol à l'astuce, vol à l'arraché, brigandage, agression, menaces, chantage/extorsion et lésions corporelles simples.

- Les taux pour 1'000 habitants d'interventions policières sur appel au 117 sont de 176.6 dans la zone PEV et de 78.9 ailleurs en ville.
- Les volumes d'interventions de police sur appel sont relativement stables depuis 2013 dans les deux zones de la Ville de Genève. Avec la détente sur le front de la criminalité, les volumes de contrôles de personnes ont assez fortement diminué par rapport aux chiffres de 2013. Il y a eu 9'380 contrôles de personnes dans la zone PEV en 2019 et 6'965 hors zone PEV.
- Près de 90% des résidents de la zone PEV voient au moins une fois par mois des patrouilles pédestres municipales dans leur quartier. C'est vrai également pour le 80% environ de ceux qui résident en dehors de la zone PEV.
- La fréquence des patrouilles pédestres pour la police cantonale et la police municipale est d'une à deux fois par semaine en moyenne. Ce taux diminue légèrement par rapport aux DLS précédents. Ce sont les résidents des quartiers de Cornavin et des Pâquis qui aperçoivent le plus souvent des patrouilles pédestres.
- En 2020, seuls 11% dans la zone PEV et 14% hors zone PEV considèrent que la sécurité est le problème numéro 1 de Genève. 10 ans plus tôt, en 2010, ils étaient respectivement 46.5% et 37.9% dans ces deux zones à le penser.
- Les résidents des deux zones attribuent pratiquement la même note à la sécurité à Genève. Ils lui donnent 7 sur 10.
- Le taux d'insécurisés en Ville de Genève s'est stabilisé depuis 2016. 35.9% des résidents de la zone PEV et 33.9% des résidents vivant hors de cette zone se déclarent insécurisés.
- L'image de la police est toujours très bonne dans les deux zones. Le taux de satisfaits avoisine les 90% pour la police cantonale et les 80% pour la police municipale.
- Pour l'ensemble des zones, les patrouilles pédestres restent la prestation préférée des résidents.
- La détente sur les questions de drogue dans la zone PEV se traduit par un recul de la lutte contre la drogue comme priorité pour la police cantonale. En 2016, 29.7% souhaitaient que la lutte contre la drogue soit la priorité cantonale ; en 2020, ils sont 20.1% à le souhaiter dans la zone.
- La prévention des vols sur la voie publique et la lutte contre l'incivilité sont les deux grandes priorités souhaitées en matière de police municipale dans les deux zones.
- Pour les résidents des deux zones, l'augmentation des effectifs de police et des mesures en matière de cohésion sociale sont prioritaires pour réduire l'insécurité.

Vernier

- Ces derniers dix ans, les taux de petite et moyenne délinquance ont chuté à Vernier. Ils sont passés de 29 événements de PMC pour 1'000 habitants en 2010 à 19 pour 1'000 en 2019 dans la zone du Croissant urbain de Vernier. Hors de

cette zone, le recul est plus important. Le taux pour 1'000 passe de 70 en 2010 à 30 en 2019.

- La plupart du temps, les incivilités présentent des taux d'incidence élevés et sont à la hausse à Vernier, à l'exception de la mendicité insistante et du stationnement sauvage. La zone du Croissant de Vernier connaît des taux de fréquence d'incivilités plus élevés que dans le reste de la commune.
- Les volumes annuels d'accidents de la route avec blessés évoluent en dents de scie ces derniers vingt ans et la tendance est plutôt stable.
- Alors qu'il diminue globalement dans le canton, le taux d'insécurisés augmente dans le Croissant urbain de Vernier par rapport à 2016. Avec 44.7% d'insécurisés, la zone du Croissant urbain a le taux d'insécurisés le plus élevé des zones étudiées dans le canton.
- En revanche, ce taux d'insécurisés diminue significativement hors du Croissant urbain pour atteindre son plancher depuis 10 ans : 29.8% contre 37.5% en 2010.
- Depuis 2016, le quartier du Lignon est le quartier le plus souvent cité comme étant le moins sûr dans la commune. De plus en plus de résidents de Vernier pensent ainsi. Les résidents du Lignon évaluent eux-mêmes moins bien la sécurité à Vernier que les résidents des autres quartiers de la commune.
- Bien que les pessimistes soient moins nombreux en 2020 que lors des éditions précédentes des DLS, 42% des résidents du Croissant urbain continuent de penser que la sécurité se dégrade dans la commune. Hors de cette zone, ce taux se réduit à 32%.
- Le taux médian d'interventions et plaintes dans la zone du Croissant urbain selon les données policières de 2018 est de 81.8 pour 1'000 habitants contre 71 pour 1'000 habitants dans le reste de Vernier.
- En 2020, les résidents du Croissant urbain de Vernier privilégient fortement les patrouilles pédestres de police par rapport à police-secours ou un poste de quartier. Cette demande en matière de patrouilles pédestres est en forte augmentation. En revanche, dans le reste de la commune, police-secours est privilégiée.
- La présence policière sous forme de patrouilles pédestres dans les quartiers est relativement faible à Vernier. Que ce soit pour les patrouilles pédestres de la police cantonale ou de la police municipale, les résidents constatent moins d'une fois par semaine de telles patrouilles dans les quartiers du Croissant urbain.
- Les taux de contact avec la police municipale ou la police cantonale accusent une baisse par rapport aux années précédentes dans le Croissant urbain de Vernier.
- Les taux de satisfaction globaux avec le travail de la police restent élevés dans les deux zones de Vernier tout en étant un peu moins bons dans le Croissant urbain.
- A l'occasion d'un contact avec la police, les taux de satisfaction sont sensiblement moins bons en 2020 que lors des éditions précédentes du DLS.

En 2020, 64.2% des résidents du Croissant urbain se sont déclarés satisfaits du contact avec la police cantonale contre 69.1% en 2016. Toujours dans cette zone, 53.7% se sont déclarés satisfaits du contact avec la police municipale en 2020 contre 61.5% en 2016.

- Dans le Croissant urbain de Vernier, les résidents placent plus souvent que ceux du reste de la commune la répression de la consommation de drogue en tête des priorités pour la police municipale. Ils sont 20.1% à le faire dans cette zone contre 10.7% dans le reste de la commune.
- Les résidents du Croissant urbain formulent également plus souvent que ceux du reste de la commune des vœux pour plus d'effectifs de police cantonale, plus de cohésion sociale et plus de caméras de surveillance.

Meyrin

- Les taux de petite et moyenne criminalité sont bas à Meyrin et diminuent progressivement depuis une dizaine d'années. En 2019, la zone fortement urbanisée de Meyrin-Cité connaît un taux de 16 événements de PMC pour 1'000 habitants contre 21 en 2010. Dans le reste de Meyrin, ce taux en 2019 est de 24 pour 1'000.
- Le volume annuel d'accidents de la route avec blessés varie en dents de scie depuis 2001. La tendance est relativement stable.
- Le niveau des incivilités est sensiblement moins élevé à Meyrin qu'en Ville de Genève, à Vernier, Carouge ou encore Lancy. On observe peu d'écarts entre les zones de Meyrin.
- Si l'on cumule les plaintes et les interventions de police, en 2018, le seul quartier prioritaire en matière de politique sociale du canton a généré peu d'événements : 65.5 événements pour 1'000 habitants. Ce taux est inférieur à celui des secteurs de Cointrin ou de Feuillasse par exemple. Globalement, en 2019, le taux d'interventions policières sur appel dans la zone de Meyrin-Cité est de 42.2 interventions pour 1'000 habitants contre 77.2 dans le reste de la commune.
- Les taux de fréquence des patrouilles pédestres municipales dans la zone de Meyrin-Cité sont élevés. Les résidents voient des patrouilles pédestres municipales plus de deux fois par semaine en moyenne. Par ailleurs, le taux de couverture par les patrouilles pédestres municipales à Meyrin-Cité est également élevé : 91.1%.
- Les taux de satisfaction lors d'un contact avec la police cantonale et la police municipale sont très similaires en 2020 : ils sont de 67.1% pour la police cantonale et de 67.5% pour la police municipale.
- L'image de la police est bonne à Meyrin. A Meyrin-Cité, 94.5% des résidents expriment un avis positif sur le travail de la police cantonale et 86.1% hors de cette zone. Toujours à Meyrin-Cité, 86.2% des résidents jugent bon le travail de la police municipale et 81.8% pensent de même ailleurs dans la commune.
- Les résidents des deux zones de Meyrin ont des préférences assez similaires en matière de prestations et celles-ci évoluent peu dans le temps. Police-secours

et les patrouilles pédestres font à peu près jeu égal dans l'ordre des préférences.

- En matière de priorités pour la police municipale, la thématique de la prévention des vols sur la voie publique gagne en importance dans les deux zones en 2020 par rapport aux années précédentes. Environ 40% des résidents des deux zones jugent cette thématique prioritaire. La lutte contre les incivilités est plus souvent citée à Meyrin-Cité (32%) que dans le reste de Meyrin (26.5%).

Carouge

- Les taux de petite et moyenne criminalité ont fortement diminué dans le Centre historique de Carouge et le reste de la commune. Ils passent de 60 événements pour 1'000 habitants en 2010 à 31 pour 1'000 dans le Centre historique et de 55 pour 1'000 en 2010 à 26 pour 1'000 en 2019 dans le reste de la commune.
- En revanche, les incivilités tendent à progresser dans les deux zones sauf pour la mendicité agressive et le stationnement sauvage qui diminuent depuis 2016. Entre les deux zones, les variations d'incidence sont assez faibles.
- Les volumes annuels d'accidents de la route avec blessés tendent à diminuer légèrement depuis 2001 à Carouge.
- Le taux d'insécurisés continue de diminuer à Carouge. Il passe de 25.1% dans le Centre historique en 2016 à 23.4% en 2020. Hors de cette zone, la chute est plus forte. Il passe de 34.6% en 2016 à 28.1% en 2020. Ces taux sont parmi les plus bas observés dans le canton. Le taux d'insécurisés dans le reste de la commune est notamment tiré par le haut par un taux plus élevé qu'ailleurs d'insécurisés dans le quartier des Tours de Carouge (36.2%).
- Les résidents des Tours de Carouge donnent également de moins bonnes notes à la sécurité dans la commune que les autres. Ils lui donnent 7 sur 10 en 2020 alors que la moyenne est de 7.5 pour les résidents du reste de la commune.
- Le taux d'interventions sur appel en 2019 est de 68.2 pour 1'000 habitants dans le Centre historique de Carouge et de 72.5 pour 1'000 dans le reste de la commune. Les événements qui génèrent le plus d'interventions policières dans le Centre historique sont les incivilités (21.5% des interventions) alors que dans le reste de la commune il s'agit des affaires de circulation (22%).
- La présence policière sous forme de patrouilles pédestres est relativement stable depuis 2016. Les résidents voient plus de patrouilles pédestres municipales que cantonales. Ils en voient en moyenne une à deux fois par semaine dans leur quartier quelle que soit la zone.
- L'image de la police est très bonne à Carouge. Le taux d'approbation est de plus de 90% dans les deux zones de Carouge pour la police cantonale et de plus de 80% pour la police municipale.
- Les patrouilles pédestres sont la prestation privilégiée par les résidents de Carouge historique (48.8%) alors que dans le reste de la commune les résidents plébiscitent police-secours dans les mêmes proportions (48.2%).

Plan-les-Ouates

- Les taux de petite et moyenne criminalité sont particulièrement bas à Plan-les-Ouates. En 2019, ils se situent à 13 événements pour 1'000 habitants dans la zone du Village et à 23 pour 1'000 dans le reste de la commune.
- Les taux d'incidence des incivilités sont également modestes à Plan-les-Ouates. Ils tendent à diminuer dans la zone du Village et à augmenter légèrement ailleurs dans la commune. Les nuisances liées au bruit augmentent dans les deux zones.
- Les volumes d'accidents de la route avec blessés sont en légère progression depuis 2001.
- Les taux d'insécurisés sont bas dans les deux zones de la commune : 24.6% dans la zone du Village et 25.9% dans la zone nord du reste de la commune.
- Les résidents des deux zones attribuent des notes plutôt élevées à la sécurité dans la commune : 7.9 sur 10 dans la zone du Village et 7.7 ailleurs dans la commune.
- Le pourcentage de résidents estimant que la sécurité se dégrade dans la commune a fondu à 28.5% dans la zone du Village mais reste stable à 36.9% dans la zone nord de la commune.
- La zone du Village a généré 43.8 interventions sur appel au 117 pour 1'000 habitants en 2019 contre 61.2 pour la zone nord de la commune.
- Dans les deux zones de Plan-les-Ouates, la préférence des habitants va à police-secours. 54.7% accordent leur préférence à ce type de prestations dans la zone du Village et 48.5% le font ailleurs dans la commune.
- La présence via des patrouilles pédestres de la police dans les quartiers est moins élevée que dans les communes urbaines du canton. En moyenne, dans les deux zones de Plan-les-Ouates, les résidents aperçoivent une à deux fois par mois des patrouilles pédestres cantonales et environ une fois par semaine des patrouilles pédestres municipales. Les patrouilles pédestres sont légèrement plus fréquentes dans la zone du Village qu'ailleurs dans la commune.
- Les taux de satisfaction avec le travail de la police cantonale dépassent les 90% et ces taux sont également très élevés pour la police municipale. Ils sont de 85.4% dans la zone du Village et de 86.4% dans la zone nord du reste de la commune.
- Dans les quartiers nord, des problématiques comme la lutte contre la délinquance juvénile et la lutte contre les incivilités sont plus souvent mentionnées par les résidents. Ce sont également ces quartiers qui accordent plus d'importance aux patrouilles pédestres (44.1%) qu'en 2016 (40.9%).

Lancy

- Les taux de petite et moyenne criminalité sont bas dans les deux zones de Lancy. Dans la zone de Lancy urbain, ils s'établissent en 2019 à 19 cas pour 1'000 habitants et dans le reste de la commune à 24 cas pour 1'000. Ces taux

sont en forte baisse par rapport à 2010 où ils étaient de 33 pour 1'000 à Lancy urbain et de 50 pour 1'000 dans le reste de la commune.

- Les incivilités sont plus présentes dans la zone de Lancy urbain et connaissent des taux souvent supérieurs à la moyenne cantonale.
- Les volumes annuels d'accidents de la circulation avec blessés enregistrent une baisse notable depuis 2001.
- Lorsque les résidents mentionnent des lieux moins sûrs à Lancy, ils citent dans 50.9% des cas un lieu dans la zone La Chapelle, Bachet et les Palettes.
- Le taux d'insécurisés est plus élevé à Lancy urbain (37.6%) que dans le Reste de Lancy (31.4%).
- Les notes attribuées par les résidents à la sécurité dans la commune sont proches de la moyenne cantonale. Les résidents de Lancy urbain attribuent la note de 7.2 sur 10 à la sécurité communale et ceux du Reste de Lancy lui donnent la note de 7.5.
- Un peu plus du tiers des résidents des deux zones jugent que la sécurité se dégrade dans la commune.
- Le taux pour 1'000 habitants d'interventions policières sur appel au 117 augmente légèrement par rapport à 2016. En 2019, on compte 53.9 interventions policières sur appel pour 1'000 habitants à Lancy urbain et 61 pour 1'000 dans le Reste de Lancy. Dans le Reste de Lancy, près d'un quart des interventions concerne des affaires de circulation. A Lancy urbain, 19.4% des interventions sont générées par des incivilités.
- A Lancy urbain, police-secours et les patrouilles pédestres sont au coude à coude dans l'ordre des préférences des résidents. 45.7% souhaitent en priorité des patrouilles pédestres et 44.1% accordent leur préférence à police-secours. Comparativement, dans le Reste de Lancy, la préférence pour police-secours est nette : 51.5% souhaitent en priorité ce type de prestations pour 41.4 en faveur des patrouilles pédestres.
- La fréquence des patrouilles pédestres cantonales et municipales est modeste à Lancy. Les résidents aperçoivent moins d'une fois par semaine des patrouilles pédestres cantonales et environ une fois par semaine des patrouilles pédestres municipales.
- Les taux de satisfaction avec la police cantonale sont dans la moyenne cantonale à Lancy (90%). En revanche, les taux de satisfaction avec la police municipale sont supérieurs à la moyenne. A Lancy urbain, 82.7% des résidents sont d'avis que la police municipale fait du bon travail et 86.1% pensent ainsi dans le reste de la commune.
- A Lancy urbain, on note cependant que le taux de satisfaits à l'occasion d'un contact avec la police municipale est plus bas que la moyenne des polices municipales : 53.8%. Les résidents de Lancy urbain ont un avis également un peu plus négatif que les autres sur l'équité de la police. 38.5% ont un avis négatif pour la police municipale et 40.2% émettent le même avis négatif à propos de la police cantonale. Ce sont les plus jeunes qui émettent le plus souvent un avis négatif. 60% de la tranche d'âge des 15-24 ans sont d'avis que la police

municipale ne traite pas tout le monde de la même manière et 46.5% sont de cet avis dans la tranche des 25-34 ans.

- Dans les deux zones de Lancy, la prévention des vols sur la voie publique a les faveurs des résidents comme priorité numéro 1 de la police municipale. 36.8% des résidents de Lancy urbain et 46.8% du Reste de Lancy sont de cet avis. La lutte contre les incivilités arrive en deuxième position : 32.9% des résidents de Lancy urbain et 29.1% de ceux du Reste de Lancy mentionnent cet item comme priorité municipale. La troisième priorité revient à la répression de la consommation de drogues à Lancy urbain (12.5%). Dans la zone du Reste de Lancy, cette troisième place revient à la poursuite des infractions à la circulation routière (9.8%).

Introduction

Depuis 2004, Genève réalise tous les trois ans un Diagnostic local de sécurité (DLS) qui brosse un tableau de la sécurité publique telle qu'elle est vécue au quotidien par les résidents du canton. Le DLS prend le pouls de la population et analyse la demande sociale en matière de sécurité et de prestations de police afin d'adapter régulièrement le dispositif de sécurité, et en particulier celui de police de proximité mis en place conjointement par le canton et les communes pour répondre aux besoins.

Le cœur du diagnostic est un sondage d'opinion réalisé auprès d'un échantillon représentatif de résidents. D'autres sources de données policières sont également exploitées, comme la statistique criminelle, la statistique des accidents de la circulation ou encore les données du 117 sur les interventions de police-secours.

Sachant que les communes mettent en œuvre conjointement avec le canton la sécurité de proximité, l'ensemble des communes signataires d'un Contrat local de sécurité avec le canton à une exception près, participent à cet exercice de diagnostic. Ainsi, la Ville de Genève est partenaire du DLS depuis 2016. Des données la concernant sont toutefois disponibles dès la toute première édition du DLS en 2004. Vernier s'est joint à l'exercice dès 2010, Meyrin a suivi en 2013, puis Carouge et Plan-les-Ouates en 2016. Lancy y participe pour la première fois pour cette nouvelle édition. Le partenariat permet aux communes de contribuer à définir les questions posées dans le sondage d'opinion et, grâce à un sous-échantillon représentatif pour chaque commune participante, d'obtenir une analyse détaillée de l'état de la sécurité dans la commune avec un chapitre dédié du DLS.

Le présent volume du DLS analyse les tendances générales de l'évolution de la sécurité publique dans le canton depuis 2004 et présente les chiffres de la sécurité publique dans les différentes communes partenaires et la campagne genevoise en 2020. Des analyses détaillées de la sécurité à l'échelon communal sont présentées dans un second volume consacré uniquement aux communes partenaires.

Ce premier volume du DLS propose une analyse de la sécurité publique à partir de plusieurs thématiques faisant l'objet de chapitres séparés.

Le *premier chapitre* brosse à grands traits un tableau du canton et des communes à partir de données contextuelles sociodémographiques. Pour ce faire, il exploite des données de la statistique officielle de la population, les données recueillies par le rapport 2020 sur les inégalités sociales du Centre d'analyse territoriale des inégalités à Genève² ainsi que des données démographiques du sondage du DLS. Les communes partenaires du DLS sont présentées à travers le prisme des inégalités sociales, de la cohésion sociale, du contrôle social et de la qualité de vie dans les quartiers. La cohésion sociale, en particulier, est reconnue pour sa faculté à tempérer le sentiment d'insécurité. Un affaïssement de la cohésion sociale peut générer un sentiment d'insécurité à la hausse, des incivilités et une dégradation générale de la sécurité et de la qualité de vie.

Le *deuxième chapitre* porte sur la sécurité et la criminalité. Les données de la statistique policière classique sur la petite et moyenne criminalité sont présentées dans ce chapitre.

² Analyse des inégalités dans le canton de Genève dans le cadre de la Politique de cohésion sociale en milieu urbain, Rapport 2020, Centre d'analyse territoriale des inégalités à Genève.

Sachant cependant que ces statistiques criminelles dépendent des taux de reportabilité des infractions, le chapitre complète ces chiffres avec des données de sondage sur l'expérience de victimisation pour un certain nombre de délits communs. Les données de sondage peuvent faire émerger des problèmes rarement dénoncés. Lorsque les données sont disponibles, le DLS chiffre les taux de dénonciation et tente d'identifier les raisons pour lesquelles certains délits ne sont pas dénoncés ou le sont peu. Pour la première fois cette année, le sondage s'intéresse à la problématique du harcèlement de rue qui s'est invitée dans le débat public ces dernières années. Le diagnostic creuse également la question des vols de données et des escroqueries sur internet qui, avec le développement des services en ligne, prend de l'ampleur. Cette édition du DLS distingue entre les tentatives avortées de vol ou d'escroquerie sur internet et celles qui ont réussi.

Traditionnellement, le DLS élargit le champ d'analyse de la sécurité publique au-delà de la problématique criminelle en s'intéressant à la question des incivilités et en cherchant à en mesurer la présence dans les quartiers et leur degré de nuisance. Le DLS mesure la fréquence des incivilités à partir du constat qu'en font les résidents dans leur quartier. Celles-ci, on le sait, pèsent assez lourdement sur le sentiment d'insécurité. Elles insécurisent et prétéritent la qualité de vie. Elles sont aussi un motif très fréquent d'appels au 117 et requièrent des ressources policières pour intervenir. Afin de faciliter la lutte contre ces phénomènes et soutenir le travail de la police de proximité dont c'est l'une des tâches principales, le DLS cherche à identifier les incivilités les plus dérangeantes, leur évolution et présente une cartographie de leur présence dans les communes genevoises. Avec l'essor des vélos électriques, des trottinettes et d'autres engins de locomotion personnels, de nouvelles incivilités font leur apparition à Genève et cette édition du DLS évalue pour la première fois leur fréquence et leur degré de nuisance pour les résidents.

L'action policière en matière de police de proximité est étudiée dans le *troisième chapitre*. Après avoir présenté le dispositif de police de proximité, ce chapitre chiffre les volumes d'interventions sur appel au 117 et de contrôles spontanés de la police. Il s'agit de comprendre quels problèmes génèrent des interventions de police-secours et de les catégoriser pour mieux y répondre. La présence visible sous forme de patrouilles pédestres ou à vélo préventives est l'un des modes d'action de police de proximité qui répond à une demande récurrente dans les zones hyper-urbaines du canton. Le DLS mesure cette présence à la fois pour la police cantonale et la police municipale. Pour ce faire, il exploite des données de sondage sachant que les résidents ont été amenés à quantifier le constat qu'ils font de la présence policière dans leur quartier.

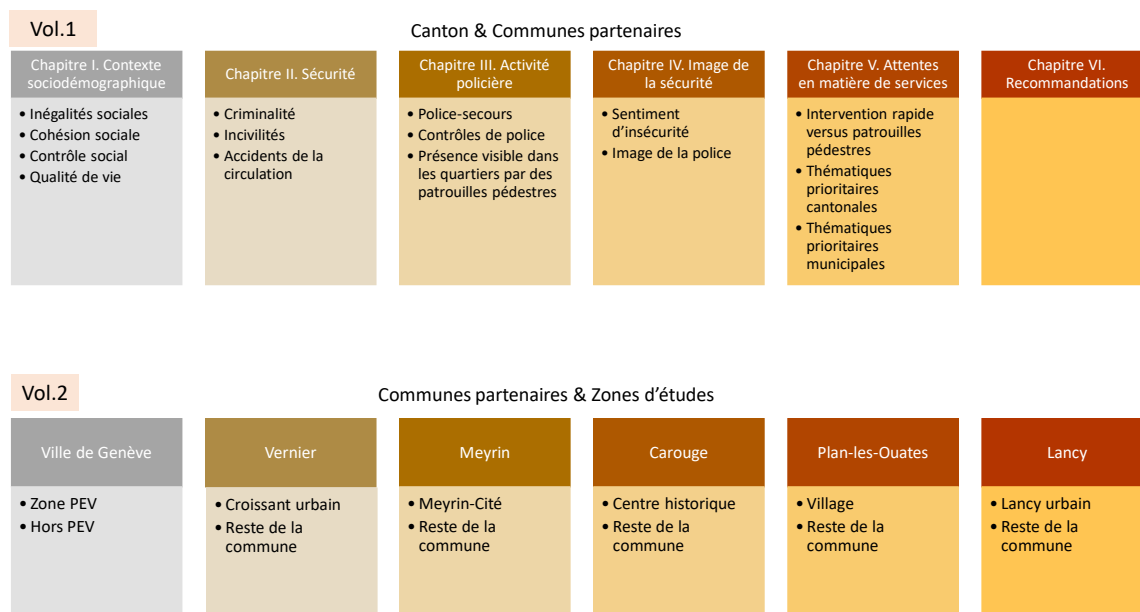
Le *quatrième chapitre* traite de la perception de la sécurité par les résidents du canton et de leur appréciation des services de police. La sécurité est-elle une préoccupation prioritaire pour les résidents ? Se sentent-ils en sécurité dans les rues de leur quartier lorsqu'ils s'y promènent le soir ? Y a-t-il des zones dans le canton et les communes qu'ils jugent moins sûres et qu'ils évitent ? Quelle est l'image de la police à Genève ? Quel jugement portent les résidents sur l'équité de la police, un aspect de la déontologie policière ? Toutes ces questions sont étudiées dans ce chapitre à partir des données de sondage. Comme ces indicateurs sont mesurés pratiquement depuis le tout premier DLS réalisé dans le canton en 2004, il est possible de présenter l'évolution des perceptions sur ces sujets sur une période correspondant à une quinzaine d'années à Genève. Depuis 2016, le DLS n'évalue plus uniquement l'image de la police cantonale mais il porte également sur celle des polices municipales.

Le *cinquième chapitre* s'intéresse aux attentes thématiques des résidents en matière de services de police et de prévention. Le DLS 2016 innovait en cherchant à identifier la demande sociale en matière de thématiques prioritaires pour les polices municipales. Pour

cette édition du DLS, certaines questions à ce sujet ont été légèrement reformulées pour coller au plus près des compétences des polices municipales telles qu'énoncées dans la loi sur les agents de la police municipale, les contrôleurs municipaux du stationnement et les gardes auxiliaires des communes (LAPM, F 1 07) et dans son règlement d'application (F 1 07.01). Cette année, le DLS a également interrogé les résidents sur les thématiques de campagnes de prévention qu'ils jugeraient les plus utiles. Les résultats sont présentés dans ce chapitre.

Le DLS débouche sur des recommandations qui figurent dans le *chapitre six* du présent volume.

Figure 0.1 : Plan du DLS en deux volumes



Le sondage et les niveaux d'analyse

L'une des sources principales du DLS est un sondage de perception et de victimisation réalisé par l'institut de sondage M.I.S. Trend entre le 6 janvier 2020 et le 10 février 2020. Au total, 4'453 entretiens ont été menés selon une méthode mixte de collecte de données qui combine des questionnaires auto-administrés remplis en ligne sur le web et des entretiens réalisés par téléphone avec l'assistance d'un logiciel par des enquêteurs formés à cet effet. Cette méthode mixte de collecte de données prévaut dans les DLS genevois depuis 2013. 3'906 questionnaires ont ainsi été remplis en ligne sur Internet par des répondants sélectionnés selon une méthode traditionnelle d'échantillonnage. Les répondants qui ne souhaitaient pas répondre en ligne ou ne disposaient pas d'un accès Internet ont été interviewés par téléphone. 547 entretiens, soit 12.3% de l'échantillon total, ont été réalisés de cette manière.

Dans le *premier volume* du DLS, les analyses qui seront présentées à l'aide des données de sondage se feront à deux niveaux : le niveau cantonal et le niveau municipal. Chacun de ces niveaux a un statut méthodologique propre.

Au **niveau cantonal**, les données de sondage ont une marge d'erreur de 2% pour un intervalle de confiance classique de 95%. Pour les analyses à l'échelon cantonal, les données de sondage ont été pondérées pour le sexe, l'âge et la zone géographique.

Au **niveau communal**, des sous-échantillons d'environ 600 entretiens ont été construits dans chacune des communes partenaires, soit la Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge, Plan-les-Ouates et Lancy et une zone dite de la « campagne » avec 372 entretiens. La zone de la campagne est constituée à partir d'entretiens à Aire-la-Ville, Anières, Avully, Avusy, Cartigny, Céligny, Chancy, Choulex, Collonge-Bellerive, Corsier, Dardagny, Gy, Hermance, Jussy, Laconnex, Meinier, Presinge, Russin, Satigny, Soral et Troinex. Dans les communes partenaires, la marge d'erreur des données de sondage est de 4% pour chacune des communes partenaires.

Les analyses du *second volume du DLS* dédié aux communes partenaires du DLS seront quant à elles proposées essentiellement à deux niveaux : le niveau des zones dans la commune et le niveau plus fin de regroupements de quartiers.

Le **niveau des zones**. Dans chacune des communes partenaires, deux zones d'échantillonnage ont été constituées en fonction de critères correspondant à un intérêt policier (concentration de la criminalité et des interventions de police-secours) mais aussi à la zone d'habitat (densité urbaine, activité commerciale). Le périmètre exact de ces zones est présenté dans le second volume de ce DLS. La Carte 0.1 ci-dessous présente ce découpage zonal des communes tandis que le Tableau 0.1 indique le nombre d'entretiens exact réalisés dans chacune de ces zones. A l'échelon zonal, la marge d'erreur des données de sondage varie selon la zone de 5 à 6% pour un intervalle de confiance standard de 95%.

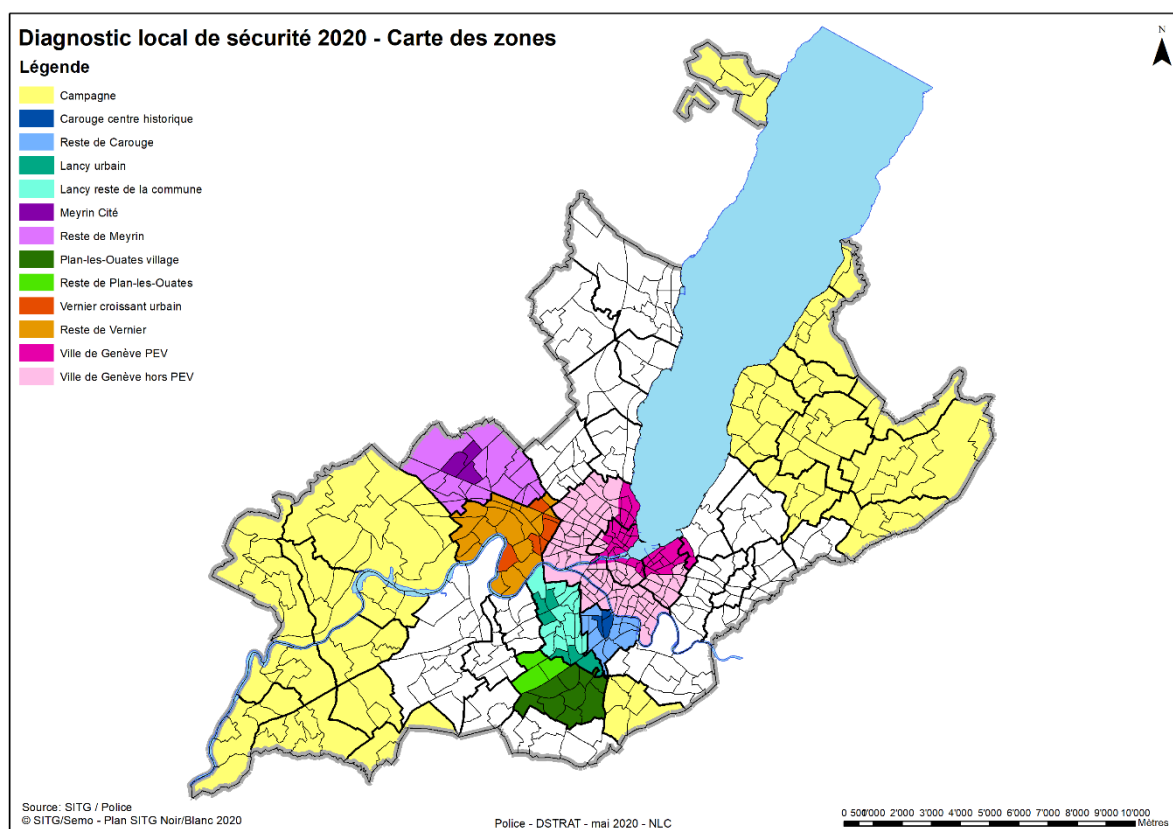
Le **niveau des quartiers**. Dans ce DLS, nous avons fait le choix de présenter des analyses à l'échelon de quartiers ou de regroupement de quartiers à titre exploratoire afin de permettre aux administrations communales d'avoir une vision plus fine des tendances dans les quartiers. Le nombre d'entretiens réalisés par regroupement de quartiers est limité et avoisine en règle générale la centaine d'entretiens. Les chiffres sont présentés dans les chapitres communaux du second volume. Il arrive dans de rares cas que le nombre d'entretiens dans un regroupement de quartier soit inférieur à 50. A cet échelon d'analyse, les données ne sont plus représentatives et les marges d'erreur sont élevées. Les valeurs qui seront présentées dans ces analyses doivent seulement être considérées comme indiquant des « tendances ». Lorsqu'elles reposeront sur des données de sondage, les analyses proposées à l'échelon des quartiers ne représenteront donc que des tendances qu'il s'agit de bien différencier des données représentatives avec des marges d'erreur faibles présentées à l'échelon communal ou zonal. Les entretiens ayant été anonymes, les regroupements de quartiers sont opérés à partir d'une question dans le sondage demandant aux répondants de déterminer eux-mêmes leur zone de résidence.

Le Tableau 0.1 ci-dessous présente le nombre d'entretiens réalisés dans chacune des zones d'échantillonnage des communes et la proportion d'entretiens effectués par téléphone dans chaque zone. Cette proportion oscille entre 8.8% dans la zone du village de Plan-les-Ouates et 17% dans le Croissant urbain de Vernier.

Tableau 0.1 : Nombre d'entretiens par zone dans le sondage 2020

	Total des entretiens	Pourcentage d'entretiens par téléphone
	N	%
Ville de Genève (PEV)	292	10.5
Ville de Genève (Hors PEV)	340	14.2
Vernier Croissant urbain	311	17.0
Reste de la commune de Vernier	328	14.6
Meyrin-Cité	322	14.6
Reste de la commune de Meyrin	359	12.8
Carouge Centre historique	344	13.1
Reste de la commune de Carouge	322	9.9
Plan-les-Ouates Village	398	8.8
Reste de la commune de Plan-les-Ouates	364	10.8
Lancy urbain	335	13.7
Reste de la commune de Lancy	370	10.3
Campagne	372	10.5
Total	4'453	12.3

Carte 0.1 : Les zones d'étude du DLS



Pour faciliter la lecture du diagnostic, la plupart des chiffres sont présentés sous forme de tableaux croisés. Lorsque le diagnostic cherche à dégager des profils d'utilisateurs de services ou encore, par exemple, le profil d'insécurisés, des analyses multivariées sont toujours faites en amont afin de déterminer quelles sont les variables constitutives de ces profils. Ces variables sont triées par ordre d'importance en fonction du poids qu'elles ont dans les modèles élaborés. Les résultats ne sont pas présentés sous forme de coefficients statistiques mais simplement de tableaux croisés aisément interprétables pour des lecteurs sans bagage statistique préalable.

Les auteurs du DLS

Depuis la première édition de 2004, la réalisation du DLS a été confiée à l'association Coginta. Coginta est une ONG suisse basée à Genève qui mène des programmes de réforme de la sécurité publique essentiellement pour des agences nationales ou internationale de développement. Elle réalise des études de sécurité en Europe, en Afrique et en Asie. Son mandat a consisté à exploiter les données de sondage, réaliser les analyses, confectionner les cartes présentant les résultats et rédiger le rapport d'étude. La direction de la stratégie de la police cantonale est le maître d'œuvre du DLS. Elle a dirigé le projet, préparé les échantillons, développé le questionnaire en consultation avec les communes, produit les données policières exploitées dans le rapport et fourni un appui technique à Coginta pour l'interprétation des données.

1. Le contexte sociodémographique

Le profil des communes

La Ville de Genève a la plus forte densité urbaine du canton avec 12'997 habitants au km². Parmi le groupe de communes étudiées dans le DLS, Plan-les-Ouates est la commune la moins densifiée avec 1'822 habitants au km². Au sein des communes, des quartiers peuvent être fortement densifiés. C'est le cas par exemple des Pâquis sur la rive droite de la Ville de Genève avec des secteurs comportant plus de 40'000 habitants au km². Le quartier des Palettes à Lancy a une densité urbaine de 24'421 habitants au km². Le quartier le plus densifié de Vernier est celui des Avanchets avec 26'613 habitants au km². A Meyrin, le quartier de Champs-Fréchet comporte 18'562 habitants au km² et celui de La Prulay 16'961 habitants au km². Souvent, on le verra par la suite, ces quartiers très densifiés cumulent aussi les inégalités sociales.

De 2011 à 2019, Lancy, Meyrin et Carouge ont connu une croissance démographique, respectivement de 14.5%, 14.2% et 12.7%. A Vernier, Plan-les-Ouates et la Ville de Genève, la croissance démographique durant cette période a été beaucoup plus faible : 3.6%, 4.4% et 5.8% respectivement. La Ville de Genève a le taux de moins de 15 ans le plus faible des communes étudiées (13.4%) et également le taux de population étrangère le plus élevé (47.8%). Vernier et Meyrin ont des taux de population étrangères supérieurs à la moyenne cantonale. 17.8% à Vernier et 18.5% à Meyrin viennent de pays hors de l'Union européenne.

Tableau 1.1 : Démographie dans les communes du canton de Genève (2019)

	Population résidente totale	Population de moins de 15 ans	Population de 65 ans et plus	Population étrangère	Etrangers hors UE28	Croissance population (2011-2019)	Densité population
	%	%	%	%	%	%	hab/km ²
Ville de Genève	206'521	13.4	15.7	47.8	16.9	5.8	12'997
Vernier	35'240	16.4	15.1	44.1	17.8	3.6	5'594
Meyrin	25'681	17.3	16.6	43.6	18.5	14.2	2'770
Carouge	23'019	15.3	14.1	37.3	11.6	12.7	8'526
Plan-les-Ouates	10'661	17.2	14.6	22.6	7.3	4.4	1'822
Lancy	33'469	17.6	15.4	35.1	11.7	14.5	7'009
Campagne	38'523	17.7	17.3	24.7	6.1	-	338
Reste du canton	133'651	16.7	18.7	33.7	12.1	-	1494
Canton	506'765	15.4	16.5	40.0	14.2	7.5	2063

Source : OCSTAT – Statistique cantonale de la population

Les inégalités sociales

Sur les six communes partenaires du DLS 2020, cinq d'entre elles font partie du groupe de neuf communes prioritaires bénéficiant de la politique cantonale de cohésion

sociale en milieu urbain.³ Pour être éligible au train de mesures cantonales de renforcement de la cohésion sociale, une commune doit remplir au moins quatre sur les six conditions ou critères de base de cette politique. Parmi les communes étudiées dans le DLS, trois – Vernier, Meyrin, Lancy – cumulent l’intégralité des six conditions de base en matière d’inégalités sociales les rendant éligibles à des mesures prioritaires. Ces conditions sont présentées dans le Tableau 1.2.

Tableau 1.2 : Les inégalités dans les communes du DLS 2020

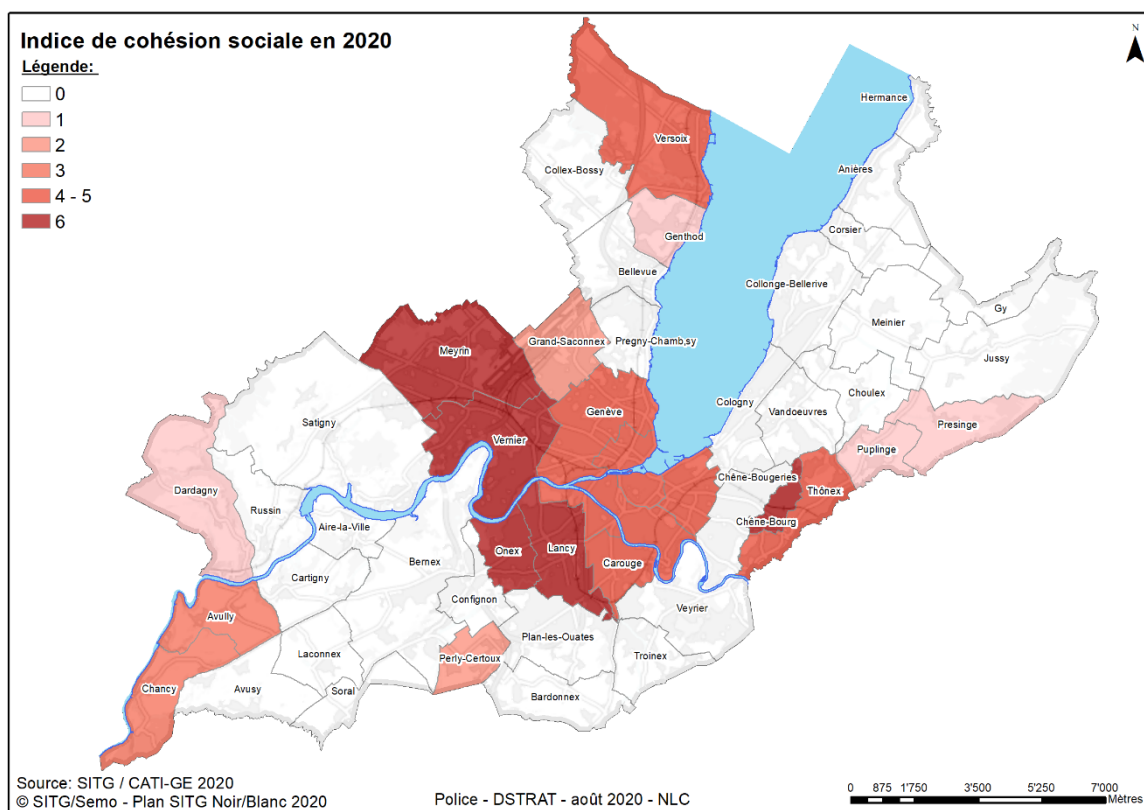
Commune	Revenu brut médian annuel	Part de bas revenus	Effectifs scolaires d'origine modeste	Chômeurs inscrits (2018)	Part de subsides sociaux (2017)	Part d'allocations de logement (2020)
	En CHF	%	%	%	%	%
Vernier	104'150	31.95	50.09	4.37	15.00	6.12
Meyrin	110'428	27.02	43.09	4.19	10.68	4.69
Lancy	119'635	26.60	37.66	3.75	9.27	4.65
Genève	114'683	27.56	35.30	3.96	11.21	2.56
Carouge	121'181	24.86	36.36	3.95	11.42	3.36
Plan-les-Ouates	165'826	16.75	24.24	3.21	6.75	2.99

Source : Rapport CATI-GE 2020

La Carte 1.1 présente le classement des communes du canton selon l'indice des inégalités sociales dans le canton. Le canton est ainsi traversé par un axe urbain central allant de Meyrin à Thônex où les inégalités sociales sont plus creusées qu'ailleurs. Par exemple, la Ville de Genève et Carouge cumulent cinq des six critères de base. La commune de Plan-les-Ouates n'en remplit aucun.

³ Cf. Analyse des inégalités dans le canton de Genève dans le cadre de la Politique de cohésion sociale en milieu urbain. Rapport 2020. Centre d'analyse territorial des inégalités à Genève (CATI-GE), 15 janvier 2020.

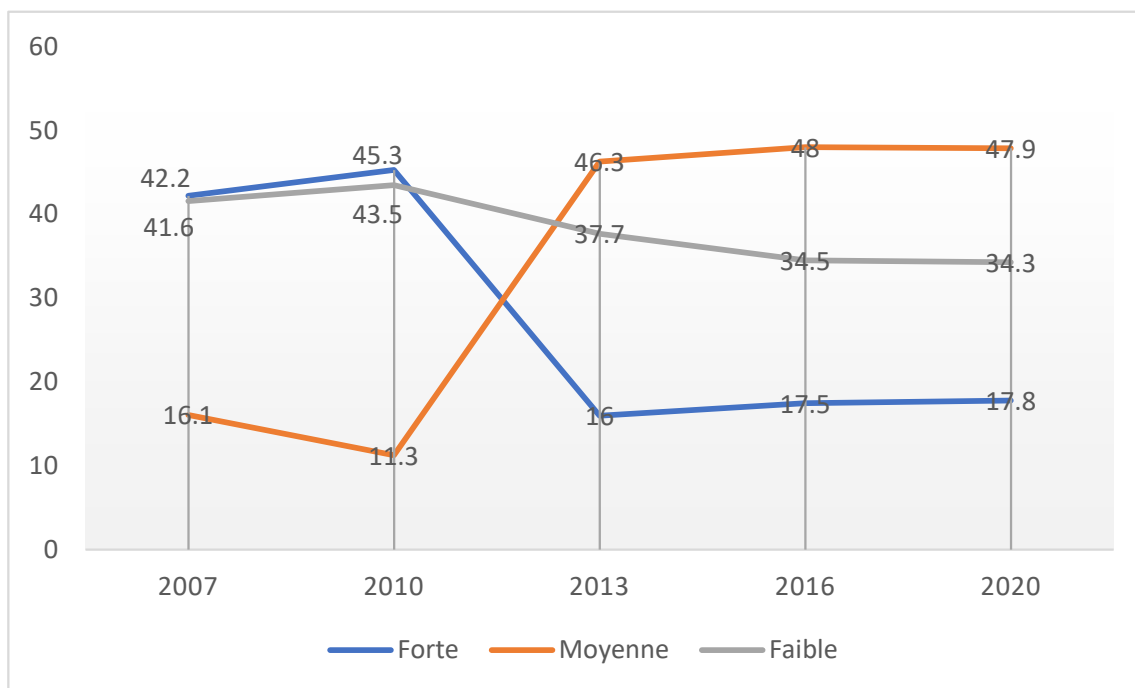
Carte 1.1 : Les communes selon l'indice des inégalités sociales/cohésion sociale dans le canton



La cohésion sociale

Mesurée par le DLS à travers une question portant sur les liens de solidarité dans le voisinage, les résidents du canton considèrent que la cohésion sociale à l'échelon de leur quartier est plutôt dans la moyenne à Genève. Autrement dit, les liens de solidarité entre voisins ne leur paraissent ni forts ni faibles. En 2020, près d'un résident sur deux – 47.9% – pense ainsi dans le canton. 17.8% sont au contraire d'avis que la cohésion sociale est forte tandis que 34.3% estiment qu'elle est faible. Ces chiffres sont pratiquement inchangés depuis le DLS de 2013. Avant 2013, l'opinion publique sur la cohésion sociale était plus polarisée avec plus de 40% qui la considéraient soit forte soit faible.

Figure 1.1 : Evolution de la cohésion sociale dans le canton de Genève (2007-2020) (canton, pondéré)



Source : Sondage

Tableau 1.3 : Evolution de la cohésion sociale dans le canton de Genève (2007-2020) (canton, pondéré)

	2007	2010	2013	2016	2020
	%	%	%	%	%
Forte	42.2	45.3	16.0	17.5	17.8
Moyenne	16.1	11.3	46.3	48.0	47.9
Faible	41.6	43.5	37.7	34.5	34.3
N	1'146	1'337	2'114	4'851	4'163
	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

A l'échelon des communes, les variations peuvent être importantes. La cohésion sociale est la plus élevée dans la campagne genevoise où 39.8% des résidents estiment que les résidents ont tendance à s'entraider dans leur quartier. La cohésion sociale est la plus faible en Ville de Genève (38% l'estiment faible). Lancy (35.1%), Meyrin (32.5%) et Vernier (31.5%) sont proches de la moyenne. A Carouge (27.8%) et à Plan-les-Ouates (21.1%), la cohésion sociale est supérieure à la moyenne cantonale (34.3%).

Tableau 1.4 : La cohésion sociale dans les communes et zones du DLS (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%	%	%
Forte	13.6	17.7	17.4	19.7	27.0	14.1	39.8
Moyenne	48.4	50.8	50.1	52.5	51.9	50.8	44.5
Faible	38.0	31.5	32.5	27.8	21.1	35.1	15.7
N	574	593	633	629	734	653	357
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le contrôle social

Mesuré par l'opinion des répondants sur la probabilité que les voisins interviennent dans le cas où des adolescents manifestent un manque de respect envers un adulte, le contrôle social avait fortement reculé à Genève en 2013 par rapport aux années précédentes. Cette année-là, seuls 55.9% des résidents estimaient probable l'intervention des voisins dans ce cas de figure. En 2016, on constatait un léger redressement du contrôle social. Ce redressement est confirmé en 2020 : 58.9% des répondants estiment désormais que leurs voisins interviendraient s'ils étaient confrontés à cette situation.

Tableau 1.5 : Evolution du contrôle social (incivilités) dans le canton de Genève (2007-2020) (canton, pondéré)

	2007	2010	2013	2016	2020
	%	%	%	%	%
Faible	33.2	34.9	44.1	41.9	41.1
Fort	66.8	65.1	55.9	58.1	58.9
N	1'112	1'230	1'999	4'302	3'885
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le contrôle social est le plus effectif dans la campagne genevoise. 76.6% des résidents de la campagne genevoise estiment que leurs voisins interviendraient si des adolescents venaient à manquer de respect envers un aîné. Plan-les-Ouates se rapproche de la campagne genevoise avec un taux de 69.3%. Lancy (61%), Carouge (62%), Meyrin (59%) et Vernier (59.3%) sont proches de la moyenne cantonale (58.9%). En Ville de Genève, ce taux chute pour s'établir à 54.2%.

Tableau 1.6 : Le contrôle social (incivilités) dans les communes et zones du canton (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%	%	%
Faible	45.8	40.7	41.0	38.0	30.7	39.0	23.4
Fort	54.2	59.3	59.0	62.0	69.3	61.0	76.6
N	526	568	600	589	683	621	350
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

En 2020, les résidents se déclarent toujours aussi souvent qu'il y a dix ans disposés à appeler la police en cas de soupçons de cambriolage chez les voisins. En 2020, 58.1% appelleraient la police en pareil cas ; en 2007, ils étaient 57.9% à dire de même. Aujourd'hui, les résidents sont plus nombreux qu'auparavant à affirmer qu'ils appelleraient les voisins (32.1% en 2020 contre 22.7% en 2007) pour vérifier eux-mêmes si un cambriolage a effectivement lieu ou à vouloir sonner chez les voisins (19% en 2020 contre 13.9% en 2007). Ces comportements en cas de problème sérieux chez les voisins tendent à se renforcer depuis 2016 et semblent traduire un renforcement des relations sociales entre voisins et une consolidation du contrôle social. Parmi les comportements, seul le fait de sonner chez les voisins semblent faire exception.

Tableau 1.7 : Evolution des comportements des résidents dans le cas de suspicion de cambriolage chez un voisin dans le canton de Genève (2007-2016) (canton, pondéré, réponses multiples)

	2007	2010	2013	2016	2020
Appeler la police	57.9	53.5	57.9	56.7	58.1
Appeler les voisins	22.7	19.4	22.7	29.6	32.1
Guigner chez les voisins	25.9	31.8	25.9	27.3	25.8
Sonner chez les voisins	13.9	17.2	13.9	19.8	19.0
Ne rien faire	3.1	5.9	3.1	3.5	3.3
N	2'241	1'397	2'239	4'851	4'455

Source : Sondage

Les stratégies sociales visant à vérifier soi-même si un cambriolage est effectivement en train de se dérouler chez un voisin sont en effet plus fréquentes là où la cohésion sociale est plus élevée, à savoir dans la campagne genevoise et à Plan-les-Ouates. 38.1% des résidents de Plan-les-Ouates et 42.7% de ceux de la campagne genevoise appelleraient leurs voisins en cas de soupçons de cambriolage chez ces derniers. Ils auraient aussi plus tendance à guigner chez les voisins pour le vérifier eux-mêmes. A

Vernier, Meyrin ou Lancy, les résidents appelleraient les voisins ou guigneraient chez eux légèrement moins souvent qu'ailleurs.

Tableau 1.8 : Les comportements des résidents en cas de suspicion de cambriolage chez les voisins dans les communes et zones du canton de Genève (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%		%
Appeler la police	55.8	60.6	62.0	55.9	60.4	57.7	54.8
Appeler les voisins	32.2	28.3	28.8	30.3	38.1	29.2	42.7
Guigner chez les voisins	24.6	23.6	24.2	28.6	30.7	23.4	35.5
Sonner chez les voisins	18.9	18.5	19.4	21.9	17.2	19.7	20.4
Ne rien faire	3.4	4.4	3.1	3.1	1.8	3.8	1.1
N	618	639	681	676	762	705	372

Source : Sondage

La qualité de vie

Au même titre que la cohésion sociale, la qualité de vie perdait de nombreux points en 2013. Le taux d'avis positifs en 2007 et 2010 se situait à 84.1%. En 2013, il chutait à 72.7%. Les chiffres sont remontés depuis. Aujourd'hui, en 2020, 77% des répondants du canton estiment que la qualité de vie est bonne dans leur quartier.

Tableau 1.9 : Evolution de la qualité de vie dans le canton de Genève (2007-2020) (canton, pondéré)

	2007	2010	2013	2016	2020
	%	%	%	%	%
Bonne	84.1	84.1	72.7	76.3	77.0
Moyenne	10.1	8.5	19.8	17.9	17.7
Mauvaise	5.8	7.4	7.5	5.9	5.3
N	1'189	1'365	2'216	4'851	4'405
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Comme les années précédentes, la qualité de vie s'avère meilleure à la périphérie du noyau urbain de Genève. Avec 92.7% d'avis positifs, la campagne enregistre le taux le plus élevé du canton. A Plan-les-Ouates, 86.5% des résidents jugent également bonne la qualité de vie dans la commune. Sur l'axe urbain où les inégalités sociales

sont plus creusées qu'ailleurs, la qualité de vie baisse. Les taux les plus bas sont enregistrés à Vernier, avec 72% d'avis positifs, et en Ville de Genève avec 72.6% d'avis positifs. Lancy (77.7%) est dans la moyenne cantonale. Meyrin (84%) et Carouge (83.6%) ont des valeurs supérieures à la moyenne cantonale qui se rapprochent de Plan-les-Ouates.

Tableau 1.10 : La qualité de vie dans les communes du DLS (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%		%
Bonne	72.6	72.0	84.0	83.6	86.5	77.7	92.7
Moyenne	20.7	21.7	14.0	13.1	12.0	18.8	6.2
Mauvaise	6.7	6.3	2.1	3.3	1.5	3.5	1.1
N	613	632	673	670	757	690	370
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

2. La sécurité publique en chiffres

Le présent chapitre traite de la criminalité, des accidents de la circulation et des incivilités.

La prévalence de la victimisation selon les données de sondage

Le tableau suivant (Tableau 2.1) présente les taux de prévalence de la victimisation pour plusieurs délits dans le canton de Genève depuis 2004. Contrairement à la statistique policière, les chiffres présentés dans ce tableau ne désignent pas des taux annuels. Ils portent en réalité sur une période de 5 ans précédant l'interview (sauf pour les données concernant internet, voir ci-après). Il faut ainsi lire le tableau de la manière suivante : en 2020, 18.1% des répondants à Genève ont été victimes d'un cambriolage ou d'une tentatives ces derniers 5 ans.

Selon les données de sondage, les taux de cambriolages et de brigandages et diminuent depuis le pic observé dans le DLS 2013 et retrouvent pratiquement les niveaux des DLS de 2004 et de 2007. En 2020, 18.1% des résidents ont été victimes d'un cambriolage ces derniers 5 ans, soit le même taux qu'en 2007. Toujours en 2020, 7.4% des résidents du canton ont été victimes de brigandage sur 5 ans. C'est un chiffre également très proche des 7.1% enregistrés en 2004. Le taux de vols à la tire, comparés à 2016, recule et passe de 27.3% à 21.1% en 2020.

Les agressions physiques ou sexuelles semblent également en légère diminution par rapport aux périodes précédentes. En 2020, 8% des résidents rapportent une agression physique ou sexuelle sur 5 ans, soit le niveau le plus bas enregistré par les DLS depuis 2007.

En revanche, les escroqueries et vols de données sur internet (y compris les tentatives) augmentent fortement chez les utilisateurs d'internet. En 2020, 30.3% d'entre eux déclarent en avoir été victimes sur 1 an contre 25.1% sur 5 ans en 2016 et 16.8% en 2013. En 2020, le DLS différencie entre tentatives et escroqueries ou vols avérés. 18.7% des utilisateurs d'internet affirment avoir été victimes d'une escroquerie ou d'un vol de données sur internet avéré ces 12 derniers mois.

Tableau 2.1 : Evolution des taux (y compris des tentatives) de cambriolages, brigandages, pickpocket, agressions sexuelles et escroqueries sur internet sur une période de 5 ans (2004-2020) (canton, pondéré)

Année	Cambriolage	Brigandage	Vols à la tire	Agression physique ou sexuelle	Harcèlement de rue	Tentatives escroquerie ou vol de données sur internet	Escroquerie ou vol de données sur internet
	%	%	%	%	%	%	%
2020 (femmes)	18.1	7.4	21.1	8.0	23.7 (37.4)	30.3	18.7
2016	22.7	10.2	27.3	8.8		25.1	
2013	31.2	13.8	-	11.4		16.8	
2010	22.3	8.7	-	12.8		-	
2007	18.1	5.7	-	10.5		-	
2004	17.6	7.1	-	-		-	

Source : Sondage

Le DLS mesure également pour la première fois en 2020 la problématique du harcèlement de rue. 23.7% des répondants à Genève déclarent avoir subi du harcèlement de rue ces derniers 5 ans. 37.4% des femmes déclarent en avoir été victimes contre 9.5% des hommes. La prévalence est très élevée pour les femmes de la tranche d'âge des 15-34 ans. Les taux atteignent 71.7%. Ces taux retombent à 45% et 19.5% respectivement pour les 35-49 ans et les 50-64 ans. Dans 63.4% des cas relatés par les femmes dans le canton, la dernière expérience de harcèlement de rue s'est déroulée durant l'année écoulée en 2019.

Tableau 2.2 : Prévalence de victimisation en matière de harcèlement de rue dans le canton de Genève selon le genre et l'âge (canton, pondéré)

	Femmes	Hommes
	%	%
Ensemble des répondants	37.4	9.5
N	2'289	2'088
15-34 ans	71.7	13.6
35-49 ans	45.0	12.0
50-64 ans	19.5	8.0
Plus de 64 ans	9.1	2.8

Source : Sondage

Tableau 2.3 : Année de la dernière occurrence de la victimisation en matière de harcèlement de rue dans le canton de Genève (canton, pondéré)

Année	Femmes	Hommes
	%	%
2019	63.4	53.8
2018	11.7	23.6
Avant 2018	24.9	22.5
N	752	182
Total	100%	100%

Source : Sondage

Les statistiques policières de la petite et moyenne criminalité

Les chiffres de la statistique criminelle, mesurée par la petite et moyenne criminalité (PMC), confirment la baisse observée dans le sondage. La criminalité diminue régulièrement à Genève depuis 2010 (Tableau 2.4). En 2010, le canton totalisait 60 délits pour 1'000 habitants. En 2019, ce taux a chuté de près de la moitié pour s'établir désormais à 31 délits pour 1'000 habitants. La chute est graduelle depuis 2011.

Les délits contre les biens accusent un recul dans le canton depuis 2007 de -34.9% en volume et de -41.7% en taux de délits pour 1'000 habitants (Tableau 2.5). La baisse concerne toutes les communes. Elle est d'environ -45% en Ville de Genève, à Carouge et à Vernier. A Plan-les-Ouates et Lancy, elle se situe autour des -38%. Dans la campagne genevoise, elle est de -31%.

Le taux pour 1'000 habitants de délits contre les personnes recule de -9.3% à l'échelon cantonal par rapport à l'année 2007 de référence (Tableau 2.6). Le volume de ce type de délits en 2019 est cependant pratiquement identique à celui de 2007. Les taux ont diminué en Ville de Genève (-14.7%), à Vernier (-17.7%) et à Carouge (-12.6%). En revanche, dans les autres communes, les taux de 2019 sont supérieurs à ceux de 2007. L'augmentation est de +11.9% à Meyrin, de +46.4% à Plan-les-Ouates et de +16% dans la campagne genevoise. Ce taux est stable à Lancy (+0.7%).

Notons encore que les taux de délits sont très variables selon les communes genevoises. La Ville de Genève enregistre un taux de délits contre les biens de 37 cas pour 1'000 habitants. Carouge suit avec un taux de 25 pour 1'000. Le taux est de 21 pour 1'000 à Vernier. Il est de 19 pour 1'000 à Meyrin et Lancy et de 18 pour 1'000 dans la campagne et de 16 pour 1'000 à Plan-les-Ouates.

Tableau 2.4 : Evolution des volumes et taux pour 1'000 habitants de délits de la PMC par commune (2007-2019)

Année	Genève Ville	Taux pour 1'000 hab.	Vernier	Taux pour 1'000 hab.	Meyrin	Taux pour 1'000 hab.	Carouge	Taux pour 1'000 hab.	Plan- les- Ouates	Taux pour 1'000 hab.	Lancy	Taux pour 1'000 hab.	Campa- gne	Taux pour 1'000 hab.	Canton	Taux pour 1'000 hab.
2019	8 149	40	831	24	502	20	639	28	182	17	708	21	699	18	15 948	31
2016	9 916	49	1 003	28	576	25	802	36	234	22	715	23	989	27	20 472	41
2013	13 414	69	1 352	39	714	32	1 079	51	353	34	1 039	35	1 014	29	26 642	56
2010	15 425	81	1 485	45	762	35	1 131	57	357	36	1 173	41	982	29	27 933	60
2007	13 421	72	1 368	42	703	33	938	48	262	27	902	32	878	27	24 436	54
Variation 2019/2016	-17.8%	-19.5%	-17.1%	-16.8%	-12.8%	-20.8%	-20.3%	-23.1%	-22.2%	-22.6%	-1.0%	-6.0%	-29.3%	-31.7%	-22.1%	-24.1%

Source : Statistiques policières

Tableau 2.5 : Evolution du volume et des taux pour 1'000 habitants des atteintes contre les biens dans les communes (2007-2019)

Année	Genève Ville	Taux pour 1'000 hab.	Vernier	Taux pour 1'000 hab.	Meyrin	Taux pour 1'000 hab.	Carouge	Taux pour 1'000 hab.	Plan- les- Ouates	Taux pour 1'000 hab.	Lancy	Taux pour 1'000 hab.	Campa- gne	Taux pour 1'000 hab.	Canton	Taux pour 1'000 hab.
2019	7 554	37	755	21	481	19	583	25	172	16	634	19	695	18	14 976	30
2016	9 307	46	954	27	544	23	733	33	218	21	701	22	994	27	19 553	40
2013	12 524	65	1 240	36	658	29	1 000	48	333	32	991	34	980	28	25 113	53
2010	14 504	77	1 355	41	715	33	1 041	52	334	33	1 095	38	946	28	26 284	57
2007	12 541	68	1 268	40	694	33	878	46	249	26	838	30	848	26	22 987	51
Variation 2019/2016	-18.8%	-20.5%	-20.9%	-20.5%	-11.6%	-19.7%	-20.5%	-23.2%	-21.1%	-21.5%	-9.6%	-14.2%	-30.1%	-32.5%	-23.4%	-25.4%
Variation 2019/2007	-39.8%	-45.5%	-40.5%	-45.9%	-30.7%	-43.9%	-33.6%	-44.9%	-30.9%	-37.8%	-24.3%	-37.7%	-18.0%	-31.0%	-34.9%	-41.7%

Source : Statistiques policières

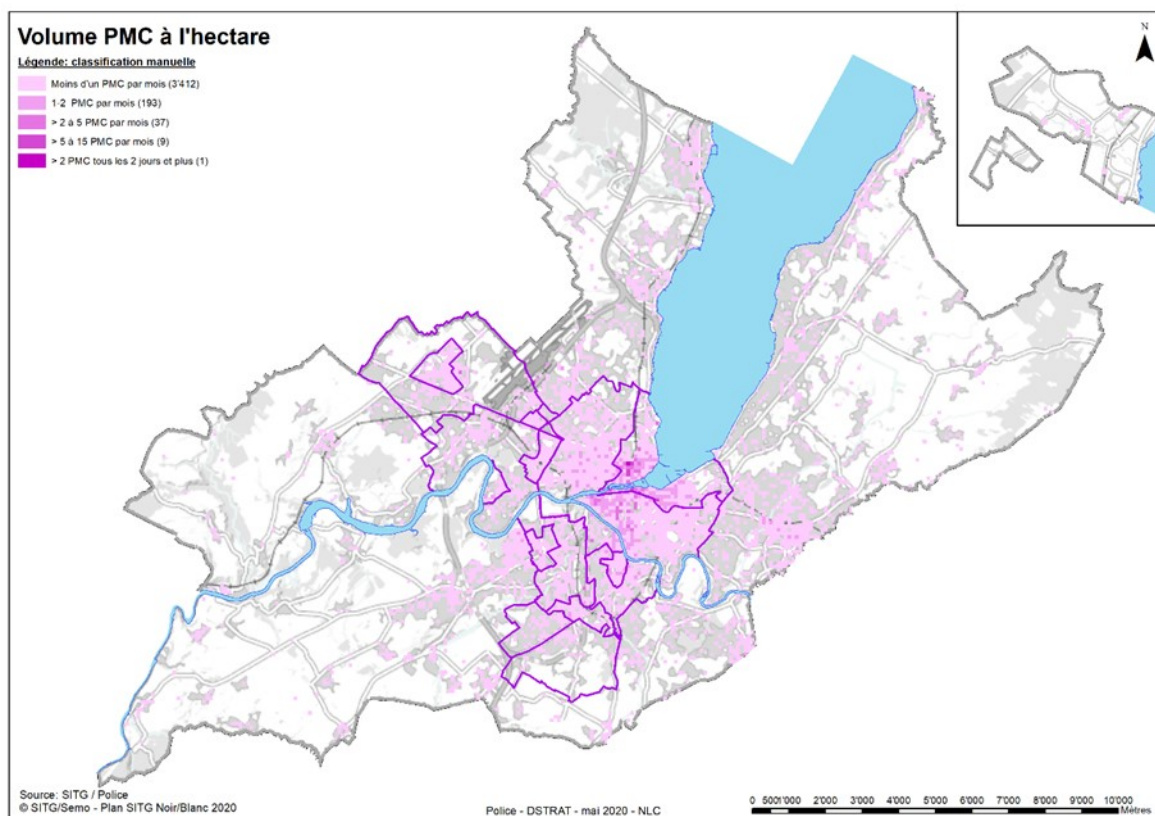
Tableau 2.6 : Evolution du volume et des taux pour 1'000 habitants des atteintes contre les personnes dans les communes du canton de Genève (2007-2019)

Année	Genève Ville	Taux pour 1'000 hab.	Vernier	Taux pour 1'000 hab.	Meyrin	Taux pour 1'000 hab.	Carouge	Taux pour 1'000 hab.	Plan-les-Ouates	Taux pour 1'000 hab.	Lancy	Taux pour 1'000 hab.	Campagne	Taux pour 1'000 hab.	Canton	Taux pour 1'000 hab.
2019	1 182	6	163	5	94	4	119	5	26	2	137	4	73	2	2 261	4
2016	1 381	7	161	5	89	4	136	6	43	4	123	4	112	3	2 533	5
2013	1 355	7	206	6	87	4	141	7	27	3	150	5	94	3	2 593	5
2010	1 471	8	186	6	62	3	120	6	30	3	126	4	80	2	2 590	6
2007	1 253	7	180	6	68	3	113	6	16	2	112	4	53	2	2 231	5
Variation 2019/2016	-14.4%	-16.2%	1.2%	1.7%	5.6%	-4.1%	-12.5%	-15.6%	-39.5%	-39.9%	11.4%	5.7%	-34.8%	-37.1%	-10.7%	-13.0%
Variation 2019/2007	-5.7%	-14.7%	-9.4%	-17.7%	38.2%	11.9%	5.3%	-12.6%	62.5%	46.4%	22.3%	0.7%	37.7%	16.0%	1.3%	-9.3%

Source : Statistiques policières

La carte suivante présente la distribution géographique à l'hectare des volumes de PMC dans le canton de Genève.

Carte 2.1 : Distribution de la PMC à l'hectare dans le canton de Genève en 2019



Source : Statistiques policières

Les accidents de la circulation

Les taux d'accidents avec blessés et d'accidents mortels accusent une baisse en dents de scie dans le canton depuis 2001 (cf. Figures 2.1 et 2.2).

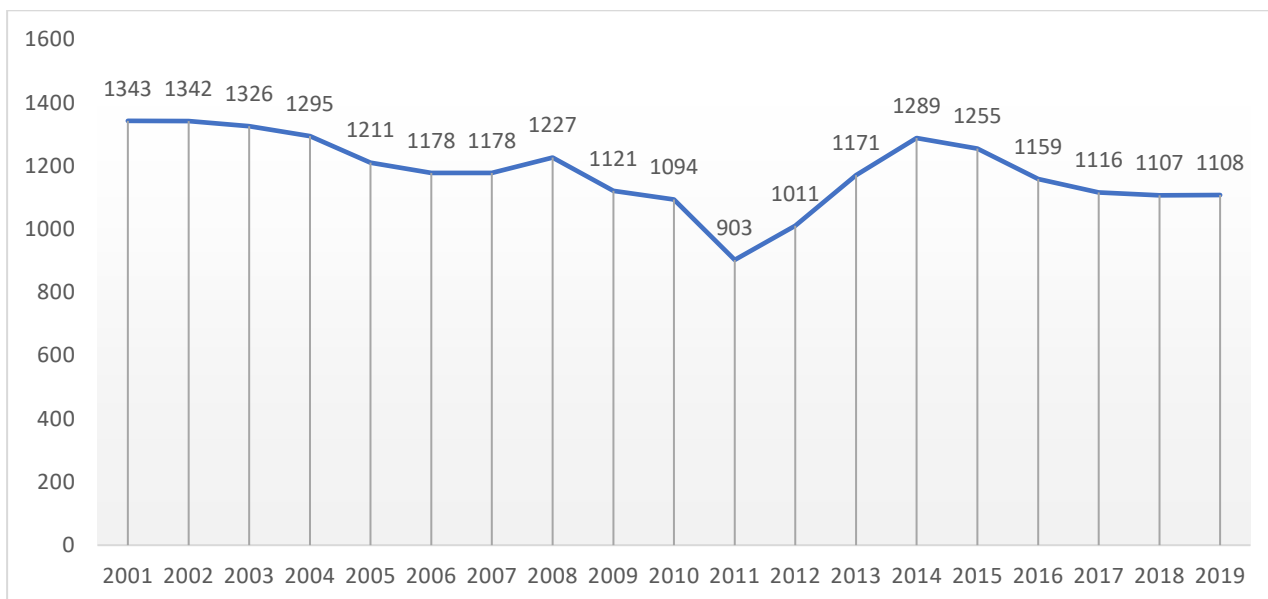
En 2001, le taux d'accidents avec blessé était de 3.18 pour 1'000 habitants. En 2019, il est de 2.19 pour 1'000 habitants. Le taux d'accidents mortels chute de la même manière. Alors que jusqu'en 2009, le taux annuel oscillait entre 0.02 et 0.05 accidents mortels pour 1'000 habitants, depuis 2013 ce taux oscille entre 0.01 (en 2018) et 0.02.

Tableau 2.7 : Evolution des accidents de la circulation dans le canton de Genève (2001-2019)

Année	Avec blessés	Taux pour 1000 hab.	Mortels	Taux pour 1000 hab.
2001	1343	3.18	16	0.04
2002	1342	3.14	19	0.04
2003	1326	3.05	22	0.05
2004	1295	2.95	24	0.05
2005	1211	2.75	15	0.03
2006	1178	2.65	16	0.04
2007	1178	2.63	15	0.03
2008	1227	2.71	11	0.02
2009	1121	2.45	21	0.05
2010	1094	2.36	14	0.03
2011	903	1.93	15	0.03
2012	1011	2.15	12	0.03
2013	1171	2.47	10	0.02
2014	1289	2.67	11	0.02
2015	1255	2.56	9	0.02
2016	1159	2.35	11	0.02
2017	1116	2.24	11	0.02
2018	1107	2.21	5	0.01
2019	1108	2.19	9	0.02

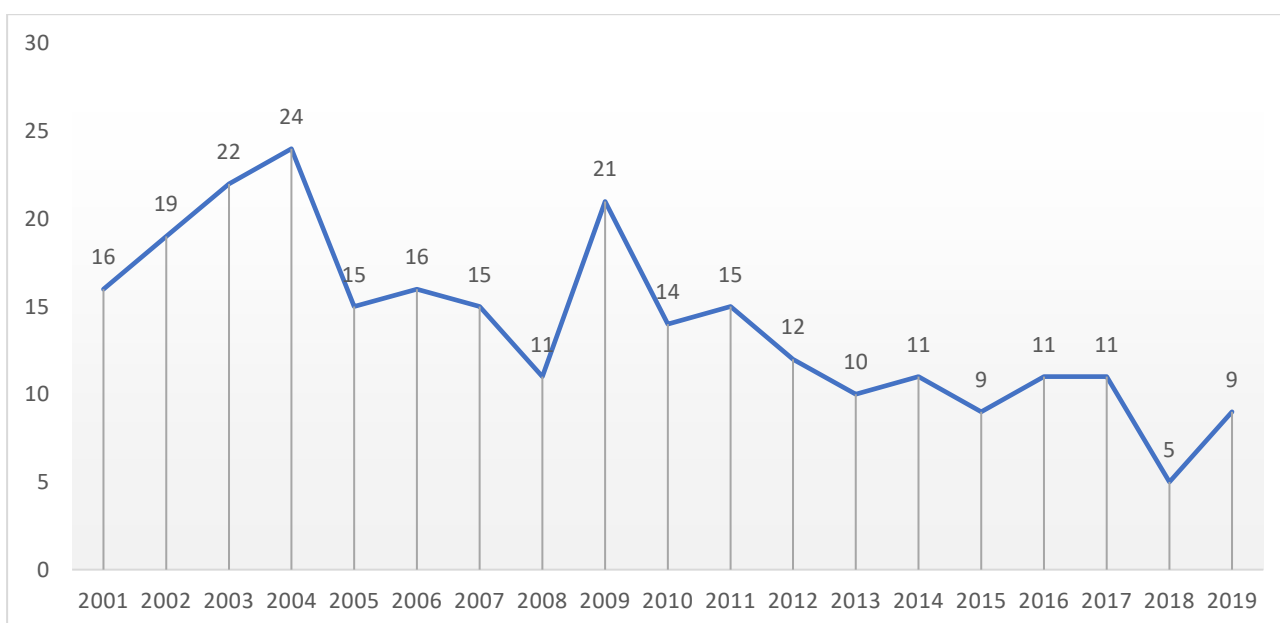
Source : Statistiques policières

Figure 2.1 : Evolution du nombre d'accidents de la circulation avec blessés dans le canton de Genève (2001-2019)



Source : Statistiques policières

Figure 2.2 : Evolution du nombre d'accidents de la circulation mortels dans le canton de Genève (2001-2019)



Source : Statistiques policières

Tableau 2.8 : Evolution des accidents de la circulation avec blessés dans les communes du canton (2001-2019)

Année	Genève Ville	Taux pour 1'000 hab.	Vernier	Taux pour 1'000 hab.	Meyrin	Taux pour 1'000 hab.	Carouge	Taux pour 1'000 hab.	Plan- les- Ouates	Taux pour 1'000 hab.	Lancy	Taux pour 1'000 hab.	Cam- pagne	Taux pour 1'000 hab.	Canton	Taux pour 1'000 hab.
2001	722	4.00	63	2.09	48	2.38	66	3.67	21	2.90	81	3.12	80	2.68	1343	3.18
2002	693	3.80	78	2.56	49	2.41	66	3.64	26	3.48	98	3.73	65	2.16	1342	3.14
2003	661	3.58	73	2.35	54	2.64	63	3.41	14	1.79	83	3.10	88	2.86	1326	3.05
2004	690	3.72	76	2.44	53	2.57	61	3.25	13	1.51	67	2.48	71	2.30	1295	2.95
2005	604	3.26	75	2.41	44	2.13	56	2.95	25	2.83	93	3.43	96	3.06	1211	2.75
2006	575	3.09	67	2.11	50	2.42	47	2.45	17	1.89	77	2.80	84	2.63	1178	2.65
2007	581	3.13	83	2.59	39	1.88	56	2.93	22	2.29	64	2.32	80	2.47	1178	2.63
2008	589	3.13	88	2.71	59	2.81	66	3.38	18	1.84	75	2.69	79	2.39	1227	2.71
2009	539	2.85	70	2.12	59	2.75	61	3.09	36	3.67	71	2.52	69	2.07	1121	2.45
2010	517	2.70	75	2.25	42	1.94	49	2.46	31	3.10	65	2.26	64	1.87	1094	2.36
2011	416	2.17	58	1.71	45	2.04	46	2.28	27	2.64	53	1.84	48	1.39	903	1.93
2012	484	2.51	55	1.60	46	2.07	53	2.56	22	2.13	66	2.26	70	2.00	1011	2.15
2013	555	2.86	92	2.65	58	2.64	59	2.82	27	2.62	53	1.80	76	2.14	1171	2.47
2014	597	3.02	85	2.42	64	2.90	63	2.97	39	3.77	84	2.70	86	2.37	1289	2.67
2015	596	2.96	94	2.66	56	2.50	53	2.44	42	4.05	76	2.41	68	1.84	1255	2.56
2016	544	2.71	85	2.40	54	2.32	56	2.52	31	2.92	63	1.98	81	2.18	1159	2.35
2017	517	2.55	70	1.98	52	2.16	52	2.30	25	2.33	78	2.43	83	2.19	1116	2.24
2018	529	2.60	63	1.80	51	2.02	62	2.72	22	2.06	64	1.94	84	2.20	1107	2.21
2019	506	2.46	75	2.13	53	2.06	43	1.87	29	2.72	61	1.82	76	1.97	1108	2.19
Diff. en % 2001- 2019	-29.9	-38.4	+19.0	+2.1	+10.4	-13.3	-34.8	-49.2	+38.1	-6.2	-24.7	-41.6	-5.0	-26.3	-17.5	-31.3

Source : Statistiques policières

Tableau 2.9 : Evolution des accidents de la circulation mortels dans les communes et zones du canton (2001-2019)

Année	Genève Ville	Taux pour 1'000 hab.	Vernier	Taux pour 1'000 hab.	Meyrin	Taux pour 1'000 hab.	Carouge	Taux pour 1'000 hab.	Plan- les- Ouates	Taux pour 1'000 hab.	Lancy	Taux pour 1'000 hab.	Campa- gne	Taux pour 1'000 hab.	Canton	Taux pour 1'000 hab.
2001	7	0.04	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.08	1	0.03	16	0.04
2002	5	0.03	2	0.07	0	0.00	1	0.06	0	0.00	2	0.08	1	0.03	19	0.04
2003	11	0.06	1	0.03	2	0.10	1	0.05	0	0.00	1	0.04	1	0.03	22	0.05
2004	9	0.05	1	0.03	1	0.05	1	0.05	0	0.00	2	0.07	3	0.10	24	0.05
2005	7	0.04	2	0.06	2	0.10	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.06	15	0.03
2006	3	0.02	2	0.06	0	0.00	0	0.00	1	0.11	2	0.07	5	0.16	16	0.04
2007	3	0.02	1	0.03	0	0.00	4	0.21	0	0.00	1	0.04	0	0.00	15	0.03
2008	2	0.01	0	0.00	0	0.00	2	0.10	0	0.00	0	0.00	4	0.12	11	0.02
2009	9	0.05	0	0.00	1	0.05	1	0.05	1	0.10	1	0.04	3	0.09	21	0.05
2010	7	0.04	0	0.00	0	0.00	1	0.05	0	0.00	0	0.00	3	0.09	14	0.03
2011	3	0.02	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.07	5	0.14	15	0.03
2012	5	0.03	2	0.06	1	0.05	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	12	0.03
2013	4	0.02	2	0.06	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	1	0.03	10	0.02
2014	6	0.03	1	0.03	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.06	11	0.02
2015	2	0.01	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.10	1	0.03	3	0.08	9	0.02
2016	1	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	3	0.08	11	0.02
2017	5	0.02	0	0.00	0	0.00	1	0.04	0	0.00	0	0.00	0	0.00	11	0.02
2018	1	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0	0.00	1	0.03	5	0.01
2019	2	0.01	1	0.03	0	0.00	0	0.00	0	0.00	2	0.06	1	0.03	9	0.02

Source : Statistiques policières

La série de graphiques suivante permet de visualiser l'évolution des taux d'accidents avec blessés pour 1'000 habitants dans les communes étudiées par le DLS. Depuis 2001, des baisses significatives d'accidents de la circulation avec blessés ont eu lieu en Ville de Genève, à Carouge et à Lancy. C'est partiellement aussi le cas pour la campagne genevoise. En revanche, si sur ces deux décennies, les taux n'ont guère évolué à Vernier, Meyrin et Plan-les-Ouates, ils ont connu dans l'intervalle d'assez fortes fluctuations.

En Ville de Genève (Figure 2.3), le taux chute. Il passe de 4.00 pour 1'000 habitants en 2001 à 2.46 en 2019. Le graphique permet d'observer que la chute du taux d'accidents s'est faite dans la première décennie des années 2000. Dans la seconde décennie, la courbe des accidents remonte jusqu'en 2014 pour redescendre graduellement à nouveau ensuite.

A Carouge (Figure 2.6), le taux d'accidents pour 1'000 habitants recule fortement. Il passe de 3.67 en 2001 à 1.87 en 2019. Ce taux n'est jamais allé aussi bas à Carouge sur ces derniers 20 ans.

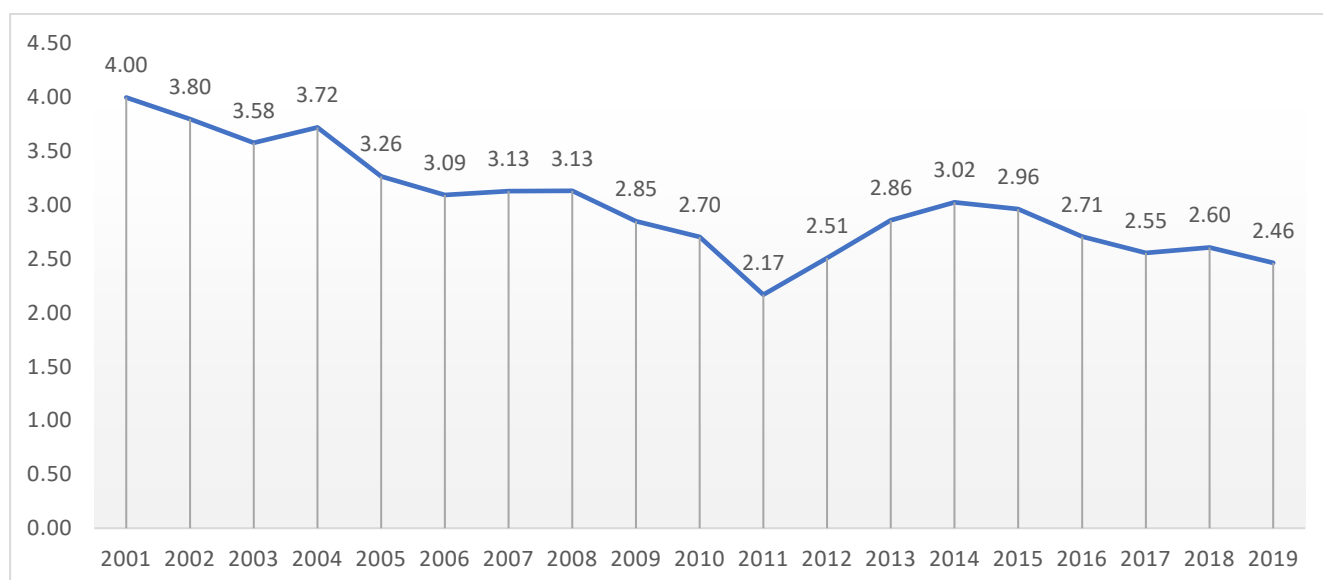
A Lancy (Figure 2.8), le taux chute de 3.12 pour 1'000 habitants en 2001 à 1.82 en 2019. Il s'agit du taux le plus bas enregistré parmi les communes étudiées dans ce DLS.

Dans la campagne genevoise (Figure 2.9), le taux passe de 2.68 pour 1'000 habitants en 2001 à 1.97 en 2019.

En 2019, Plan-les-Ouates (Figure 2.7) possède le taux d'accidents avec blessés le plus élevé des communes étudiées : 2.72. Durant la dernière décennie, ce taux est monté jusqu'à 4.05 en 2015.

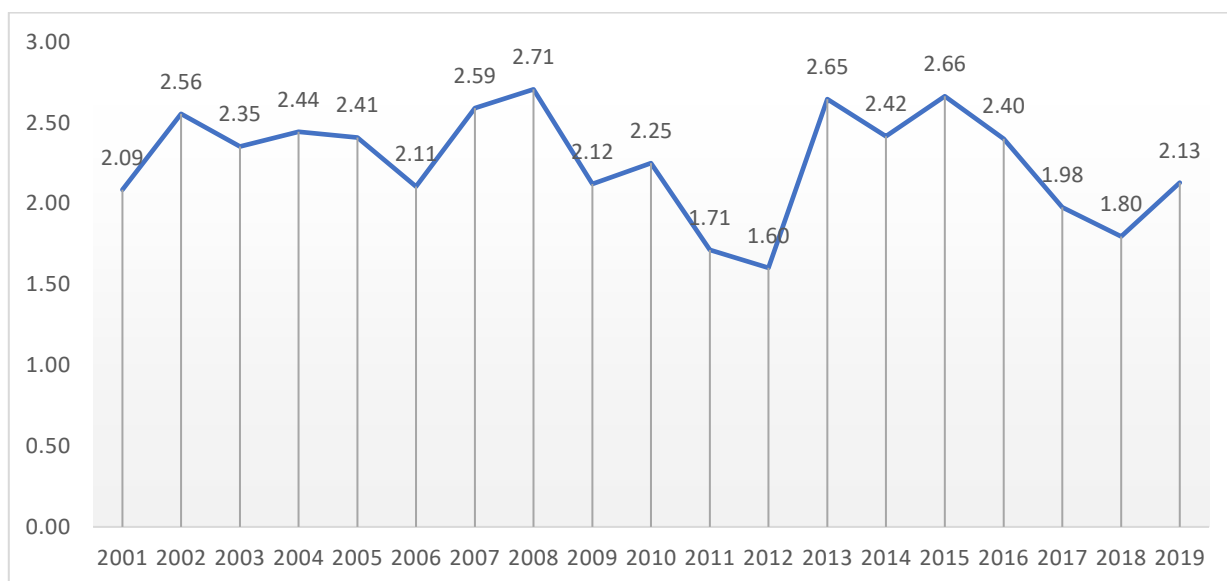
La courbe des accidents à Vernier (Figure 2.4) et Meyrin (Figure 2.5) est très similaire. Elle évolue en dents de scie. Les taux de 2019 sont pratiquement inchangés par rapport à 2001.

Figure 2.3 : Evolution du taux d'accidents avec blessés en Ville de Genève (2001-2019)



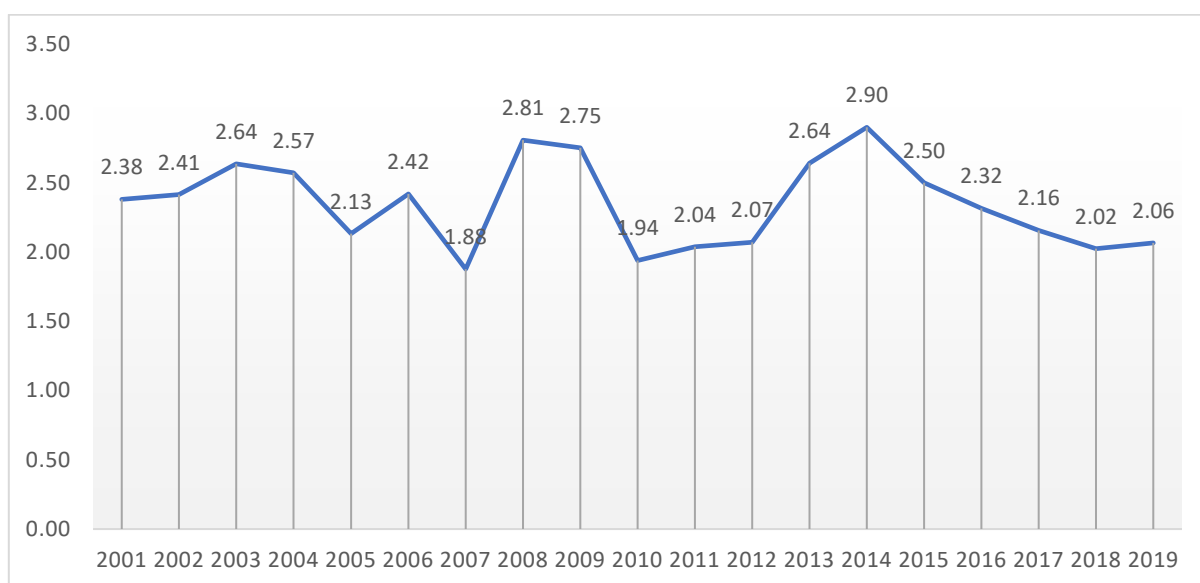
Source : Statistiques policières

Figure 2.4 : Evolution du taux d'accidents avec blessés à Vernier (2001-2019)



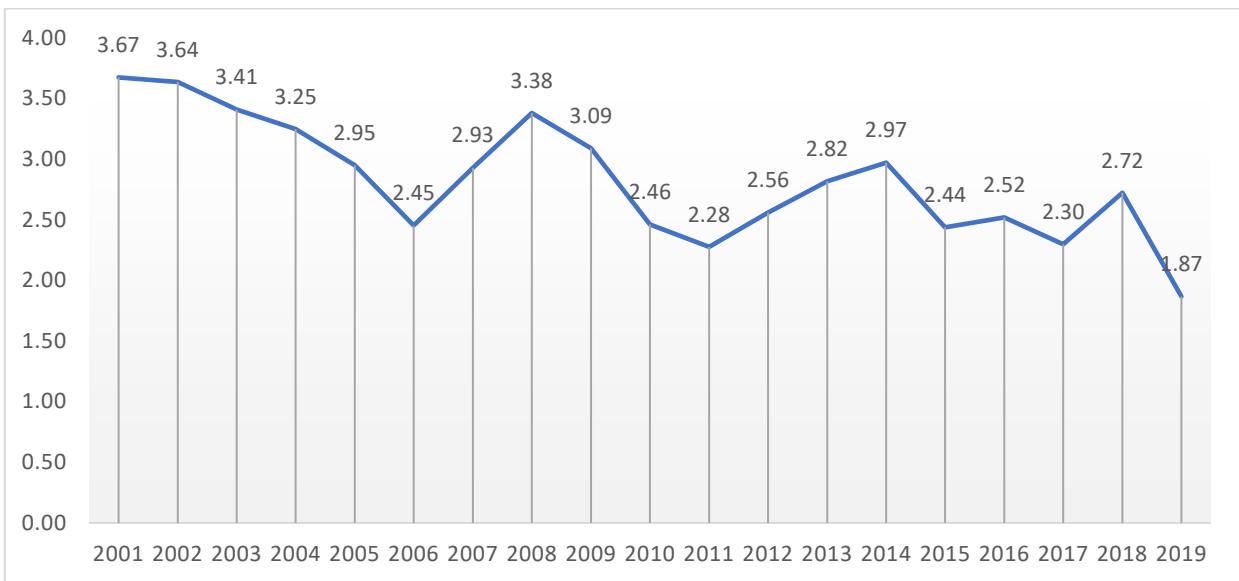
Source : Statistiques policières

Figure 2.5 : Evolution du taux d'accidents avec blessés à Meyrin (2001-2019)



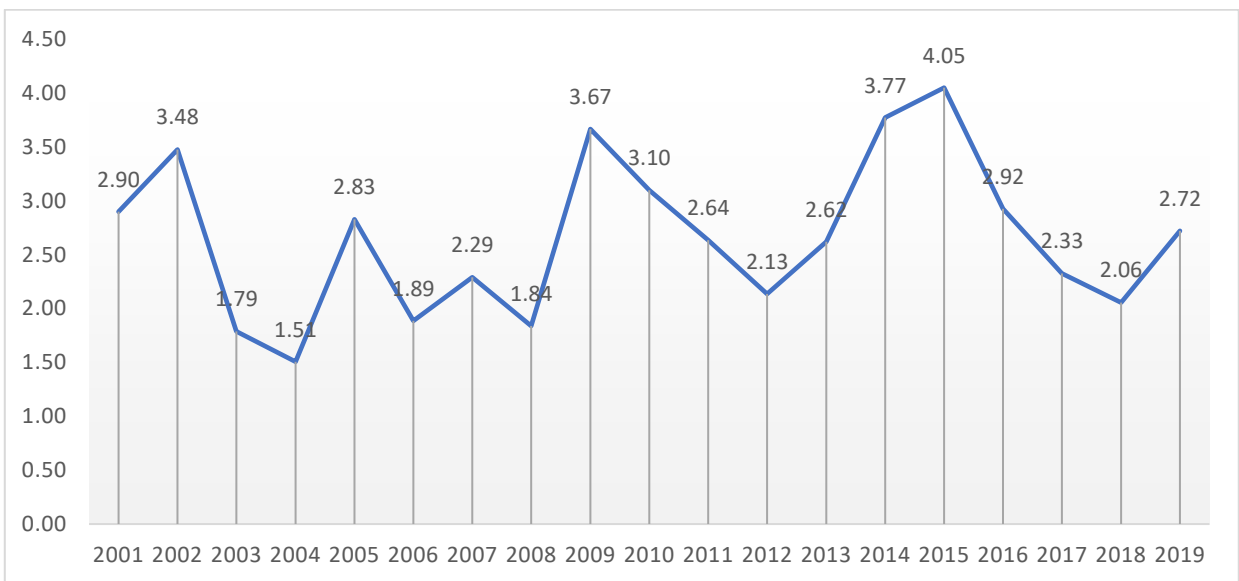
Source : Statistiques policières

Figure 2.6 : Evolution du taux d'accidents avec blessés à Carouge (2001-2019)



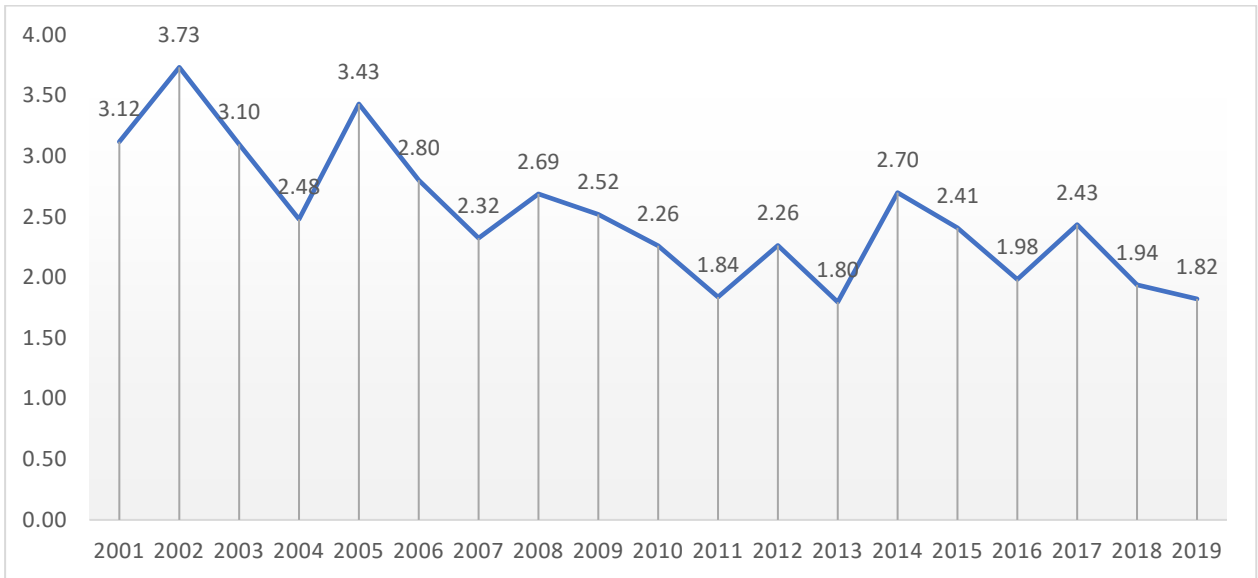
Source : Statistiques policières

Figure 2.7 : Evolution du taux d'accidents avec blessés à Plan-les-Ouates (2001-2019)



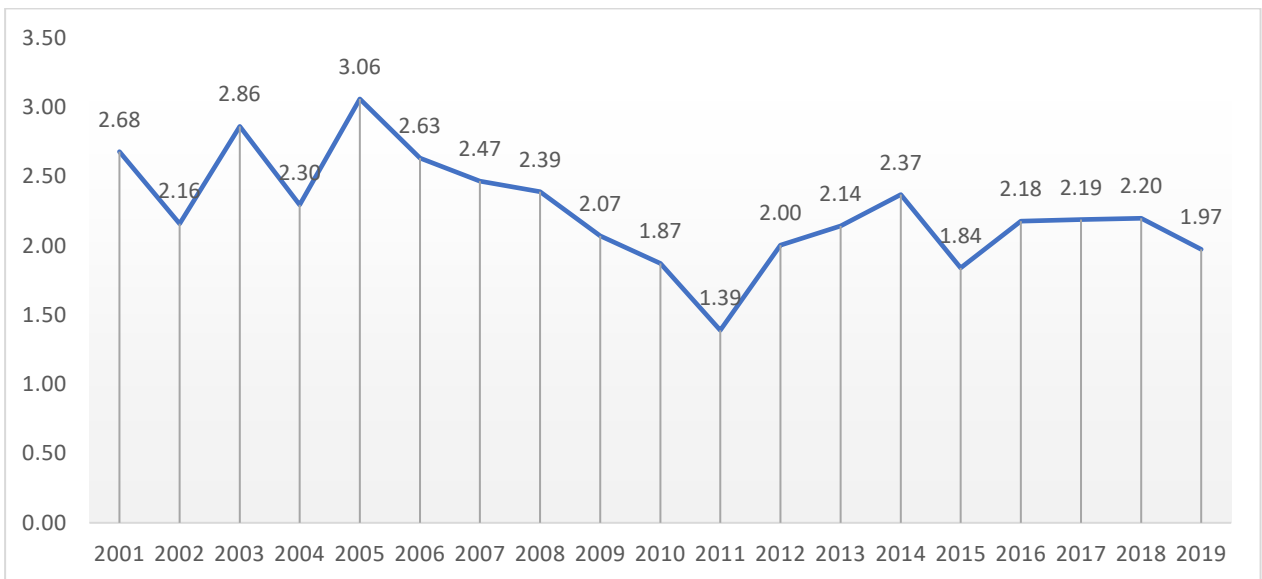
Source : Statistiques policières

Figure 2.8 : Evolution du taux d'accidents avec blessés à Lancy (2001-2019)



Source : Statistiques policières

Figure 2.9 : Evolution du taux d'accidents avec blessés dans la campagne genevoise (2001-2019)



Source : Statistiques policières

Les incivilités

Depuis 2007, les incivilités ont significativement augmenté à Genève. L'incivilité la plus fréquente – les abandons d'objets divers et la saleté – a progressé de 15.3 points par rapport à cette année de référence. 80.6% des résidents en constatent dans leur quartier aujourd'hui alors qu'ils étaient 65.3% à le faire en 2007. Il en va de même pour pratiquement toutes les autres incivilités. Les incivilités ayant connu la plus forte progression sont les abandons d'objets, la vente et consommation de drogues (+16.1 points) ainsi que les conflits (violences verbales ou bagarres) entre (groupes de) résidents (+12.3 points). Les graffitis (+7.5 points), le stationnement sauvage (+6 points) et la mendicité insistante (+6.9 points) accusent des progressions un peu plus faibles. Les taux d'incivilités sont cependant en reflux par rapport au pic de 2013. Le repli a été amorcé en 2016 et le DLS de 2020 semble globalement maintenir le niveau de 2016. La seule exception vient de la mendicité insistante qui accuse une forte baisse. En 2013, 77.3% des résidents du canton constataient ce phénomène. Aujourd'hui, en 2020, seuls 56.3% le font désormais.

Le DLS 2020 mesure pour la première fois la problématique des incivilités liées à la circulation de vélos et de trottinettes et d'autres engins sur les trottoirs. Il s'avère que ces incivilités sont parmi les plus fréquentes. En moyenne, 78.9% des Genevois constatent des trottinettes circulant dangereusement sur les trottoirs et 76.3% constatent des vélos circulant sur les trottoirs. Ces incivilités, on va le voir plus loin, dérangent passablement les résidents.

Tableau 2.10 : Taux et évolution de l'exposition aux incivilités dans le canton de Genève (2007-2020, pondéré)

		2007	2010	2013	2016	2020	Evolution depuis 2007	Evolution depuis 2016
		%	%	%	%	%		
Dégradation physique	Des abandons d'objets divers et de la saleté (épaves de vélos, débris, déjections)	65.3	74.5	80.7	78.7	80.6	15.3	1.9
	Des graffitis, des dégradations (du vandalisme)	64.6	69.9	74.1	69.8	72.1	7.5	2.3
Conflits	Présence de groupes de jeunes agressives	55.0	57.4	68.5	63.8	-		
	L'appropriation d'espaces communs par des groupes de jeunes irrespectueux	-	-	-	-	67.1	12.1	3.3
	Violences verbales ou bagarres	44.0	40.4	60.4	55.5	56.3	12.3	0.8
Drogue	Vente ou consommation de drogues	43.7	57.1	65.3	59.5	59.8	16.1	0.3
	Trafic et vente de drogues dans la rue	-	-	-	-	58.3		
	Attitudes insistantes de mendiants et musiciens ambulants dans lieux publics	49.4	52.4	77.3	73.8	56.3	6.9	-17.5
Bruit	Bruits excessifs de clients d'établissements publics (cafés, bars, restaurants, etc.)	-	-	-	52.1	52.9		0.8
	Bruit excessif causé par des véhicules à moteur (démarrage en trombe, autoradios à plein volume, rodéos sur la voie publique)	66.2	64.2	75.6	75.7	76.4	10.2	0.7
	Du bruit excessif causé par des personnes à l'extérieur (rues, parcs, préaux, places)	-	-	73.4	72.2	72.2		0
Circulation	Vélos et vélos électriques circulant sur les trottoirs	-	-	-	-	76.3		
	Trotinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs	-	-	-	-	78.9		
	Du stationnement sauvage de véhicules (sur les trottoirs, sur des cases réservées, en double file, etc.)	61.3	66.2	70.9	63.8	67.3	6.0	3.5

Source : Sondage

Le tableau suivant (Tableau 2.11) présente le niveau des incivilités dans les communes par type d'incivilité. Le taux moyen d'incivilités est une mesure globale de la fréquence des incivilités dans une commune.

La Ville de Genève a la moyenne la plus élevée du canton : 67.4%. Elle est suivie de Carouge (66.2%), Vernier et Lancy (62.2%), puis, plus loin, Meyrin (59.9%), Plan-les-Ouates (54.6%) et enfin de la campagne genevoise (51.3%).

En Ville de Genève, trois incivilités enregistrent des taux élevés de plus de 80% : il s'agit des abandons d'objets, d'épaves, de débris et déjections canines sur la voie publique (84%), de la présence de mendiants et de vendeurs ambulants dans les rues (82.5%) et de trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs (82.4%).

A Carouge, ces trois problématiques ont des taux proches de ceux de Genève : 81.9% pour les abandons d'objets et d'épaves, 80.6% pour les trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs et 80.2% pour la mendicité. Une quatrième incivilité - les vélos et vélos électriques circulant sur les trottoirs – franchit la barre des 80% à Carouge (81.5%).

A Vernier, seuls les abandons d'objets et saleté ont un taux supérieur à 80% (80.3%). Vernier a le taux le plus élevé du canton pour les groupes de jeunes irrespectueux qui s'approprient des espaces communs (71.8%).

Les niveaux d'incivilités de Lancy sont très proches de ceux de Vernier et le taux global d'exposition – 62.2% - de Lancy s'avère même identique à celui de Vernier.

Meyrin a un taux plus modeste d'incivilités (59.9%) et aucune d'entre elles ne franchit la barre des 80%. Vérifications faites, c'est dans la zone de Meyrin-Cité que les incivilités ont des taux supérieurs dans la commune (cf. chapitre sur Meyrin dans ce DLS).

Globalement, les incivilités sont moins fréquentes dans les zones plus résidentielles à la périphérie de Genève. Plan-les-Ouates enregistre un taux moyen d'incivilités (54.6%) proche de celui de la campagne (51.3%), le plus bas du DLS. Aucune incivilité ne franchit la barre des 80% dans ces deux zones. A la périphérie de Genève, les incivilités changent de nature. Elles sont plus liées aux problèmes de circulation que dans le centre urbain. Sur les quatre incivilités qui franchissent la barre des 70% à Plan-les-Ouates, trois ont trait à la circulation. Dans la campagne genevoise, toutes les incivilités ont des taux inférieurs à 70% sauf les abandons d'objets et saleté (70%). Les incivilités les plus fréquentes dans la campagne genevoise sont liées à la circulation.

Tableau 2.11 : Taux d'exposition aux incivilités comparés dans les communes et zones du canton (2020)

		Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
		%	%	%	%	%	%	%
	Taux moyen d'incivilités	67.4	62.2	59.9	66.2	54.6	62.2	51.3
		%	%	%	%	%	%	%
Dégradation physique	Abandon d'objets et saleté	84.0	80.3	78.3	81.9	75.4	81.3	70.0
	Graffitis et déprédations	74.0	70.2	65.8	73.7	64.4	71.2	58.7
Conflits	Groupes de jeunes irrespectueux s'appropriant des espaces communs	67.4	71.8	65.7	69.5	58.2	68.7	52.8
	Violences verbales ou bagarres	60.5	55.1	51.9	59.6	42.0	52.9	39.4
Drogue	Trafic et vente de drogue dans l'espace public	65.8	53.1	49.0	55.6	40.3	53.6	44.3
	Vente ou consommation de drogue	63.2	59.1	57.8	60.0	47.6	57.6	46.2
	Attitudes insistantes de mendiants	82.5	73.5	71.4	80.2	63.3	71.4	57.1
Bruit	Bruits excessifs des établissements publics	61.5	47.4	44.7	61.9	34.2	43.7	37.8
	Bruit excessif de véhicules à moteur	78.9	74.8	72.3	77.8	70.9	74.7	65.0
	Bruit excessif à l'extérieur comme les rues et les parcs	76.7	70.9	69.2	76.9	63.6	72.9	55.2
Circulation	Trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs	82.4	74.5	74.6	80.6	72.1	76.1	66.0
	Vélos et vélos électriques circulant sur les trottoirs	78.1	73.6	75.7	81.5	72.1	79.6	61.2
	Stationnement sauvage	68.8	65.9	62.3	68.0	59.9	67.5	64.7

Source : Sondage

Les incivilités ne dérangent pas toutes de la même manière. Le DLS mesure le degré de dérangement des incivilités à l'aide d'une échelle étalonnée de 1 (dérange peu) à 3 (dérange beaucoup). Les incivilités qui importunent le plus les résidents sont la consommation et le trafic de drogue, les abandons d'objets, d'épaves et de débris sur la voie publique, les violences verbales ou bagarres entre des personnes ainsi que le phénomène des groupes de jeunes irrespectueux qui s'approprient des espaces communs. Toutes ces incivilités obtiennent des scores allant de 2.4 à 2.5 sur l'indice de

dérangement en 2020. Mesurée pour la première fois en 2020, les vélos circulant sur les trottoirs dérangent fortement avec un score de 2.4.

Les incivilités les moins dérangeantes aux yeux des résidents sont les nuisances sonores liées à des personnes et des établissements publics ainsi que la mendicité insistante.

Le tableau ci-dessous (Tableau 2.12) présente les valeurs obtenues par les différentes incivilités sur l'indice de dérangement depuis 2007. Seul le stationnement sauvage dérange de plus en plus. Sa valeur passe de 2.0 en 2007 à 2.3 en 2020.

Tableau 2.12 : Evolution du degré nuisance moyen par incivilité dans le canton sur une échelle de 1 à 3 (canton, pondéré, 2007-2020)

	Saleté	Dro- gue	Trafic dro- gue	Bagar- res	Groupe de jeunes	Graffiti	Engins sur les trottoirs	Vélos sur les trottoirs	Bruit excessif véhicule	Station- nement sauvage	Mendi- cité	Bruit person- nes	Bruit bar, café, restos
2007	2.6	2.6		2.5	2.3	2.4			2.4	2.0	2.1		
2010	2.5	2.6		2.4	2.4	2.4			2.2	2.0	2.1		
2013	2.5	2.6		2.5	2.2	2.3			2.3	2.1	2.2	2.1	
2016	2.5	2.5		2.5	2.3	2.3			2.3	2.1	2.1	1.5	1.9
2020	2.5	2.4	2.5	2.5	2.4	2.2	2.3	2.4	2.3	2.3	2.1	2.1	1.8

Source : Sondage

Le degré de nuisance des différentes incivilités varie peu d'une commune à l'autre (cf. Tableau 2.13). Le trafic et la vente de drogues dans la rue importunent cependant plus les résidents de Vernier, Meyrin et Lancy (2.6) qu'ailleurs (2.5).

Les abandons d'objets et d'épaves, la consommation de drogue et les violences verbales et bagarres dérangent plus à Vernier (2.6) qu'ailleurs. Le bruit dérange un peu moins à Vernier, Meyrin, Plan-les-Ouates et en campagne, à l'exception du bruit excessif des véhicules à moteur qui gêne partout et particulièrement à Carouge.

Les trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs dérangent plus en Ville de Genève, à Meyrin et Carouge. Les vélos et vélos électriques circulant sur les trottoirs dérangent plus à Meyrin qu'ailleurs.

Tableau 2.13 : Comparaison du degré de nuisance par incivilité dans les communes et zones du canton de Genève (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
Trafic et vente de drogue dans la rue	2.5	2.6	2.6	2.5	2.5	2.6	2.5
Vente ou consommation de drogues	2.4	2.6	2.5	2.5	2.5	2.4	2.5
Groupes de jeunes irrespectueux s'appropriant des espaces communs	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4
Violences verbales ou bagarres	2.5	2.6	2.5	2.5	2.5	2.4	2.4
Abandon d'objets et saleté	2.5	2.6	2.5	2.5	2.5	2.4	2.5
Graffitis et déprédations	2.2	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.2
Trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs	2.3	2.2	2.3	2.3	2.2	2.2	2.2
Vélos et vélos électriques circulant sur les trottoirs	2.2	2.2	2.3	2.2	2.1	2.2	2.2
Bruit excessif de véhicules à moteur	2.3	2.2	2.2	2.4	2.3	2.3	2.3
Stationnement sauvage	2.3	2.4	2.4	2.3	2.3	2.4	2.3
Attitudes insistantes de mendiants	2.1	2.1	2.2	2.0	2.1	2.1	2.1
Bruits excessifs extérieur dans les parcs, la rue, les préaux	2.2	2.1	2.0	2.1	2.0	2.1	1.9
Bruits excessifs des établissements publics	1.9	1.7	1.9	1.8	1.7	1.9	1.7

Source : Sondage

L'incivilité est peu dénoncée aux autorités à Genève. 76.3% des résidents ne les dénoncent pas. 11.3% les dénoncent en appelant le 117. Si très peu se rendent au poste de police cantonale du secteur (1.7%) pour dénoncer une incivilité, la police municipale est en revanche plus souvent sollicitée (7.2%) pour résoudre le problème. Cette tendance se renforce depuis quelques années. En 2013, seuls 4.1% des résidents s'adressaient à la police municipale pour résoudre un problème d'incivilité. L'administration communale est peu sollicitée à ce sujet en 2020 (1.9%).

Tableau 2.14 : Destinataires de la dénonciation d'une incivilité (2007-2020) (pondéré)

	2007	2010	2013	2016	2020
	%	%	%	%	%
Appel urgent police (« 117 »)	8.0	8.3	14.0	12.1	11.3
Police municipale	-	-	4.1	6.2	7.2
Police par autre moyen	0.8	1.6	1.4	0.8	1.9
Administration communale	2.9	3.1	2.7	2.4	1.9
Poste de police du secteur	3.5	2.6	2.9	2.2	1.7
Non dénoncée	84.8	84.4	74.8	76.4	76.3
N	1'201	1'400	2'026	4'851	4'453
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les variations sont assez faibles entre les communes. C'est à Meyrin que l'on recourt le plus à la police municipale pour résoudre un problème d'incivilité (9%), suivi de la Ville de Genève, Carouge et Plan-les-Ouates (tous trois 8.5%). A Plan-les-Ouates, l'administration communale est plus sollicitée qu'ailleurs (3.8%) et la police cantonale – que ce soit le 117 ou un poste de secteur - l'est moins qu'ailleurs dans cette commune.

Tableau 2.15 : Les taux de dénonciation pour incivilité par commune et zone du canton de Genève (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%	%	%
Appel urgent police (« 117 »)	12.5	11.0	11.7	11.6	8.5	9.7	10.0
Police municipale	8.5	5.9	9.0	8.5	8.5	7.2	6.0
Police par autre moyen	2.3	1.6	1.2	1.8	0.4	1.6	1.1
Administration communale	0.8	2.8	2.3	1.8	3.8	2.2	6.9
Poste de police du secteur	1.3	2.5	1.2	2.3	0.8	2.1	1.4
Non dénoncée	75.3	76.1	72.9	75.3	78.3	75.8	76.2
N	600	610	658	656	719	677	349

Source : Sondage

Le prochain tableau offre la possibilité de dégager des profils d'utilisateur pour les différents services sollicités par les résidents en cas d'incivilité. En règle générale, les

femmes recourent plus aux services municipaux que les hommes. Ces derniers appellent principalement le 117. Les femmes sollicitent un peu moins le 117 (9.5%) que les hommes (13.3%).

Tableau 2.16 : La dénonciation pour incivilité selon le genre, l'âge et le sentiment d'insécurité dans le canton de Genève (2020)

	Homme	Femme	15-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	Insécurisé
	%	%	%	%	%	%	%
Appel urgent police (« 117 »)	13.3	9.5	11.2	11.7	14.7	7.1	16.0
Police municipale	7.1	7.4	4.9	8.3	8.3	7.5	10.4
Police par autre moyen	2.6	1.4	1.5	2.4	1.8	2.1	2.9
Administration communale	1.5	2.2	0.4	1.9	2.5	2.8	2.0
Poste de police du secteur	2.1	1.4	0.5	2.9	1.1	2.3	2.9
Non dénoncée	72.9	79.4	80.9	72.9	74.5	77.5	68.6
N	2'013	2'283	1'098	1'184	1'066	948	1'331

Source : Sondage

3. L'action policière

Le présent chapitre aborde les aspects suivants : le dispositif de police de proximité, les interventions, les contrôles et la présence visible.

Dans l'organisation de la police cantonale genevoise, tous les services opérationnels sont des structures dédiées avec des missions spécifiques, qu'il s'agisse de police-secours, de la police routière, de la police de proximité, de la police judiciaire ou encore de la police internationale. La direction des opérations assure la coordination. Police-secours assure les interventions d'urgence 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 et assure une présence visible sur le territoire. Les interventions d'urgence de police-secours sont gérées à partir de la CECAL où parviennent les appels au 117. La police routière assure la sécurité des usagers de la route, surveille le trafic et contribue à sa fluidité. La police de proximité est également un service dédié, avec un dispositif déployé dans des postes de police, qui vise à prévenir la criminalité notamment grâce à la visibilité de ses agents en uniforme et à leurs liens avec la population, les institutions publiques et les commerçants. Elle est aussi chargée d'assurer la cohésion sociale et de prévenir les conflits.

Le dispositif de police de proximité et les CLS

Doctrine et bases légales

La sécurité de proximité, à Genève, est une politique cantonale qui est assurée conjointement par la police cantonale, avec son dispositif propre, et les polices municipales. Loi sur les agents de la police municipale, les contrôleurs municipaux du stationnement et les gardes auxiliaires des communes et son règlement d'application prévoient en effet que les polices municipales effectuent en priorité de la sécurité de proximité. La politique de sécurité de proximité a été révisée en 2017 et cette politique, ainsi que son concept d'application, ont été validés au début 2018. Les axes principaux de cette politique sont :

- la prévention des incivilités et de la délinquance par une présence régulière et visible préventive sur le terrain de jour comme de nuit et la répression des actes délictueux ;
- contribuer à la cohésion sociale et la qualité de vie ;
- agir de façon adaptée et proportionnée aux réalités du terrain ;
- coordonner les actions entreprises par le canton et les communes ;
- être ancrée dans le territoire communal ;
- reposer sur une vision commune de la sécurité de proximité et sur la collaboration des acteurs concernés.

Les polices municipales marquent leur présence par des patrouilles visibles sur le territoire. Leur action est orientée vers :

- la prévention des incivilités, du sentiment d'insécurité et de l'insécurité ;
- la lutte contre les incivilités et l'insécurité ;
- la récolte et l'exploitation du renseignement.

Dans ce cadre, elles sont notamment chargées :

- du contrôle de l'usage accru du domaine public ;

- de lutter contre le bruit ;
- d'assurer la tranquillité publique ;
- de la prévention et de la répression en matière de propreté ;
- des contrôles en matière de circulation routière et de lutte en matière de stupéfiants ;
- de la répression des infractions à la Loi sur les étrangers et l'intégration.

Entrés en vigueur en 2013, la Loi sur les agents de police municipale (L. APM F 1 07) et son règlement d'application avaient élargi le domaine de compétences des polices municipales aux contraventions à la loi sur les stupéfiants et aux infractions à la loi sur les étrangers. Depuis 2016, les polices municipales disposent de compétences judiciaires dans leur domaine de compétences matérielles. Elles peuvent procéder à des arrestations provisoires, effectuer des fouilles et auditionner des prévenus dans ces domaines.

Les Contrats locaux de sécurité (CLS)

Loi sur les agents de la police municipale, les contrôleurs municipaux du stationnement et les gardes auxiliaires des communes, son règlement d'application et la politique de sécurité de proximité du canton encouragent la coopération et l'échange d'information entre les polices municipales et la police cantonale. Le concept de mise en œuvre de la politique de sécurité défini par le Conseil d'Etat en janvier 2013 a ouvert la voie à la formalisation de cette collaboration dans des Contrats locaux de sécurité (CLS) conclus entre les exécutifs cantonaux et communaux. Les quatre premiers CLS ont été conclus durant l'année 2013 avec Carouge, Genève, Vernier et Meyrin. En 2014, un CLS a été signé avec Plan-les-Ouates, suivi en 2015 d'un CLS avec Lancy, puis, en 2018, d'un CLS avec Thônex. Chaque CLS fixe trois axes prioritaires en matière de sécurité. Ces priorités varient selon les communes en fonction des contextes et des besoins.

Le dispositif de la police cantonale

Le dispositif de police de proximité cantonale comprend cinq secteurs avec 180 ETP (policiers en équivalents temps pleins) :

- Arve-Lac ;
- Arve-Rhône ;
- Centre-ville rive gauche ;
- Centre-ville rive droite ;
- Rhône-lac.

Ces secteurs sont couverts aujourd'hui par :

- sept postes principaux de la police de proximité cantonale :
 - Carouge
 - Servette
 - Cornavin
 - Bourg-de-four
 - Pallanerie
 - Versoix
 - Plainpalais (dès juillet 2020).

- et quatre antennes comprenant des policiers de la police de proximité cantonale et police-secours (postes mixtes) :

- Chêne
- Lancy
- Blandonnet
- Pâquis

Le dispositif des polices municipales

Dans le canton de Genève, fin 2019, 17 communes couvrant 452'572 habitants disposent d'une police municipale. 90.2% des résidents du canton sont ainsi couverts par une police municipale. Les effectifs globaux sont passés de 197 unités en 2010 à 374 aujourd'hui. Ces effectifs varient fortement d'une commune à l'autre. Vandoeuvre et Versoix ont 0.4 unités pour 1'000 habitants. A l'autre extrême, Cologny en a 1.3 pour 1'000 habitants.

Au sein du groupe des communes bénéficiant d'un CLS, la Ville de Genève a le taux de policiers municipaux le plus élevé avec 1 policier pour 1'000 habitants. Ce taux a doublé en l'espace d'une dizaine d'années. Carouge suit avec un taux est de 0.9 policiers municipaux pour 1'000 habitants. Plan-les-Ouates a un taux de 0.8 pour 1'000 habitants. Il en va de même de Thônex. Meyrin, un taux de 0.7. Lancy, un taux de 0.6. Vernier a le taux le plus bas des communes étudiées dans le DLS (0.5 policiers pour 1'000 habitants).

Globalement, les polices municipales disposent de 25 postes de police à Genève. 8 postes sont rattachés à la police municipale de la Ville de Genève, 4 sur la rive droite et 4 sur la rive gauche.

Tableau 3.1 : Evolution des effectifs et taux pour 1'000 habitants des polices municipales (2010-2019)

	2010		2013		2016		2019	
	N	Taux pour 1'000 hab.	N	Taux pour 1'000 hab.	N	Taux pour 1'000 hab.	N	Taux pour 1'000 hab.
Cognoy	2	0.4	3	0.6	5	0.9	7	1.3
Genève	99	0.5	128	0.7	167	0.8	207	1.0
Carouge	11	0.6	22	1.1	21	1	21	0.9
Plan-les-Ouates	6	0.6	8	0.8	9	0.9	9	0.8
Bernex	6	0.6	7	0.7	8	0.8	8	0.8
Thônex	5	0.4	7	0.5	10	0.7	11	0.8
Grand-Saconnex	5	0.4	4	0.3	8	0.7	9	0.7
Collonge-Bellerive	3	0.4	4	0.5	5	0.6	6	0.7
Meyrin	12	0.6	15	0.7	13	0.6	18	0.7
Chêne-Bourg	4	0.5	5	0.6	5	0.6	6	0.7
Chêne-Bougeries	3	0.3	5	0.5	7	0.6	8	0.6
Lancy	9	0.3	18	0.6	19	0.6	20	0.6
Veyrier	6	0.6	6	0.6	7	0.6	7	0.6
Onex	7	0.4	9	0.5	10	0.5	11	0.6
Vernier	13	0.4	18	0.5	20	0.6	19	0.5
Versoix	4	0.3	4	0.3	5	0.4	6	0.4
Vandoeuvres	1	0.4	1	0.4	1	0.4	1	0.4
Anières	1	0.4	1	0.4	0	0	0	0
Total	197		265		320		374	

Source : APM, pour l'année 2019, état au 31 mars 2020

Les entreprises de sécurité privée : missions de surveillance

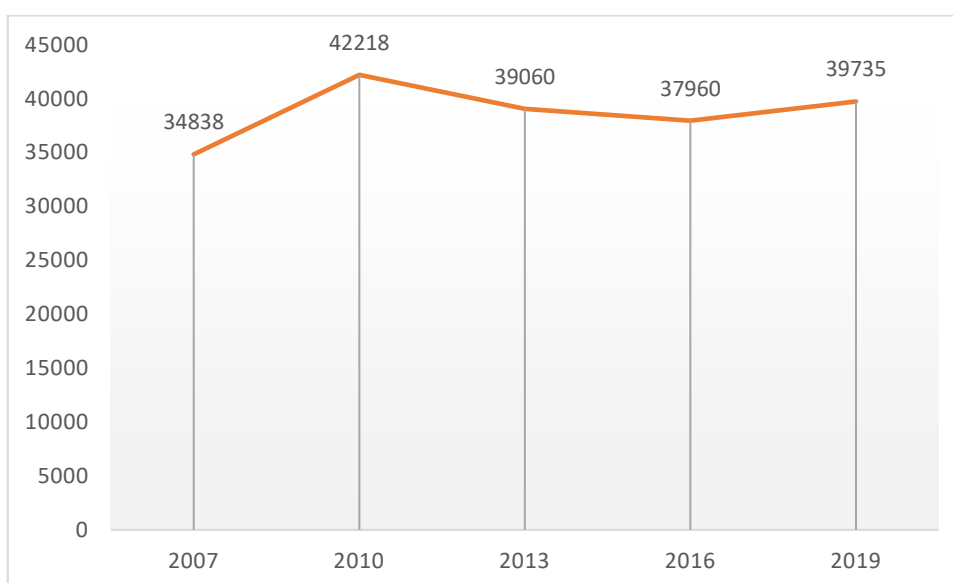
Plusieurs communes, avec ou sans police municipale, recourent à des prestations de sociétés de sécurité privées. S'agissant des mandats confiés par des communes à des entreprises de sécurité privées, les employés desdites entreprises ne sont investis d'aucune des compétences ressortissant d'un exercice normal de l'autorité publique. Leur rôle est strictement préventif et, en cas d'intervention, ils n'ont pas plus de droits qu'un simple citoyen (Mémorial des séances du Grand Conseil du 22 octobre 1998, page 5188). Ainsi, un agent de sécurité n'a pas le droit de procéder à des contrôles d'identité sur la voie publique, ne peut pas appréhender une personne en dehors des cas de flagrant délit et, dans cette dernière hypothèse, ne peut tout au plus que procéder à une fouille dite de sécurité et, le cas échéant, saisir une arme avant de faire appel à la police. Les autorités peuvent cependant habiliter les entreprises de sécurité privées chargées par l'organisateur de manifestations sportives de procéder à des palpations, indépendamment d'un soupçon concret, par-dessus les vêtements par des personnes du même sexe à la recherche d'objets interdits sur la base du Concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives.

Fin 2019, on comptait à Genève 4'067 agents de sécurité privés. Ces effectifs s'étoffent progressivement. Ils étaient de 3'867 en 2016 et 3'314 en 2010. Ils sont répartis dans 109 agences différentes. 2'748 d'entre eux sont employés par les trois plus grandes agences de la place.

Les interventions policières à la suite d'un appel (117)

Depuis 2010, le volume d'interventions sur réquisition de la CECAL de la police s'est stabilisé (Cf. Figure 3.1). Jusque-là, il avait été en forte augmentation. En 2019, 39'735 interventions sur appel au 117 ont eu lieu dans le canton. Il y a eu ainsi 78.4 interventions pour 1'000 habitants dans le canton.

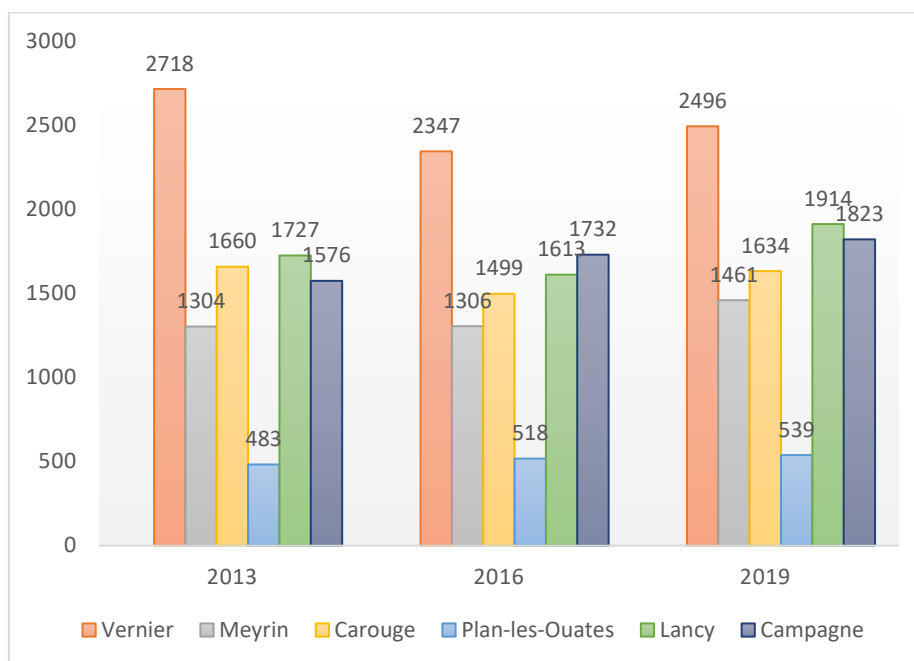
Figure 3.1 : Evolution du volume d'interventions sur appel au 117 dans le canton (2007-2019)



Source : Statistiques policières

Le prochain graphique (Figure 3.2) présente les volumes et l'évolution des interventions sur appel dans les communes étudiées dans ce DLS. La Ville de Genève, sur le territoire de laquelle se déroulent 52.8% de ces interventions en 2019, n'est pas montrée dans ce graphique. Outre la Ville de Genève, c'est à Vernier qu'il y a le plus d'interventions (2'496), suivi de Lancy, puis la campagne, Carouge, Meyrin et enfin Plan-les-Ouates. Le Tableau 3.2 présente les taux pour 1'000 habitants d'interventions par commune ou zone du canton. Ce taux est le plus élevé en Ville de Genève : 102.1 interventions pour 1'000 habitants. Carouge vient ensuite avec 71 interventions pour 1'000 habitants, puis Vernier (70.8), Lancy (57.2), Meyrin (56.9), Plan-les-Ouates (50.6) et la campagne genevoise (47.3).

Figure 3.2 : Volumes comparés des interventions sur appel au 117 dans les communes et la campagne (sauf Ville de Genève) (2013-2019)



Source : Statistiques policières

Tableau 3.2 : Evolution des volumes et taux pour 1'000 habitants des interventions sur appel au 117 par commune du canton de Genève (2013-2019)

	2013		2016		2019	
	N	Taux pour 1'000 hab.	N	Taux pour 1'000 hab.	N	Taux pour 1'000 hab.
Ville de Genève	21'803	111.7	19'452	96.7	20'977	102.1
Vernier	2'718	78.0	2'347	66.3	2'496	70.8
Meyrin	1'304	58.2	1'306	56.0	1'461	56.9
Carouge	1'660	79.2	1'499	67.5	1'634	71.0
Plan-les-Ouates	483	46.8	518	48.9	539	50.6
Lancy	1'727	58.4	1'613	50.8	1'914	57.2
Campagne	1'576	44.5	1'732	46.6	1'823	47.3
Moyenne cantonale	39'060	82.0	37'960	76.9	39'735	78.4

Source : Statistiques policières

Le Tableau 3.3 établit un classement des communes en fonction du taux d'interventions sur appel enregistré en 2019. Genève, Carouge et Vernier sont parmi les 10 communes avec les taux les plus élevés d'interventions pour 1'000 habitants. Lancy et Meyrin se classent en 17^{ème} et 18^{ème} position respectivement. Plan-les-Ouates se situe en milieu de classement en 22^{ème} position sur 45. Les taux diminuent à Genève, Carouge, Vernier, Meyrin et Lancy, mais augmentent depuis 2013 pour Plan-les-Ouates.

Tableau 3.3 : Evolution des interventions policières sur appel au 117 depuis 2013

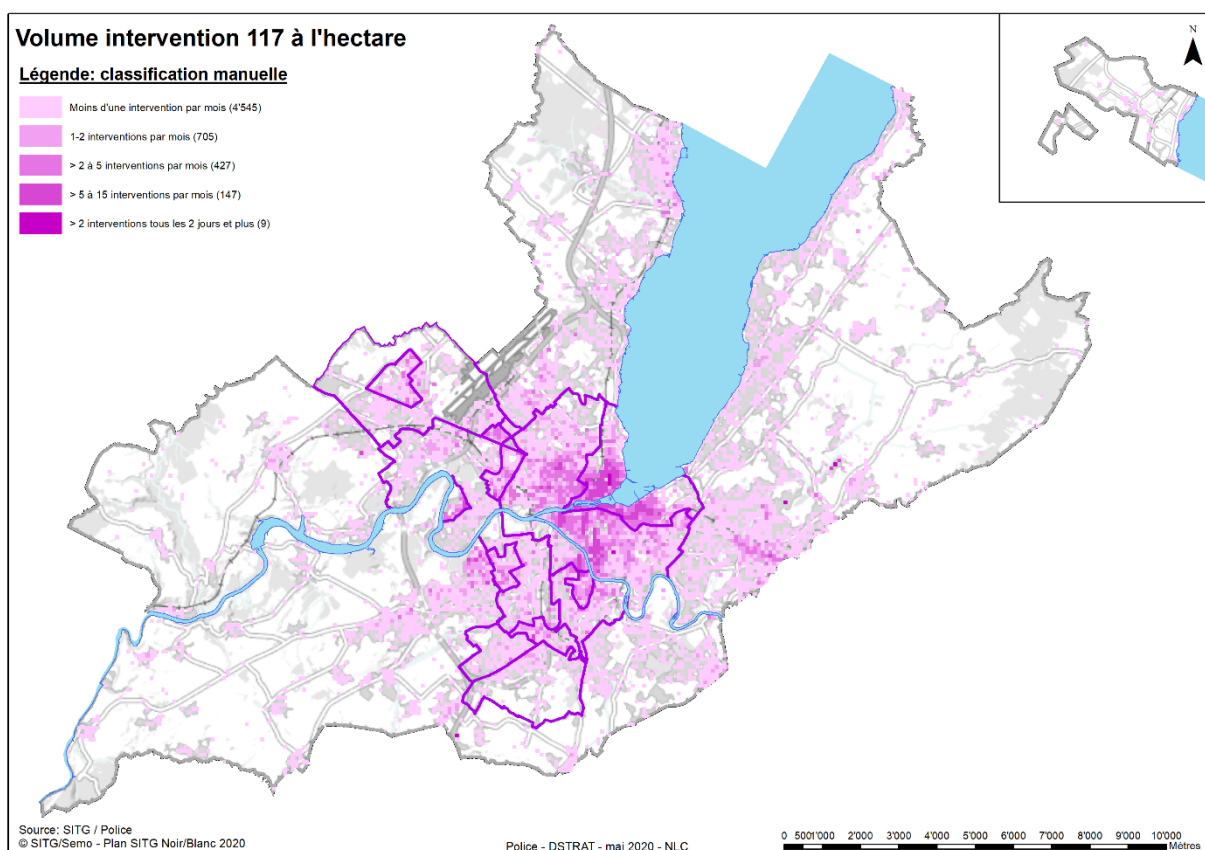
Rang	Communes	2013		2016		2019	
		Volume des interventions	Taux d'interventions pour 1'000 hab.	Volume des interventions	Taux d'interventions pour 1'000 hab.	Volume des interventions	Taux d'interventions pour 1'000 hab.
1	Bardonnex	196	87.4	172	76.6	278	122.5
2	Genève	21'803	111.7	19'452	96.7	20'977	102.1
3	Satigny	277	69.5	271	65.7	355	82.1
4	Puplinge	131	64.1	171	72.8	193	77.9
5	Chêne-Bourg	590	72.6	600	69.9	666	76.5
6	Thônex	956	69.0	984	70.1	1065	74.8
7	Anières	135	54.1	134	52.0	174	71.1
8	Carouge	1'660	79.2	1'499	67.5	1'634	71.0
9	Vernier	2'718	78.0	2'347	66.3	2'496	70.8
10	Cologny	360	71.6	363	66.3	386	69.2
11	Russin	30	61.3	27	50.7	34	63.2
12	Perly-Certoux	226	73.7	182	59.8	196	63.1
13	Hermance	45	46.5	49	48.3	66	62.6
14	Grand-Saconnex	658	54.6	579	47.6	717	58.4
15	Bellevue	203	62.1	186	55.3	195	58.3
16	Chêne-Bougeries	629	59.2	684	59.3	727	57.9
17	Lancy	1'732	58.6	1'613	50.8	1'914	57.2
18	Meyrin	1'304	58.2	1'306	56.0	1'461	56.9
19	Onex	834	46.1	915	48.5	1035	54.2
20	Troinex	92	39.9	102	44.6	128	50.9
21	Jussy	83	65.8	59	46.5	63	50.8
22	Plan-les-Ouates	483	46.8	518	48.9	539	50.6
23	Versoix	643	48.9	579	43.6	671	49.9
24	Céligny	31	46.8	28	36.4	40	49.7
25	Presinge	18	26.9	31	45.8	36	49.0
26	Genthod	122	44.1	95	34.4	135	47.3
27	Pregny-Chambésy	209	58.1	202	51.4	170	46.1
28	Avully	48	27	81	46.1	77	44.8
29	Collonge-Bellerive	361	47.8	356	44.0	371	44.4
30	Dardagny	53	34.8	81	45.2	80	42.6
31	Vandoeuvres	101	39.1	96	38.0	107	40.8
32	Bernex	376	38.1	371	36.6	416	40.3

33	Confignon	142	32.3	185	40.2	185	39.9
34	Laconnex	17	27.8	24	36.9	27	39.0
35	Corsier	86	43.5	96	47.4	86	38.9
36	Veyrier	324	29.9	392	33.9	462	38.7
37	Collex-Bossy	63	37.7	83	49.7	63	38.1
38	Aire-la-Ville	52	46.4	49	42.4	42	36.1
39	Choulex	51	48.3	52	46.2	43	35.9
40	Soral	24	32	39	50.6	34	35.8
41	Avusy	55	38.2	49	34.8	38	27.1
42	Chancy	74	54	64	38.9	46	27.1
43	Meinier	81	39.2	87	40.3	57	26.8
44	Cartigny	35	40.6	34	38.5	20	20.3
45	Gy	14	28	19	38.9	6	12.3

Source : Statistiques policières

La carte suivante présente les volumes d'interventions policières à l'hectare pour l'année 2019.

Carte 3.1 : Distribution géographique des volumes des interventions sur appel à l'hectare dans le canton de Genève en 2019



Source : Statistiques policières

Le 117 est moins sollicité pour des délits que pour des problèmes de tranquillité publique, des incivilités ou encore des affaires et accidents de la circulation. A l'échelon cantonal, en totalisant 19.7% de l'ensemble des appels en 2019, les accidents et affaires de circulation sont le principal motif d'interventions. Environ 1 intervention sur 5 dans le canton a trait à une affaire de circulation.

Le second motif générant le plus d'interventions policières sont les incivilités. Ces dernières totalisent 19.6% des interventions en 2019, soit pratiquement tout autant que les affaires de circulation. Le troisième motif, en dehors de la catégorie "autres", est constitué de la tranquillité et sécurité publiques.

Les atteintes aux biens génèrent 12.4% des interventions à l'échelon cantonal.

Les incivilités sont la première source d'interventions en Ville de Genève et à Vernier. Ailleurs, ce sont les affaires et les accidents de circulation qui prédominent. A Lancy, 24.5% des interventions ont porté sur des affaires de circulation.

Les affaires et accidents de circulation représentent la deuxième source d'intervention en Ville de Genève et à Vernier. Les incivilités occupent cette position pour Meyrin, Carouge et Plan-les-Ouates. A Lancy, il s'agit des atteintes aux biens.

Pour Plan-les-Ouates, les atteintes aux biens sont la troisième source d'interventions policières. Les affaires de tranquillité et de sécurité publiques sont la troisième source d'interventions en Ville de Genève, à Meyrin, à Vernier et à Carouge.

Tableau 3.4 : Les interventions sur appel au 117 selon les communes du canton de Genève (2019)

	Ville de Genève		Vernier		Meyrin		Carouge		Plan-les-Ouates		Campagne		Lancy		Canton	
Types de réquisitions	%	Taux pour 1'000 hab.	%	Taux pour 1'000 hab.	%	Taux pour 1'000 hab.	%	Taux pour 1'000 hab.	%	Taux pour 1'000 hab.	%	Taux pour 1'000 hab.	%	Taux pour 1'000 hab.	%	Taux pour 1'000 hab.
Atteintes aux biens	11.6	11.9	12.9	9.2	11.3	6.4	14.1	10.0	16.5	8.3	14.1	8.1	16.2	7.7	12.4	9.8
Atteintes aux personnes	3.2	3.2	3.2	2.3	3.8	2.1	2.9	2.1	2.2	1.1	3.0	1.7	2.6	1.2	3.0	2.3
Affaires et accidents de circulation	17.7	18.1	18.4	13.0	20.4	11.6	18.6	13.2	20.8	10.5	19.2	11.0	24.5	11.6	19.7	15.5
Social et secours	10.8	11.0	11.8	8.4	13.1	7.4	10.5	7.4	10.9	5.5	11.2	6.4	14.8	7.0	11.5	9.0
Incivilités	20.9	21.4	20.7	14.6	18.0	10.2	18.2	12.9	18.2	9.2	18.1	10.3	15.0	7.1	19.6	15.3
Tranquillité et sécurité publiques	17.0	17.4	16.9	12.0	17.1	9.7	17.7	12.6	13.9	7.0	17.0	9.7	9.6	4.5	15.8	12.4
Autres	19.0	19.4	16.1	11.4	16.4	9.3	18.0	12.8	17.4	8.8	17.4	9.9	17.4	8.3	18.0	14.1
Taux moyen pour 1'000 habitants	100%	102.5	100%	70.8	100%	56.9	100%	71.0	100%	50.6	100%	57.2	100%	47.3	100%	78.4
N	21'050		2'496		1'461		1'634		539		1'914		1'823		39'735	

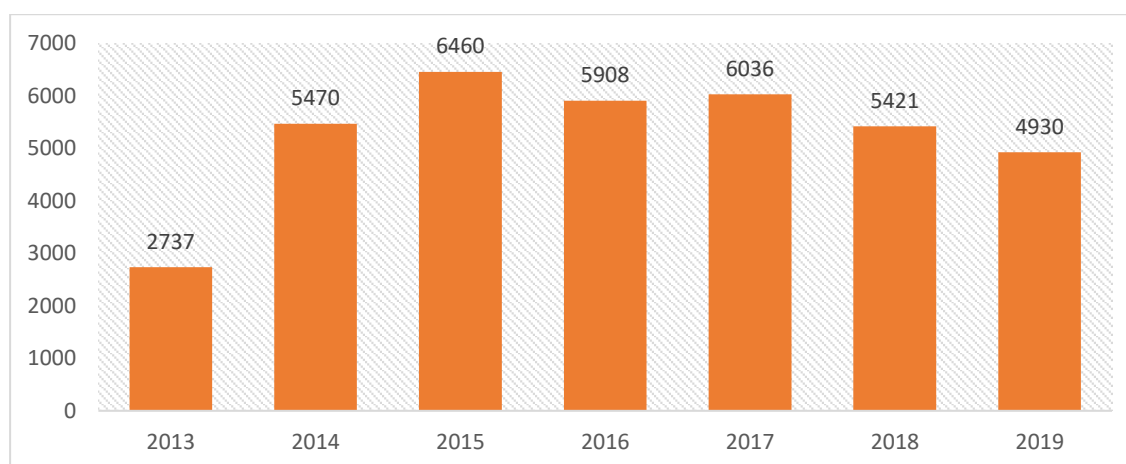
Source : Statistiques policières

La prise en charge des réquisitions par les polices municipales

En matière de sécurité, la collaboration avec les communes s'organise dans le cadre de la police de proximité. Pour certaines affaires, les polices municipales peuvent être amenées à intervenir sur réquisition de la Centrale d'engagement du canton (CECAL).

Si l'on se limite aux interventions des polices municipales qui bénéficient d'un contrat local de sécurité, le volume annuel de prise en charge des interventions sur appel s'établit à 4'930 cas en 2019. Ce volume varie d'année en année comme le montrent les chiffres de la Figure 3.3.

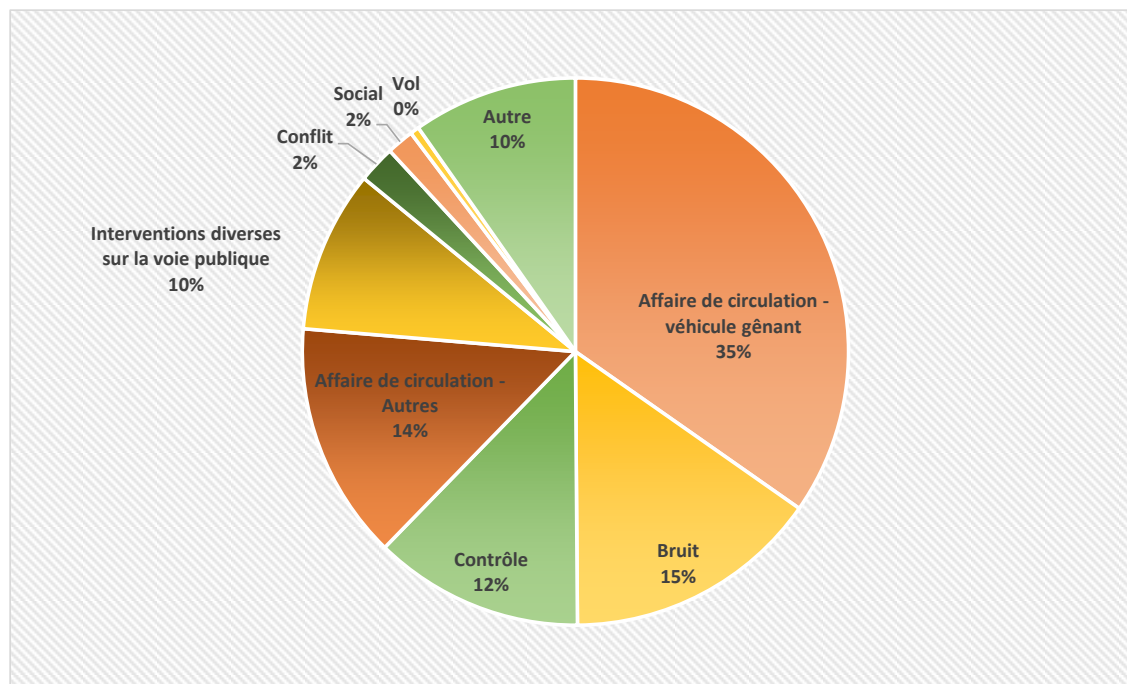
Figure 3.3 : Evolution du volume annuel de prises en charge par les polices municipales de réquisitions dans le cadre des CLS (2013-2019)



Source : Statistiques policières

Mesuré sur les cinq dernières années, 35% des affaires prises en charge par les polices municipales à la suite d'un appel au 117 ont trait à des véhicules gênants (Figure 3.4). 15% sont liées au bruit, 14% sont des affaires de circulation et 10% ont trait à l'ordre public.

Figure 3.4 : Les affaires prises en charge par les polices municipales par type d'affaires (2013-2019)

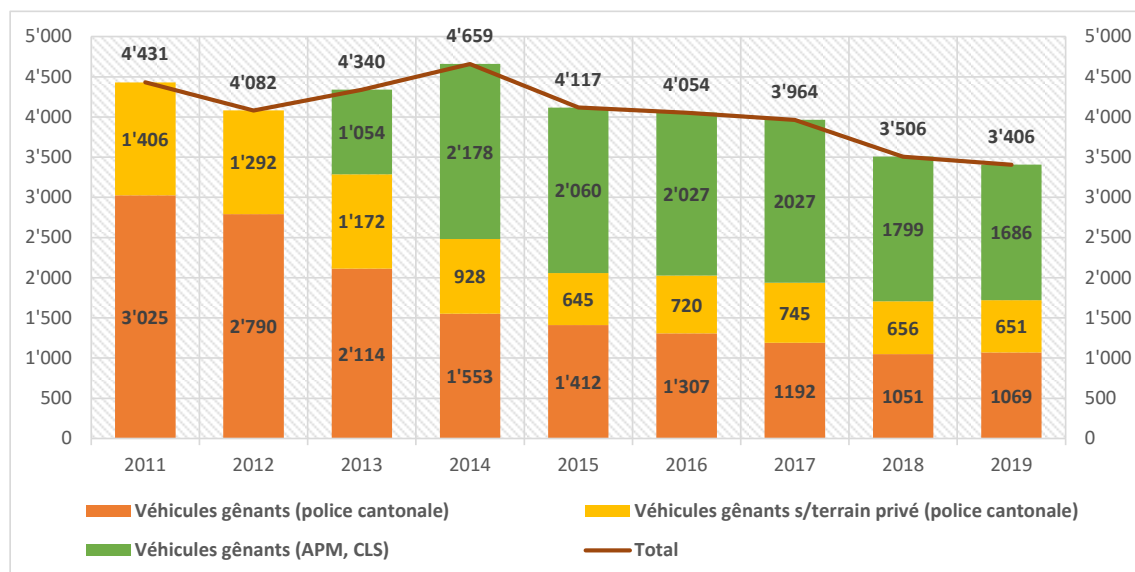


Source : Statistiques policières

Les prochaines figures donnent des informations sur la part de prise en charge par les polices municipales d'interventions sur réquisition de la CECAL pour les deux principaux type d'affaires pour lesquelles elles sont réquisitionnées dans le cadre des CLS, à savoir les véhicules gênants et le bruit.

Les premières prises en charge pour véhicules gênants en 2013 concernaient 1'054 cas, soit 24.3% du total de ce type de réquisitions. En 2019, elles concernaient 1'686 cas, soit environ 50% des cas.

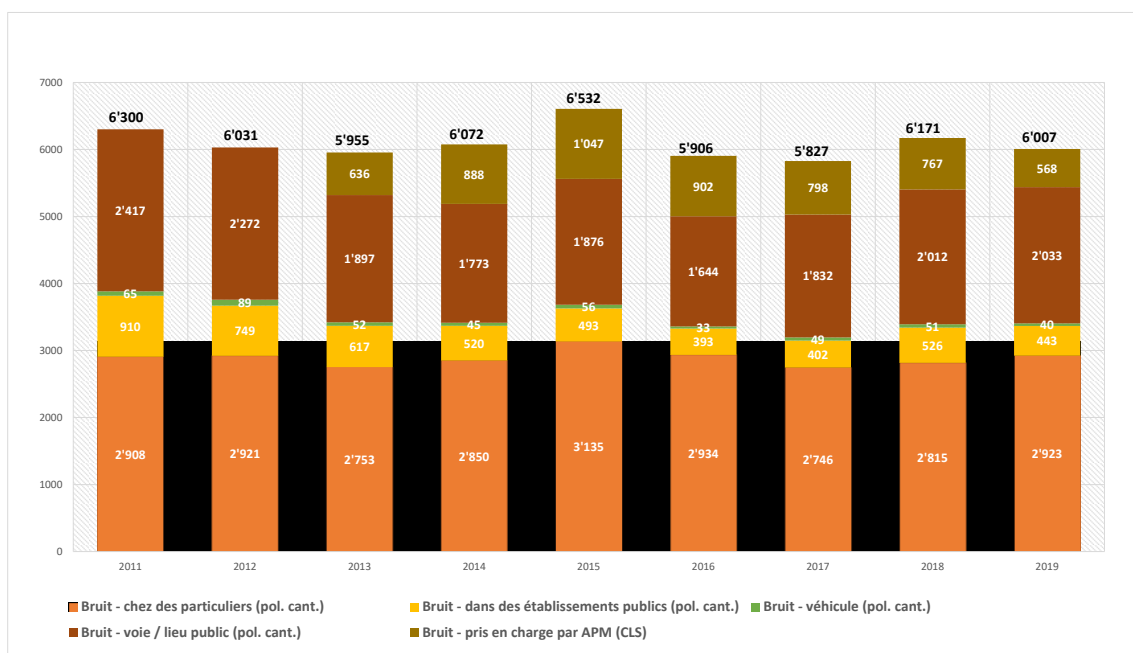
Figure 3.5 : Distribution des interventions sur réquisitions pour véhicules gênants par type et la prise en charge par les polices municipales (2011-2019)



Source : Statistiques policières

Les affaires de bruit se déroulent la plupart du temps de nuit et souvent en dehors des heures d'ouverture des postes de police municipaux. En 2019, sur 6'007 affaires de bruit, 568 cas ont été pris en charge par une police municipale dans le cadre du CLS (Figure 3.6). La part de prise en charge varie annuellement. Elle a été plus importante en 2015 où les polices municipales avaient alors pris en charge 1'047 cas sur 6'532.

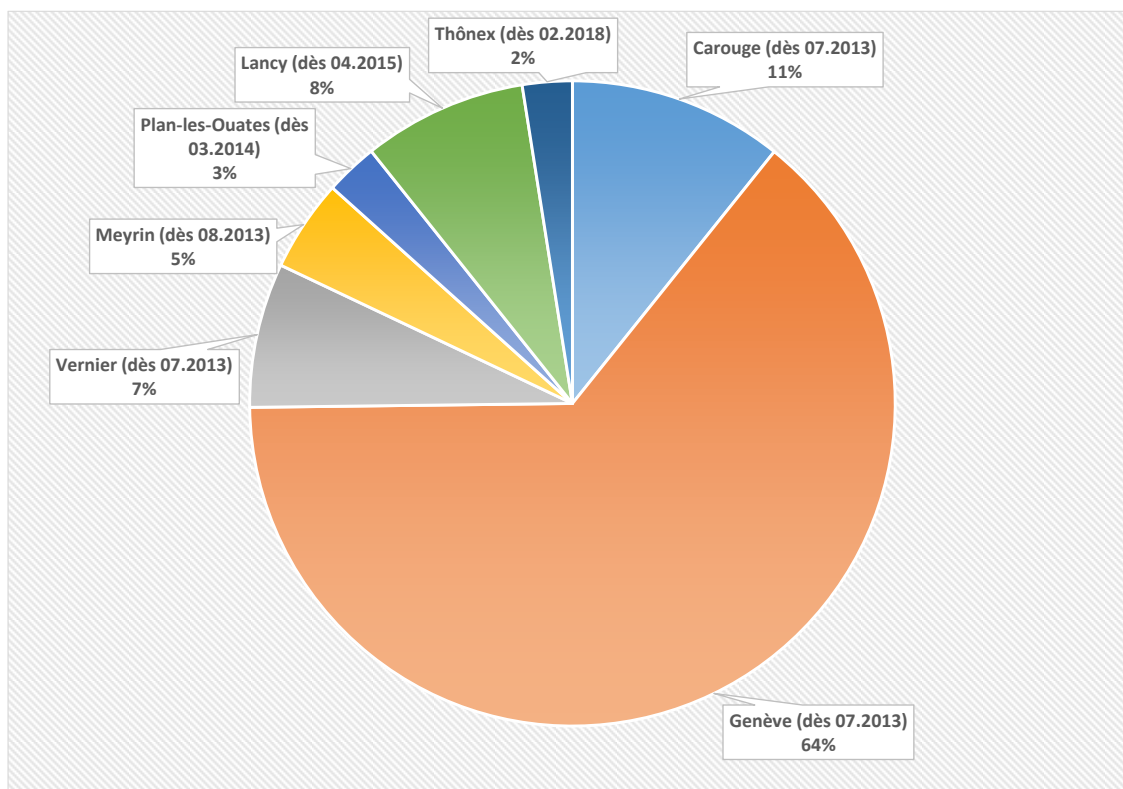
Figure 3.6 : Distribution des interventions sur réquisition de la CECAL pour bruit selon le type, prises en charge par la police cantonale, et la prise en charge par les polices municipales par année (2011-2019)



Source : Statistiques policières

En 2019, l'essentiel (64%) des interventions prises en charge par les polices municipales au bénéfice d'un CLS l'ont été par la police municipale de Genève. La police municipale de Carouge a pris en charge 11% du volume total des interventions. Lancy, 8%, Vernier 7%, Meyrin 5%, Plan-les-Ouates 3% et Thônex 2%.

Figure 3.7 : Distribution des interventions des polices municipales par commune sur la période 2013-2019



Source : Statistiques policières

La présence policière observée par les résidents

Pour analyser la présence policière dans les quartiers, le Diagnostic local de sécurité dispose d'un indicateur qui mesure l'étendue de la couverture des quartiers par des patrouilles visibles de police. Il s'agit du taux de résidents qui constatent la présence de patrouilles de police à diverses fréquences dans leur quartier. L'indicateur existe pour les patrouilles mobiles, en véhicule, ainsi que pour les patrouilles pédestres ou à vélo. L'indicateur existe également pour la police municipale. Pour la police municipale, le DLS ne distingue entre patrouilles mobiles et patrouilles pédestres municipales que depuis 2016.

Le graphique suivant (Figure 3.8) permet d'observer l'évolution des taux de couverture des quartiers par type de patrouille de la police cantonale et de la police municipale depuis 2004.

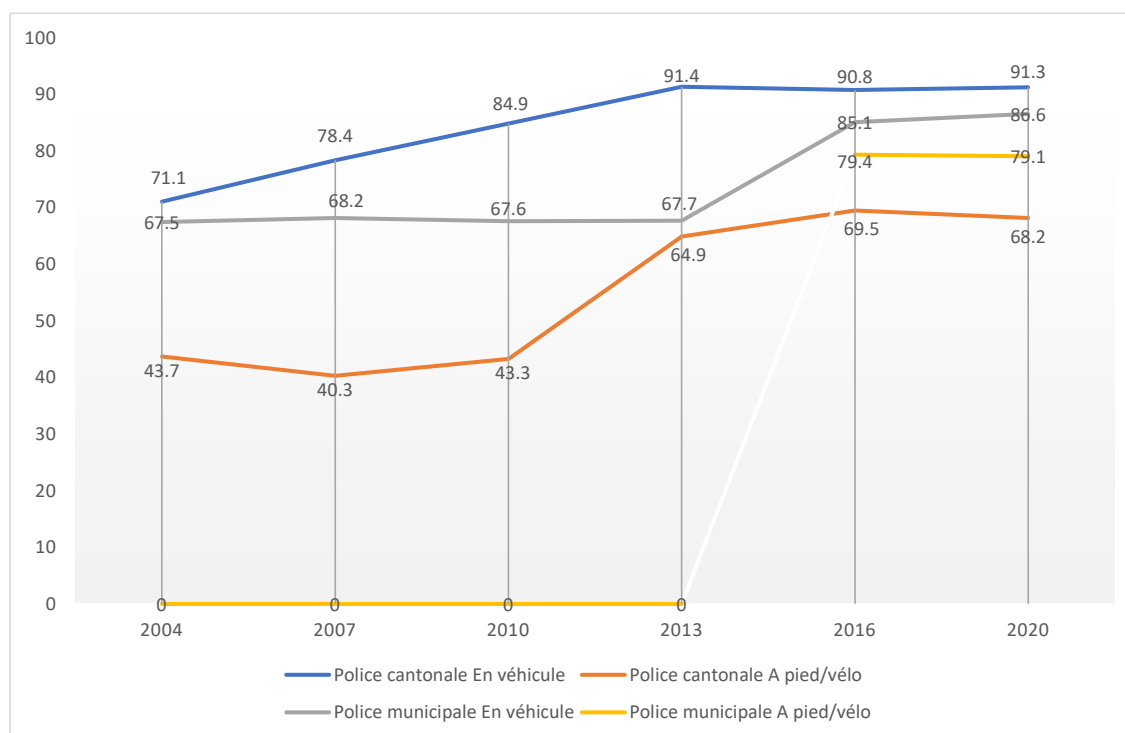
Le taux de couverture des quartiers par des patrouilles mobiles de la police cantonale a fortement progressé de 2004 à 2013 pour s'établir depuis lors à un niveau élevé de plus de 90% en moyenne à l'échelon cantonal. En 2004, ce taux n'était encore que de 71.1%.

Les patrouilles pédestres cantonales ont quant à elles peu évolué jusqu'en 2010. Dès 2013 en revanche, avec l'introduction de la sécurité de proximité, le taux de présence dans les quartiers augmente fortement. Il passe de 43.3% en 2010 à 64.9% en 2013. Il se stabilise ensuite. En 2020, il est de 68.2%.

Pour les patrouilles mobiles de la police municipale, le taux de couverture augmente également fortement depuis quelques années. De 2004 à 2013, il se situait à 68% environ. En 2016, il grimpe à 85.1%. Aujourd'hui, en 2020, il se situe à 86.6%.

Les Diagnostics locaux de sécurité du canton mesurent séparément depuis 2016 également la couverture des quartiers par des patrouilles pédestres ou à vélo des polices municipales. Ce taux de couverture est d'environ 79% et stable depuis 2016.

Figure 3.8 : Evolution de la couverture du territoire par les patrouilles mobiles et pédestres de la police cantonale et des polices municipales dans le canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)



Source : Sondage

Le prochain tableau (Tableau 3.5) présente les taux de couverture de la police cantonale par des patrouilles pédestres ou à vélo de proximité dans les communes genevoises. En Ville de Genève, il est passé de 56.3% en 2004 au taux actuel de 77.4%. Le taux de la Ville de Genève est le plus élevé du canton. Bien qu'ayant également fortement augmenté par rapport à 2004 (18%), c'est dans la campagne genevoise que le taux de couverture est le moins élevé (43.7%) à l'échelle cantonale. Le taux de Carouge (75.1%) se rapproche de celui de la Ville de Genève (77.4%). Pour les autres communes, les taux évoluent dans une fourchette allant de 56.9% à Plan-les Ouates à 62.6% à Meyrin.

Tableau 3.5 : Evolution du taux de couverture des quartiers par des patrouille de la police cantonale à pied ou à vélo par commune et zone (2004-2020)

	2004	2007	2010	2013	2016	2020
Ville de Genève	56.3	52.1	53.5	75.3	78.6	77.4
Vernier	-	-	25.3	50.6	62.0	61.0
Meyrin	-	-	-	52.1	56.7	62.6
Carouge	-	-	-	-	76.2	75.1
Plan-les-Ouates	-	-	-	-	58.2	56.9
Lancy	-	-	-	-	-	61.6
Campagne	18.0	18.1	5.7	34.6	33.6	43.7

Source : Sondage

En 2020, les taux de couverture par des patrouilles mobiles des polices municipales varient assez peu en fonction de la commune. Ils sont cependant plus bas dans la campagne genevoise (70.4%). Le taux le plus élevé enregistré dans le DLS est celui de Carouge (94.3%). Pour les autres communes, les taux varient dans une fourchette allant de 87.5% à Vernier à 92.9% à Plan-les-Ouates.

Tableau 3.6 : Evolution du taux de couverture des quartiers par des patrouilles mobiles de la police municipale selon les communes de Genève (2004-2020)

	2004	2007	2010	2013	2016	2020
Ville de Genève	80.7	78.5	75.5	83.3	86.6	87.8
Vernier	-	-	58.3	76.4	89.3	87.5
Meyrin	-	-	-	85.3	92.2	89.5
Carouge	-	-	-	-	92.2	94.3
Plan-les-Ouates	-	-	-	-	91.8	92.9
Lancy	-	-	-	-	-	91.0
Campagne	37.4	48.3	34.6	44.5	63.5	70.4

Source : Sondage

Les taux de couverture des quartiers par des patrouilles pédestres municipales sont les plus bas dans la campagne genevoise (47.9%) et les plus hauts à Meyrin (89.1%) et Carouge (86.8%) (cf. Tableau 3.7). A Plan-les-Ouates (85.2%) et en Ville de Genève (84.2%), ces taux sont très proches des taux de Carouge. A Vernier (77.8%) et Lancy (78.5%), ils sont un peu plus bas que dans les autres communes étudiées. Les taux de 2020 varient peu par rapport à 2016.

Tableau 3.7 : Evolution du taux de couverture des quartiers par des patrouilles pédestres ou à vélo de la police municipale selon les communes de Genève (2016-2020)

	2016	2020
Ville de Genève	84.5	84.2
Vernier	77.6	77.8
Meyrin	87.3	89.1
Carouge	90.4	86.8
Plan-les-Ouates	85.2	85.2
Lancy	-	78.5
Campagne	42.9	47.9

Source : Sondage

Le premier indicateur mesurait l'étendue de la couverture territoriale des patrouilles. Le second indicateur de la présence policière mesure quant à lui la fréquence du passage des patrouilles dans les quartiers. Il mesure donc en quelque sorte l'intensité de la visibilité de la police. Cet indicateur est construit à partir d'une question de sondage qui interroge les résidents sur le nombre de fois par mois ou par semaine qu'ils constatent des patrouilles de police en moyenne dans leur quartier. « 1 » signifie que le répondant aperçoit une patrouille moins d'une fois par mois ; « 5 » signifie qu'il voit une patrouille trois fois par semaine ; « 10 » signifie qu'il voit une patrouille plus de 7 fois par semaine. Le Tableau 3.8 présente ces valeurs et leur signification.

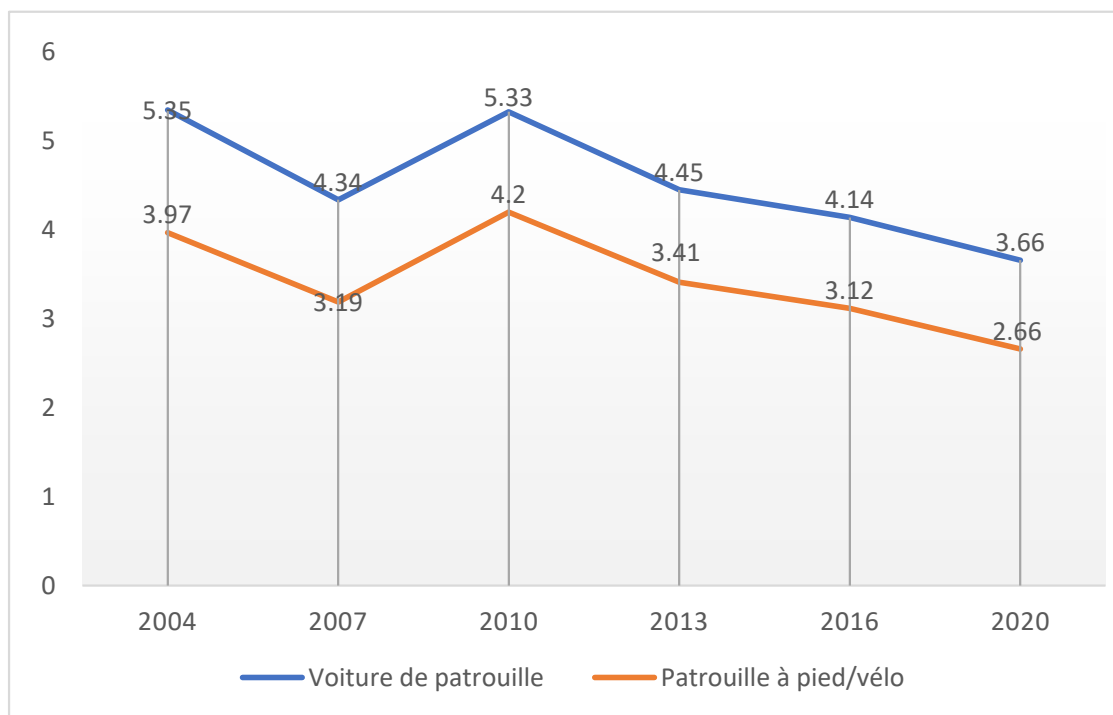
Tableau 3.8 : Indice de fréquence du passage d'une patrouille de police

Valeur	Fréquence observée du passage d'une patrouille dans le quartier
1	Moins d'une fois par mois
2	Une à deux fois par mois environ
3	Une fois par semaine environ
4	Deux fois par semaine environ
5	Trois fois par semaine environ
6	Quatre fois par semaine environ
7	Cinq fois par semaine environ
8	Six fois par semaine environ
9	Sept fois par semaine environ
10	Plus de sept fois par semaine environ

Dès 2013, la fréquence des patrouilles de la police cantonale - que ce soit en véhicule ou à pied - recule selon les résidents (Figure 3.10). Ce recul coïncide avec l'extension des taux de couverture des quartiers par la police cantonale. En

2010, la valeur de l'indice était de 5.33 pour les patrouilles mobiles. En 2020, elle est de 3.66. On observe le même recul pour les patrouilles pédestres ou à vélo. Dès 2013, l'intensité de la couverture recule. Elle passe d'une valeur de 4.2 en 2010 à 2.66 en 2020.

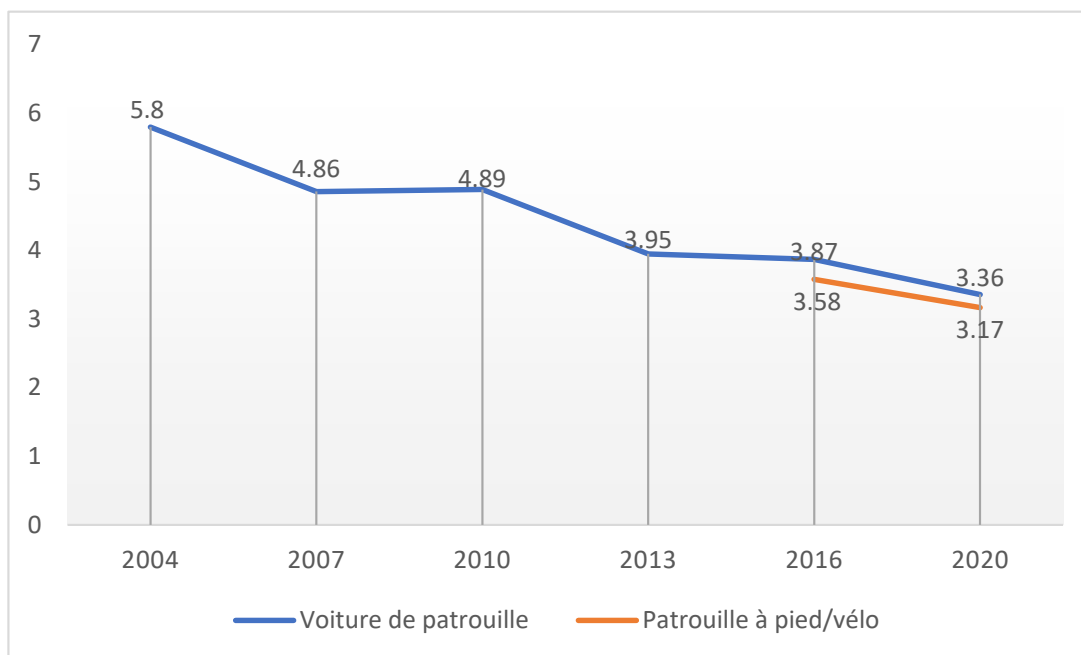
Figure 3.9 : Evolution de la visibilité des patrouilles mobiles et pédestres de la police cantonale dans le canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)



Source : Sondage

Ce recul graduel de la fréquence des patrouilles de la police cantonale à l'échelle des quartiers s'observe également à l'échelon de la police municipale (Figure 3.10). Aux yeux des résidents, la police municipale était visible dans leur quartier entre 4 et 5 fois par semaine (valeur de 5.8 sur l'indice) en 2004. En 2020, la police municipale n'est visible en véhicule de patrouille (3.36) ou à pied/ vélo (3.17) qu'un peu plus d'une fois par semaine en moyenne.

Figure 3.10 : Evolution de la visibilité des patrouilles mobiles et pédestres de la police municipale dans le canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)



Source : Sondage

Tableau 3.9 : Evolution de la visibilité des patrouilles mobiles et pédestres de la police cantonale et des polices municipales dans le canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)

	Police cantonale		Police municipale	
	En véhicule	À pied ou à vélo	En véhicule	À pied ou à vélo
	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne
2004	5.35	3.97	5.80	
2007	4.34	3.19	4.86	
2010	5.33	4.2	4.89	
2013	4.45	3.41	3.95	
2016	4.14	3.12	3.87	3.58
2020	3.66	2.66	3.36	3.17

Source : Sondage

Le recul graduel de la fréquence des patrouilles mobiles de la police cantonale est une réalité dans toutes les communes. Il est un peu plus marqué en Ville de Genève (-0.55 points par rapport à 2016) et dans la campagne genevoise (-0.43 points). Le recul est moins marqué dans les autres communes. La situation est quasi stable à Vernier.

Tableau 3.10 : La perception de la présence de la police cantonale sous forme de patrouilles mobiles dans les quartiers par commune (2004-2020)

	2004	2007	2010	2013	2016	2020	Evolution depuis 2016
Ville de Genève	5.96	4.85	5.81	5.01	4.70	4.15	-0.55
Vernier	-	-	4.25	3.50	3.39	3.35	-0.04
Meyrin	-	-	-	3.68	3.34	3.11	-0.23
Carouge	-	-	-	-	3.92	3.73	-0.19
Plan-les-Ouates	-	-	-	-	2.91	2.69	-0.22
Lancy	-	-	-	-	-	3.61	-
Campagne	3.77	3.21	3.35	2.64	2.49	2.06	-0.43

Source : Sondage

S'agissant des patrouilles pédestres ou à vélo de la police cantonale, leur taux de fréquence est plutôt stable depuis 2013 à l'exception de la Ville de Genève (Tableau 3.11). En Ville de Genève, ces patrouilles avaient une valeur de 3.67 en 2013 et de 3.41 en 2016. En 2020, la valeur sur l'indice chute à 2.98, soit un recul de 0.43 point par rapport à 2016. Nonobstant cette chute, c'est malgré tout encore en Ville de Genève que les résidents voient le plus souvent des patrouilles pédestres ou à vélo de la police cantonale. Ils en voient le moins à Plan-les-Ouates. La valeur de 2.03 en 2020 signifie que les résidents voient une patrouille de ce type une à deux fois par mois.

Tableau 3.11 : La perception de la présence de la police cantonale sous forme de patrouilles pédestres ou à vélo dans les quartiers par commune (2004-2020)

	2004	2007	2010	2013	2016	2020	Evolution depuis 2016
Ville de Genève	4.26	3.30	4.30	3.67	3.41	2.98	-0.43
Vernier	-	-	3.14	2.59	2.51	2.57	0.06
Meyrin	-	-	-	2.86	2.70	2.56	-0.14
Carouge	-	-	-	-	2.73	2.72	-0.01
Plan-les-Ouates	-	-	-	-	2.30	2.03	-0.27
Lancy						2.67	-

Source : Sondage

Si l'on se tourne vers les polices municipales, on observe que les fréquences du passage dans les quartiers des patrouilles mobiles municipales varient assez peu entre les communes (Tableau 3.12). La fréquence est plus élevée à Carouge (3.90), Meyrin (3.63), Lancy (3.60) et en Ville de Genève (3.49) ; elle est la moins élevée à Vernier (3.30) et Plan-les-Ouates (3.39).

Tableau 3.12 : La perception de la présence des polices municipales sous forme de patrouilles mobiles dans les quartiers par commune (2004-2020)

	2004	2007	2010	2013	2016	2020
Ville de Genève	6.26	5.18	5.19	4.18	4.05	3.49
Vernier	-	-	4.29	3.37	3.44	3.30
Meyrin	-	-	-	4.02	4.15	3.63
Carouge	-	-	-	-	4.27	3.90
Plan-les-Ouates	-	-	-	-	3.80	3.39
Lancy						3.60

Source : Sondage

La fréquence des patrouilles pédestres de la police municipale est la plus élevée à Meyrin (3.76), Carouge (3.54) et en Ville de Genève (3.36). Elle est la moins élevée à Vernier (2.91), Lancy (3.06) et Plan-les-Ouates (3.14). Dans toutes les communes, elle est en léger recul par rapport à 2016.

Tableau 3.13 : La perception de la présence des polices municipales sous forme de patrouilles pédestres ou à vélo dans les quartiers par commune et zone (2016-2020)

	2016	2020
Ville de Genève	3.72	3.36
Vernier	3.14	2.91
Meyrin	3.95	3.76
Carouge	3.78	3.54
Plan-les-Ouates	3.56	3.14
Lancy	-	3.06

Source : Sondage

Les contacts avec la police

Des contacts moins fréquents

La fréquence d'un contact individuel sur cinq ans avec la police cantonale fléchit depuis 2013. Le taux de contact perd pratiquement 10 points en l'espace de 10 ans, passant de 57.6% en 2010 à 47.9% en 2020 à l'échelon cantonal.

Pour les polices municipales, le taux est plutôt stable depuis 2013, date où les DLS le mesurent pour la première fois. Il se situait à 36% en 2013 ; en 2020, il est de 33.4%.

Tableau 3.14 : Evolution du taux de contact des résidents avec la police cantonale et la police municipale dans le canton de Genève (2004-2020, pondéré)

	2004	2007	2010	2013	2016	2020
	%	%	%	%	%	%
Contact avec la police cantonale	45.2	53.6	57.6	55.6	52.3	47.9
Contact avec la police municipale	-	-	-	36.0	33.0	33.4
Total police cantonale	1'198	1'188	1'390	2'168	4'619	4'252
Total police municipale				1'843	2'414	3'736

Source : Sondage

Les taux de contacts avec la police cantonale sont plus élevés dans la campagne genevoise (57.5%) qu'ailleurs dans le canton. Pour les autres communes, ils varient dans une fourchette oscillant entre 50.9% à Plan-les-Ouates et 46.4% à Vernier. Plan-les-Ouates (43.2%) et Meyrin (42.9%) enregistrent les taux de contacts avec la police municipale les plus élevés du canton. Vernier (32.2%) et la Ville de Genève (32.4%) ont les taux les plus bas. Carouge et Lancy, avec respectivement 36.5% et 36.3%, se situent entre les deux.

Tableau 3.15 : Fréquence du contact avec la police cantonale et la police municipale dans les communes et zones du canton (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%		%
Police cantonale	47.0	46.4	49.8	47.1	50.9	47.2	57.5
Police municipale	32.4	32.2	42.9	36.5	43.2	36.3	-

Source : Sondage

Les délits rapportés à la police

En moyenne, 45.6% des victimes de cambriolage, d'agression, de brigandage, de vol à la tire, de harcèlement de rue et d'escroquerie ou vols de données sur internet ont dénoncé l'affaire à la police.

Les résidents qui ne dénoncent pas une affaire avancent avant tout deux raisons pour l'expliquer : soit, ils ont résolu le problème eux-mêmes (31.7%), soit le cas était jugé bénin et n'a pas engendré de perte (30.4%).

Si l'on ne considère que les cas d'escroquerie et de vols de données sur internet qui se sont déroulés ces derniers 12 mois, les deux raisons principales invoquées pour ne pas avoir dénoncé l'affaire sont la résolution de l'affaire par la victime (35.4%) et le caractère bénin de l'affaire (35.1%).

Si l'on exclut la criminalité sur internet, les raisons principales de l'absence de dénonciation sont le caractère bénin de l'affaire (31.4%) et le fait que la victime considérait le cas inapproprié pour la police (24.3%).

Tableau 3.16 : Les raisons invoquées pour ne pas avoir dénoncé l'affaire à la police (canton, pondéré, 2020)

	2020 Toutes les affaires	2020 Toutes les affaires sans escroquerie ou vol données internet	2020 Uniquement les affaires d'escroquerie ou vol de données sur internet
Problème résolu par vous	31.7	18.9	35.4
Cas pas assez sérieux/aucune perte/plaisanterie d'enfants	30.4	31.4	35.1
Cas inapproprié pour la police/police pas nécessaire	24.7	24.3	22.9
La police ne pouvait rien faire/manque de preuve	14.7	20.9	8.1
La police n'aurait rien fait	13.6	15.7	9.1
N'a pas osé (par peur de représailles)	2.0	4.1	0.5
Peur/n'aime pas la police/ne veut pas avoir affaire à la police	0.0	0.0	0.0
Autres raisons	9.3	6.2	13.1
N	1'248	461	352

Source : Sondage

En 2020, 80.6% des personnes ayant rapporté un délit se sont déclarés satisfaites du traitement de l'affaire par la police. Ce chiffre est proche du taux de satisfaction de 2016 (79.6%).

Le motif principal d'insatisfaction est l'impression que la police ne s'est pas intéressée à l'affaire. 54.8% des victimes se déclarant insatisfaites mentionnaient cette raison en 2016. En 2020, elles sont 50.7%, à le faire.

La deuxième raison la plus fréquemment invoquée par les victimes insatisfaites est que les auteurs n'ont pas été retrouvés par la police. 27.5% des victimes insatisfaites avancent cette raison en 2020 contre 32.9% en 2016.

Des raisons d'ordre déontologique sont plus rarement invoquées comme motif d'insatisfaction. 13% des victimes insatisfaites mentionnent qu'elles n'ont pas été traitées convenablement par la police et 7.7% considèrent que la police avait des préjugés sur elles.

Notons qu'en 2020, les délais dans l'intervention (« La police a mis du temps à intervenir ») sont nettement moins souvent invoqués comme motif d'insatisfaction qu'en 2016. En 2016, ce motif était avancé par 24.9% des victimes ayant rapporté un cas. En 2020, seuls 15% avancent cette raison.

Tableau 3.17 : Les motifs de l'insatisfaction envers la police pour le traitement de l'affaire (canton, pondéré, 2016-2020)

	2016	2020
	%	%
La police ne s'est pas intéressée à l'affaire	54.8	50.7
La police n'a pas retrouvé les auteurs	32.9	27.5
La police n'en a pas fait assez	26.9	26.1
La police ne m'a pas tenu suffisamment au courant	27.3	20.3
La police a mis du temps à intervenir	24.9	15.0
La police ne m'a pas traité convenablement	12.6	13.0
La police m'a donné l'impression d'avoir des préjugés sur moi	8.5	7.7
Autre	14.2	16.9
N	268	207

Source : Sondage

Le contact

Le taux d'insatisfaction à l'occasion d'un contact avec la police cantonale diminue progressivement depuis quelques années. En 2020, seuls 13.1% des personnes interrogées se déclarent insatisfaites du contact qu'elles ont eu avec la police cantonale. Le taux d'insatisfaction est sensiblement plus élevé à Plan-les-Ouates (18.6%) et dans la campagne genevoise (16.3%) qu'ailleurs dans le canton. Il est le moins élevé à Carouge (9.8%) et en Ville de Genève (12.7%). Ce taux avoisine les 15% à Meyrin, Vernier et Lancy.

Tableau 3.18 : Evolution du degré de satisfaction à l'occasion d'un contact avec la police cantonale dans le canton de Genève (2007-2020) (canton, pondéré)

	2007	2010	2013	2016	2020
	%	%	%	%	%
Insatisfait	19.2	21.6	19.1	17.9	13.1
Ni satisfait ni insatisfait	8.3	8.8	17.9	15.8	15.2
Satisfait	72.6	69.6	63.0	66.3	71.7
N	637	799	1'245	2'437	2'012
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 3.19 : Taux de satisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police cantonale dans les communes du canton (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%	%	%
Insatisfait	12.7	15.0	14.8	9.8	18.6	14.9	16.3
Ni satisfait ni insatisfait	14.5	18.2	16.0	18.3	13.5	15.8	14.4
Satisfait	72.8	66.8	69.2	71.9	67.8	69.3	69.2
N	276	280	325	306	370	316	208
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les taux d'insatisfaction à l'occasion d'un contact avec une police municipale sont légèrement supérieurs à ceux de la police cantonale. En 2020, 19.1% des résidents se sont déclarés insatisfaits du dernier contact avec la police municipale. L'insatisfaction est un peu plus élevée à Vernier (22.7%) et à Carouge (20.8%) qu'ailleurs. Lancy (17.1%), Plan-les-Ouates (17.1%) et Meyrin (17.2%) ont les taux d'insatisfaction les plus bas du canton.

Tableau 3.20: Taux de satisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police municipale ces 5 dernières années (2013-2020) (pondéré)

	2013	2016	2020
	%	%	%
Insatisfaits	17.5	19.8	19.1
Ni satisfaits ni insatisfaits	22.9	17.0	19.4
Satisfaits	59.6	63.2	61.6
N	633	3'550	1'223
Total	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 3.21 : Taux de satisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police municipale dans les communes (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy
	%	%	%	%	%	%
Insatisfait	18.9	22.7	17.2	20.8	17.1	17.1
Ni satisfait ni insatisfait	20.0	19.5	19.8	19.0	18.4	21.8
Satisfait	61.1	57.8	63.1	60.2	64.5	61.1
N	180	185	268	226	310	234
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Depuis 2007, l'insatisfaction pour des raisons liées à l'attitude des policiers cantonaux diminuait progressivement. En 2020, cette proportion augmente à nouveau et se situe à 37.%.

Tableau 3.22 : Evolution des raisons de l'insatisfaction des résidents entrés en contact avec la police cantonale dans les 5 dernières années dans le canton de Genève (2007-2020) (canton, pondéré)

	2007	2010	2013	2016	2020
	%	%	%	%	%
Attitude	41.7	35.7	28.3	25.7	37.1
Performance	58.3	64.3	71.7	74.3	62.9
N	101	151	191	431	233
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les motifs d'insatisfaction avec la police cantonale varient peu d'une commune à l'autre. Le nombre de cas étant très faible, le tableau comparant les taux dans les communes n'est présenté qu'à titre indicatif. En Ville de Genève, l'insatisfaction est plus souvent (47.2%) liée à un problème d'attitude que dans les autres communes.

Tableau 3.23 : Les motifs avancés par les résidents insatisfaits d'un contact avec la police cantonale par commune et zone (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%	%	%
Attitude	47.2	37.3	40.5	35.2	30.8	36.5	34.5
Performance	52.8	38.5	37.3	39.3	40.9	38.8	39.6
N	53	67	79	54	107	74	58
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Lorsqu'elle se manifeste, l'insatisfaction avec la police municipale est plus liée aux questions de performance (60.8%) que d'attitude (39.2%).

Tableau 3.24 : Evolution des raisons de l'insatisfaction des résidents entrés en contact avec la police municipale dans les 5 dernières années dans le canton de Genève (2007-2020) (canton, pondéré)

	2016	2020
	%	%
Attitude	33.3	39.2
Performance	66.7	60.8
N	405	268
Total	100%	100%

Source : Sondage

Les chiffres présentés dans le tableau suivant indiquent que la performance est le principal motif d'insatisfaction lors d'un contact avec la police municipale partout sauf à Lancy. Des questions d'attitude sont plus souvent mentionnées à Lancy (53.7%), Vernier (42.3%) et Meyrin (39.7%). C'est moins souvent le cas pour Plan-les-Ouates (32.4%), Carouge (33.8%) et en Ville de Genève (35.9%). Le nombre de cas sur lesquels portent ces analyses sont faibles et celles-ci ne doivent être considérées qu'à titre indicatif.

Tableau 3.25 : Motifs de l'insatisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police municipale dans les communes de la Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge et Plan-les-Ouates (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy
	%	%	%	%	%	%
Attitude	35.9	42.3	39.7	33.8	32.4	53.7
Performance	64.1	57.7	60.3	66.2	67.6	46.3
N	39	52	58	65	71	41
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

4. Le regard des résidents

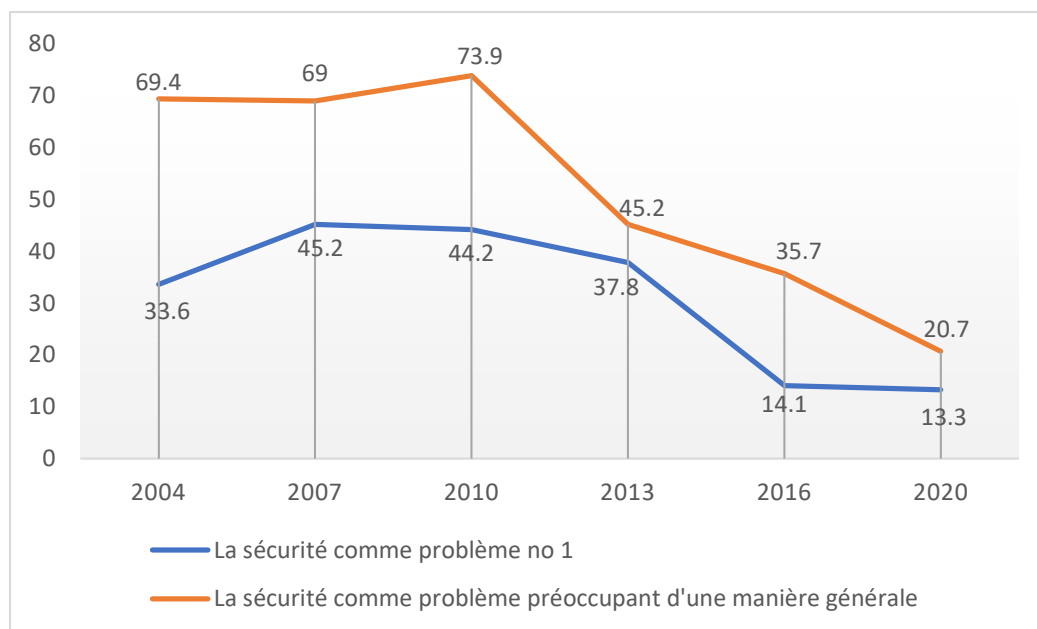
Ce regard porte sur la sécurité et l'image de la police.

La position de la sécurité dans les préoccupations des résidents

La problématique de la sécurité accuse un recul marqué dans l'ordre des préoccupations des résidents du canton depuis quelques années (cf. Figure 4.1). Le Diagnostic local de sécurité dispose de deux indicateurs pour mesurer ce positionnement. Tout d'abord, les résidents sont interrogés sur le problème principal à Genève. Ils ont au choix une liste fermée d'options de réponses. En 2020, 13.3% des résidents du canton affirment que la sécurité est le principal problème à Genève. En 2007, ils étaient 45.2% à le faire. La sécurité publique qui, en 2013, figurait encore en tête des préoccupations des résidents du canton, reculait déjà au 3^{ème} rang des préoccupations principales de résidents en 2016 (cf. Tableau 4.1). En 2020, elle perd encore une place pour figurer désormais au 4^{ème} rang des préoccupations des résidents derrière le logement (32.8%), l'économie et le chômage (17.1%) et la circulation routière (13.7%).

Ensuite, à travers une seconde question, les répondants sont invités à dire s'ils sont d'accord avec l'avis de « certaines personnes à Genève qui pensent que la sécurité et la criminalité sont les problèmes les plus préoccupants à Genève ». En 2020, 20.7% partagent cet avis. En 2010, ils étaient 73.9% à le faire.

Figure 4.1 : Position de la sécurité dans la perception des problèmes jugés préoccupants par les résidents dans le canton de Genève (2004-2020, canton, pondéré)



Source : Sondage

Tableau 4.1 : Classement des problèmes en fonction du degré de préoccupation pour les résidents (premier problème) (2013, 2016, 2020, canton, pondéré)

	2013	2016	2020
	%	%	%
Logement	28.8	30.4	32.8
Economie et chômage	12.1	26.2	17.1
Circulation routière	9.5	12.3	13.7
Sécurité	37.8	14.1	13.3
Ecologie	1.3	3.0	9.0
Intégration	7.7	7.6	5.1
Aucun problème	1.6	1.8	3.1
Transports publics	1.2	1.6	0.8
Augmentation de la population	-	2.9	5.0
N	2'239	4'663	4'300
Total	100%	100%	100%

Source : Sondage

La sécurité préoccupe donc de moins en moins les résidents et ce constat vaut pour toutes les communes étudiées dans le canton. Par rapport à 2010, la problématique recule de 37 points à Vernier et de 30.9 points en Ville de Genève. Le recul est également important dans la campagne genevoise où elle perd 29.1 points. Dans la campagne genevoise (15.5%), Lancy (14.1%) et Vernier (13.8%), le thème de la sécurité est une préoccupation légèrement supérieure à la moyenne cantonale de 13.3%.

Tableau 4.2 : La sécurité dans l'ordre des préoccupations prioritaires des résidents par commune ou zone du canton (2010-2020)

	2010	2013	2016	2020	Changement par rapport à 2010	Changement par rapport à 2016
Ville de Genève	43.5	38.2	14.3	12.6	-30.9	-1.7
Vernier	50.8	39.0	17.1	13.8	-37.0	-3.3
Meyrin		35.6	14.1	11.7		-2.4
Carouge			10.4	11.0		0.6
Plan-les-Ouates			13.8	11.1		-2.7
Lancy				14.1		
Campagne	44.6	36.9	14.7	15.5	-29.1	0.8

Source : Sondage

On peut dresser le profil des résidents qui ont tendance à considérer que la sécurité publique est un problème préoccupant à Genève. Ce sont avant tout les résidents les plus insécurisés, les victimes d'agressions physiques ou sexuelles et de vols à la tire à Genève ainsi que les résidents qui se positionnent le plus à droite de l'échiquier politique, qui pensent que les étrangers sont un facteur d'insécurité et qui résident dans la campagne genevoise.

Tableau 4.3 : Profil des résidents qui placent la sécurité en tête des problèmes de Genève (2020)

	La sécurité est le problème numéro 1 de Genève
	%
Insécurisés	26.6
Sécurisés	6.0
A été victime d'une agression physique ou sexuelle ces derniers 5 ans à Genève	22.5
N'a pas été victime d'une agression sexuelle ces derniers 5 ans à Genève	12.5
A été victime d'un vol à la tire ces derniers 5 ans à Genève	22.3
N'a pas été victime d'un vol à la tire ces derniers 5 ans à Genève	11.1
Les étrangers sont un facteur d'insécurité	18.9
Les étrangers ne sont pas un facteur d'insécurité	9.9
Vote à gauche	6.5
Vote au centre	14.1
Vote à droite	17.6
Vote écologie	13.0
Réside en Ville de Genève	12.6
Réside à Vernier	13.8
Réside à Meyrin	11.7
Réside à Carouge	11.0
Réside à Plan-les-Ouates	11.1
Réside à Lancy	14.1
Réside dans la campagne genevoise	15.5
Moyenne cantonale	13.3

Source : Sondage

L'évaluation du niveau de sécurité à Genève

Les résidents notent toujours mieux la sécurité à Genève. Sur une échelle de 1 à 10, où 10 est la meilleure note possible, la sécurité du canton obtenait la note de 6 en 2010. 10 ans plus tard, en 2020, la sécurité a gagné pratiquement un point et obtient désormais la note de 6.8. Les avis varient peu d'une commune à l'autre. Les résidents de la Ville de Genève (6.9) notent un peu mieux la sécurité cantonale que les autres. Ceux de Vernier et de Lancy lui attribuent une note un peu plus basse – 6.6 – que les autres.

Tableau 4.4 : Evolution de la notation de la sécurité dans le canton selon les communes et zones du canton sur une échelle de 1 à 10 (2010-2020)

	Moyenne 2010	Moyenne 2013	Moyenne 2016	Moyenne 2020
Canton en général (pondéré)	6.0	5.8	6.7	6.8
Ville de Genève	6.1	5.8	6.8	6.9
Vernier	5.8	5.8	6.5	6.6
Meyrin	-	5.8	6.5	6.7
Carouge	-	-	6.6	6.8
Plan-les-Ouates	-	-	6.5	6.7
Lancy	-	-	-	6.6
Campagne	6.1	5.8	6.4	6.7
N	1'343	2'240	4'703	4'325

Source : Sondage

Questionnés sur le niveau de sécurité dans *leur commune*, les résidents notent systématiquement mieux les communes que le canton. En 2020, la campagne genevoise obtient la note de 8.2. Elle est suivie de Plan-les-Ouates qui obtient 7.8, Meyrin et Carouge viennent ensuite avec 7.5, Lancy obtient 7.4, Vernier et la Ville de Genève ferment la marche avec la note de 7. Toutes les communes font mieux qu'en 2016. La campagne et Plan-les-Ouates progressent le plus par rapport à 2016 et gagnent 0.3 points. Meyrin et Vernier suivent en gagnant 0.2 points. La Ville de Genève et Carouge gagnent toutes deux 0.1 points.

Tableau 4.5 : Le niveau de sécurité dans les communes (2016, 2020)

	2016	2020
	Moyenne	Moyenne
Ville de Genève	6.9	7.0
Vernier	6.8	7.0
Meyrin	7.3	7.5
Carouge	7.4	7.5
Plan-les-Ouates	7.5	7.8
Lancy	-	7.4
Campagne	7.9	8.2

Source : Sondage

L'opinion sur l'évolution de la sécurité

Comme on avait pu l'observer lors des éditions précédentes du Diagnostic local de sécurité, les résidents de Genève sont plutôt pessimistes sur l'évolution de la sécurité dans le canton, et cela malgré le recul de la criminalité et l'amélioration du sentiment d'insécurité. Ils sont toujours une majorité à penser que la sécurité se dégrade. En 2020, 53.1% des résidents estiment que la sécurité se détériore à Genève. Seuls 18.1% pense que la sécurité s'améliore et 28.7% estiment qu'elle est stable. Ces chiffres sont bien meilleurs qu'en 2013 où le taux moyen de résidents estimant que la sécurité se dégradait dans le canton était de 70.1%.

Tableau 4.6 : Opinion sur l'évolution de la sécurité ces dernières années à Genève (2010-2020, pondéré)

	2010	2013	2016	2020
	%	%	%	%
Amélioré	10.7	14.4	22.3	18.1
Pas de changement	19.2	15.5	24.9	28.7
Dégradé	70.1	70.1	52.9	53.1
N	1'317	2'036	4'195	3'762
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le pessimisme ambiant sur l'évolution de la sécurité publique n'est pas aussi marqué lorsqu'il s'agit d'estimer l'évolution dans la commune de résidence des répondants. A l'échelon communal, pratiquement un résident sur deux – 45.9% – pense que la sécurité est stable. 14.8% pensent qu'elle s'améliore et 39.3% qu'elle se péjore. Ces chiffres sont

assez proches de ceux que l'on avait observés en 2016 et nettement meilleurs qu'en 2013 où une majorité (54.6%) était d'avis que la sécurité se péjorait dans la commune.

Tableau 4.7 : Opinion sur l'évolution de la sécurité ces dernières années dans la commune de résidence des répondants (2013-2020) (canton, pondéré)

	2013	2016	2020
	%	%	%
Amélioré	13.3	19.4	14.8
Pas de changement	32.1	41.2	45.9
Dégradé	54.6	39.4	39.3
N	2'004	4'153	3'789
	100%	100%	100%

Source : Sondage

Vernier enregistre le taux le plus élevé de résidents qui estiment que la sécurité s'est améliorée depuis quelques années dans la commune. 21.6% pensent ainsi à Vernier. Les résidents de Meyrin leur emboîtent le pas (18.5%) ; ils sont suivis des résidents de Lancy (16.9%). Seuls 7.8% partagent cet avis dans la campagne genevoise.

C'est en Ville de Genève que les avis sont les plus négatifs. 43.2% pensent que la sécurité se dégrade dans la commune. C'est dans la campagne genevoise (31%), à Plan-les-Ouates (32.5%) et à Meyrin et à Carouge (32.9%) que ce camp des pessimistes est le plus restreint.

Pour ne prendre qu'un exemple, en 2013, 72.8% des résidents estimaient que la sécurité se dégradait à Meyrin. L'avis qui prédomine désormais dans les communes genevoises est que la sécurité s'est stabilisée.

Tableau 4.8 : Opinion sur l'évolution de la sécurité dans les communes du canton en 2020

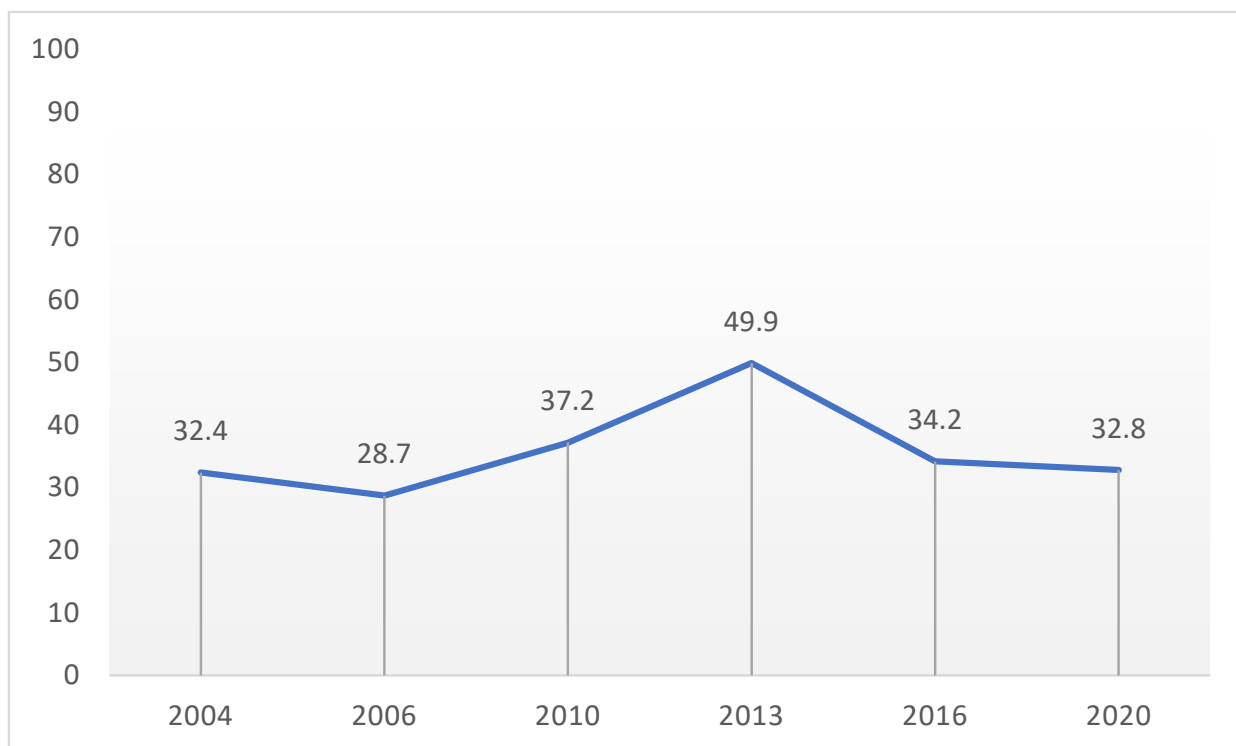
	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%	%	%
Amélioré	14.7	21.6	18.5	14.5	13.0	16.9	7.8
Pas de changement	42.1	41.4	48.7	52.7	54.5	48.0	61.1
Dégradé	43.2	37.0	32.9	32.9	32.5	35.1	31.0
N	523	546	563	566	653	598	332
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le sentiment d'insécurité

Avec un taux d'insécurisés de 32.8% en 2020, le sentiment d'insécurité retrouve pratiquement le niveau qui était le sien en 2004. Le sentiment d'insécurité avait bondi en 2013 pour approcher les 50% d'insécurisés cette année-là. En 2016, il retombait à 34.2% et il s'établit désormais à 32.8%.

Figure 4.2 : Evolution du sentiment d'insécurité (% d'insécurisés) dans le canton de Genève de 2004 à 2020 (canton, pondéré)



Source : Sondage

Tableau 4.9 : L'évolution du sentiment d'insécurité dans le canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)

	2004	2007	2010	2013	2016	2020
	%	%	%	%	%	%
Sécurisés	67.6	71.3	62.8	50.1	65.8	67.2
Insécurisés	32.4	28.7	37.2	49.9	34.2	32.8
N	1'115	1'202	1'283	2'098	4'432	4'110
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

L'amélioration du sentiment d'insécurité s'accompagne d'une diminution du nombre de zones ou de personnes que les résidents disent éviter dans le canton. En 2013, 62.6% des résidents déclaraient éviter des endroits ou des personnes à Genève. En 2020, ce taux retombe à 50.7%.

Tableau 4.10 : L'évolution du sentiment d'insécurité dans le canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)

	2004	2007	2010	2013	2016	2020
	%	%	%	%	%	%
J'évite des endroits à Genève	43.1	42.0	51.5	62.6	53.8	50.7
Je n'évite aucun endroit à Genève	56.9	58.0	48.5	37.4	46.2	49.3
N	994	1'098	1'300	2'080	4'407	4'074
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le sentiment d'insécurité est le plus élevé à Vernier (37%). La ville de Genève (34.9%) et Lancy (34.4%) enregistrent également des taux d'insécurisés plus élevés que la moyenne cantonale de 32.8%. Les taux d'insécurisés passent sous la barre de la moyenne cantonale à Meyrin (28.6%), Carouge (25.7%) et Plan-les-Ouates (25.2%). La campagne genevoise enregistre le taux le plus bas du canton (19.7%).

Tableau 4.11 : Le sentiment d'insécurité dans les communes et zones genevoises en 2020

	Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%		%
Sécurisé	65.1	63.0	71.4	74.3	74.8	65.6	80.3
Insécurisé	34.9	37.0	28.6	25.7	25.2	34.4	19.7
N	581	549	590	630	671	640	355
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les femmes adoptent davantage des comportements de précaution et évitent en conséquence des lieux ou des personnes le soir après 22h. Globalement, dans le canton, 57.5% des femmes le font contre 34% des hommes. C'est en Ville de Genève que l'on évite ainsi le plus souvent des rues, des zones ou des personnes dans son quartier après 22 heures. En moyenne, 57.4% des résidents (65.5% pour les femmes) de la Ville de Genève adoptent ce type de comportement de prudence. A Lancy, 48% des résidents (53.9% pour les femmes) le font également. A Carouge, 47.8% des résidents (55.4% pour

les femmes) adoptent ce type de comportement. A Vernier, ce pourcentage est de 47.7% pour les résidents en général et de 48.9% pour les femmes. A Plan-les-Ouates, 45.9% des résidents (51.7% pour les femmes) le font. C'est plus rarement le cas à Meyrin où 38.3% des résidents adoptent ce type de comportement. A Meyrin, notons que seuls 19.6% des hommes le font contre 45.7% des femmes. Dans la campagne genevoise, 32.9% des résidents (39.1% des femmes) le font.

Tableau 4.12 : Taux comparés de résidents qui évitent des endroits ou des personnes dans leur quartier le soir après 22h (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%	%	%
Evite des endroits	57.4	47.7	38.3	47.8	45.9	48.0	32.9
N	578	551	579	623	675	641	350
Evite des endroits (homme)	45.3	33.5	19.6	31.8	27.7	32.2	21.7
Evite des endroits (femme)	65.5	48.9	45.7	55.4	51.7	53.9	39.1

Source : Sondage

Le profil des insécurisés

Le Diagnostic local de sécurité permet d'en savoir un peu plus sur les ressorts du sentiment d'insécurité à Genève. Quatre types de facteurs entrent en jeu dans l'explication du sentiment d'insécurité mesuré à travers une question sur les craintes ressenties lorsque l'on se promène seul dans les rues de son quartier après 22 heures (cf. Tableau 4.13).

Des *facteurs démographiques* rendent certaines catégories de la population plus vulnérables aux agressions dans la rue qui, partant, sont plus insécurisées que les autres. Plus vulnérables aux agressions, 39.7% des femmes se déclarent insécurisées lorsqu'elles sont seules dans les rues de leur quartier après 22 heures. Si l'on combine le genre avec l'âge, il s'avère que 56.4% des femmes de plus de 65 ans se déclarent insécurisées dans les mêmes conditions.

Dans l'ordre d'importance, le deuxième facteur expliquant le mieux le sentiment d'insécurité à Genève relève de *l'opinion*. L'opinion du répondant sur le fait que les étrangers sont un facteur ou non d'insécurité a un impact important sur le sentiment d'insécurité. 42.6% des résidents qui estiment que les étrangers sont un facteur d'insécurité à Genève se déclarent insécurisés dans les rues de leur quartier après 22 heures. Les résidents qui se situent à droite de l'échiquier politique sont également plus insécurisés que ceux qui se situent plutôt à gauche de celui-ci.

Le troisième groupe de facteurs faisant levier sur le sentiment d'insécurité est *l'expérience d'une victimisation*. L'expérience d'un brigandage à Genève entraîne une hausse du sentiment d'insécurité. 43.3% de celles et ceux qui ont été victimes d'un acte de

brigandage à Genève déclarent ne pas se sentir en sécurité le soir après 22 heures dans les rues de leur quartier.

Finalement, des *caractéristiques du quartier* jouent également un rôle. La présence de groupes de jeunes irrespectueux qui s'approprient des espaces communs dans le quartier insécurise. Dans les quartiers où ce problème existe, 34.7% des résidents se déclarent insécurisés le soir dans les rues de leur quartier. La faiblesse des liens de solidarité dans le quartier entraîne une hausse du sentiment d'insécurité. 40.3% des résidents qui jugent faibles ces liens de solidarité entre voisins sont insécurisés contre 21.9% lorsqu'ils jugent au contraire ces liens forts. 44.7% des résidents du Croissant urbain de Vernier, à savoir des quartiers du Lignon, des Avanchets, de Balexert et de Châtelaine, sont insécurisés le soir dans les rues de leur quartier.

Tableau 4.13 : Le profil des insécurisés dans le canton de Genève (canton, 2020)

		% d'insécurisés
Facteurs démographiques (vulnérabilité)		
Facteur no 1 : La vulnérabilité des femmes aux agressions	Hommes	19.4
	Femmes	39.7
	15-34 ans	22.8
	35-49 ans	26.9
	50-64 ans	20.0
	65 ans et plus	44.8
	Femmes de plus de 65 ans	56.4
Facteurs d'opinion		
Facteur no 2 : L'opinion sur les étrangers comme facteur d'insécurité	Les étrangers sont un facteur d'insécurité	42.6
	Les étrangers ne sont pas un facteur d'insécurité	20.9
	Je vote à gauche	19.9
	Je vote au centre	24.6
	Je vote à droite	33.2
	Je vote écologie	24.5
Expérience de victimisation dans le canton ces derniers 5 ans		
	Victime de harcèlement de rue	40.9
	Non victime de harcèlement de rue	25.9
	Victime de vol à la tire	42.9
	Non victime de vol à la tire	26.9
Facteur no 3 : Avoir subi un brigandage ces derniers 5 ans à Genève	Victime de brigandage	43.3
	Non victime de brigandage	28.6
Caractéristiques du quartier		
	Les liens de solidarité dans le quartier sont forts	21.9
	Les liens de solidarité sont dans la moyenne	27.4
	Les liens de solidarité sont faibles	40.3
Facteur no 4 : Les groupes de jeunes irrespectueux qui s'approprient des espaces communs	Des groupes de jeunes irrespectueux s'approprient des espaces communs dans le quartier	34.7
	Absence de groupes de jeunes irrespectueux qui s'approprient des espaces communs dans le quartier	19.8
	Réside dans le Croissant urbain de Vernier (Lignon, Avanchet, Balexert, Châtelaine)	44.7

Source : Sondage

La territorialisation de l'insécurité

De l'avis des résidents, les trois types de lieux les plus insécurisants à Genève sont les gares (ou les environs des gares) (32.6%), les parcs publics (28.3%) et « certaines rues » (23.6%).

D'autres types de lieu sont aussi évoqués, mais moins fréquemment. 17.1% mentionnent les forêts, 15% les bords du lac et les quais et 13% les transports publics.

A quelques exceptions près, tous ces lieux sont moins souvent pointés du doigt en 2020 qu'en 2013 et 2016. Par rapport à 2016, le recul est de 8.9% pour les gares, de 9.1% pour les quais et de 7.8% pour les parcs publics.

Les bars, pubs et discothèques sont le principal type d'endroit que les résidents évoquent plus souvent en 2020 qu'auparavant. En 2013, seuls 6.1% des résidents considéraient ces endroits comme moins sûrs. En 2020, ils sont 8.6% à les mentionner. Cela peut s'expliquer par plusieurs rixes devant des bars ou pubs du canton qui ont défrayé la chronique ces dernières années. La forêt et la campagne sont également perçues comme plus insécurisantes qu'en 2016, dans une moindre mesure comparativement aux bars, pubs et discothèques.

Tableau 4.14 : Evolution des types de lieux insécurisants selon les résidents du canton de Genève (2013-2020) (plusieurs réponses possibles, pondéré)

	2013	2016	2020	Evolution en % par rapport à 2016
	%	%	%	%
Gares	47.8	35.8	32.6	-8.9
Parcs publics	36.0	30.7	28.3	-7.8
Dans la rue	30.9	23.9	23.6	-1.3
Forêt	17.5	16.3	17.1	4.9
Quais, bord du lac	21.6	16.5	15.0	-9.1
Transports publics dans véhicules	13.6	13.4	13.0	-3.0
Bars, pubs, disco	6.1	7.6	8.6	13.2
En campagne		4.7	4.8	2.1
Magasins	2.4	1.4	1.2	-14.3
Parkings	1.0	1.2	0.6	-50.0
Autre	7.9	7.9	4.5	-43.0
N	2'240	4'851	4'453	

Source : Sondage

Les gares sont fréquemment pointées du doigt par les résidents de la campagne (41.4%), de Plan-les-Ouates (37.3%), de Meyrin (36.6%), et de Lancy (35.5%).

A Lancy (16.3%) et à Meyrin (15.9%), l'insécurité dans les rames de tram ou les bus préoccupe plus les résidents qu'ailleurs dans le canton.

« Certaines rues » sont plus souvent mentionnées qu'ailleurs comme étant insécurisantes à Carouge (31.7%) et dans la Ville de Genève (26.1%).

Les résidents de la Ville de Genève citent plus fréquemment que les autres les parcs publics comme étant des lieux problématiques (29.8%).

Tableau 4.15 : Les lieux considérés comme insécurisants par les résidents par commune du canton de Genève (2016) (réponses multiples)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%	%	%
Gares	29.9	31.1	36.6	29.4	37.3	35.5	41.4
Parcs publics	29.8	24.8	22.2	26.3	25.7	26.7	26.1
Dans la rue	26.1	22.7	20.3	31.7	21.7	24.3	21.8
Quais, bord du lac	14.6	16.4	11.2	14.5	12.2	15.7	17.7
Forêt	14.4	22.1	20.7	18.6	15.4	20.7	16.7
Transports publics dans véhicules	11.3	14.7	15.9	14.2	13.6	16.3	12.6
Bars, pubs, disco	7.4	10.2	8.2	7.5	8.5	9.2	9.4
Magasins	1.3	2.2	1.9	0.7	0.8	1.1	0.8
En campagne	3.7	6.6	6.5	6.4	6.6	6.1	5.4
Parkings	0.6	0	0.7	0.6	1.0	0.9	1.9
Autre	3.9	4.9	4.6	5.9	5.0	5.2	6.2

Source : Sondage

Le tableau suivant (Tableau 4.16) doit être interprété avec prudence car le suréchantillonnage dans les communes étudiées par ce DLS – Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge, Plan-les-Ouates et Lancy – introduit un biais important dans le classement des communes en les surreprésentant. On peut en effet s'attendre à ce que les répondants mentionnent souvent des lieux proches de chez eux comme étant moins sûrs. *A fortiori*, pour les communes où aucun échantillonnage n'a été réalisé, comme à Onex, Thônex et Chêne-Bourg, on peut présupposer que ces communes seront moins souvent mentionnées dans le sondage comme abritant des lieux jugés moins sûrs. Malgré ces défauts, nous présentons ces chiffres, car ils indiquent des tendances qui peuvent être utiles pour les communes concernées.

On observe une tendance à la baisse généralisée de lieux jugés peu sûrs dans l'ensemble des communes par rapport à 2013. La Ville de Genève enregistre une baisse de -27.3% depuis 2013, Meyrin de -10% et Vernier de -7%. Chêne-Bourg est mentionnée plus souvent (+3.8%) qu'en 2013. Thônex accuse une augmentation marquée par rapport à 2016.

Tableau 4.16 : La fréquence de lieux que les résidents des communes concernées jugent peu sûrs (2013-2020) (pondéré)

	2013	2016	2020	Evolution en % par rapport à 2013
	%	%	%	
Ville de Genève	72.2	53.1	52.5	-27.3
Vernier	8.6	8.1	8.0	-7.0
Meyrin	8.0	7.0	7.2	-10.0
Onex	6.2	4.7	5.8	-6.5
Lancy	-	-	5.3	-
Carouge	-	5.0	4.9	-
Thônex	-	3.3	4.1	-
Plan-les-Ouates	2.2	2.7	2.6	-3.7
Chêne-Bourg	2.6	1.5	2.7	3.8
N	2'240	4'851	4'443	

Source : Sondage

Dans la Ville de Genève, de l'avis des résidents, les lieux jugés insécurisants sont avant tout situés dans les quartiers de la gare de Cornavin (38.4%) et des Pâquis (31.5%). Cependant, ces deux quartiers sont beaucoup moins souvent pointés du doigt par les résidents du canton qu'en 2013 et légèrement moins souvent qu'en 2016. Il en va de même pour tous les autres quartiers à l'exception des quartiers de St-Jean, Servette et du Petit-Saconnex qui, en 2020, sont légèrement plus souvent mentionnés qu'en 2013.

Tableau 4.17 : Evolution des lieux de la Ville de Genève mentionnés par les résidents du canton comme comportant des endroits moins sûrs (2013-2020)

	Uniquement les résidents mentionnant un lieu insécurisant			Ensemble des résidents		
	2013	2016	2020	2013	2016	2020
	%	%	%	%	%	%
Gare de Cornavin	72.3	72.7	73.2	52.2	38.6	38.4
Pâquis	63.3	66.7	60.1	45.9	35.4	31.5
Plainpalais, Jonctions et Acacias	35.3	41.5	43.4	25.5	22.0	22.8
Eaux-Vives	21.3	19.8	14.3	15.4	10.5	7.5
Place des Volontaires	10.6	14.6	11.9	7.7	7.7	6.3
St-Jean, Servette et Petit-Saconnex	10.4	14.9	16.9	8.6	7.9	8.9
Rues basses	8.5	10.3	11.6	6.2	5.5	6.1
Champel, Florissant et Vieille-Ville	4.8	9.5	4.9	3.5	5.0	2.6
N	1'617	2'276	2'115	2'240	4'852	4'453

Source : Sondage

Les répondants qui parlent de lieux insécurisants à Genève en attribuent la cause avant tout à trois raisons : la peur d'une agression physique (25.8%), la présence de trafiquants de drogue et de consommateurs de drogue (20.1%) et le harcèlement de rue (8.9%).

Tableau 4.18 : Les causes de l'insécurité ressentie dans les endroits peu sûrs à Genève (canton, pondéré, 2013-2020)

	2013	2016	2020	Homme (2020)	Femme (2020)
	%	%	%	%	%
Comportements, risques					
La peur d'une agression physique	32.0	30.8	25.8	19.7	29.8
Les trafiquants de drogue / les drogués	28.0	25.8	20.1	27.0	15.6
Le harcèlement de rue (sifflements, insultes, attouchements, regards appuyés, être suivi-e)		-	8.9	4.0	12.1
Les groupes de jeunes	4.0	4.0	5.9	7.2	5.0
La présence de personnes ivres	5.4	5.7	5.8	5.3	6.1
La présence de mendiants	3.2	1.8	1.4	1.8	1.1

Dégradation de l'environnement (carreau cassé)					
L'existence de graffitis, le manque de propreté	0.4	0.4	0.1	0.2	0
Le manque de propreté et l'abandon d'objets encombrants		-	0.2	0.2	0.3
Prévention situationnelle					
Le manque d'éclairage	3.0	4.9	6.7	6.5	6.9
L'absence de passants	2.6	4.0	3.4	2.1	4.2
Présence policière, surveillance					
Le manque de présence policière	10.1	8.8	5.7	7.3	4.7
Le manque de caméras de surveillance	1.5	1.6	1.8	2.6	1.3
Comportements dangereux (circulation)					
Le comportement de cyclistes, personnes en roller, trottinette, skateboard sur les trottoirs	1.0	1.8	2.7	2.2	2.9
Le comportement de conducteurs de véhicules motorisés		2.4	1.3	2.6	2.9
Opinion					
La population étrangère (réfugiés, requérants, groupes ethniques)	8.1	6.2	4.9	6.7	3.7
Autre	0.8	0.6	3.7		
Ne sait pas	0	1.3	1.5	3.2	4.0
N	1'850	3'257	3'055	1'202	1'854
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

L'image de la police

L'image de la police cantonale progresse graduellement depuis 2004. Cette année-là, 57.5% des résidents estimaient que la police faisait du bon travail (cf. Tableau 4.19). En 2020, 71.4% le pensent. 8% estiment qu'elle fait du mauvais travail et 20.6% sont sans opinion ou n'ont pas répondu à la question.

En 2020, le diagnostic local de sécurité mesure pour la seconde fois l'image des polices municipales. 62.3% des résidents des communes étudiées considèrent que leur police municipale fait du bon travail. 14.4% estiment qu'elles font du mauvais travail et 23.3% n'ont pas d'opinion à ce sujet. Ces chiffres sont pratiquement identiques à ceux de 2016.

Si l'on ne tient pas compte des « sans opinion », 90% des personnes interrogées ayant un avis sur la question estiment que la police cantonale fait du bon travail et 81.3% sont d'avis que les polices municipales font également du bon travail (cf. Tableau 4.20).

Tableau 4.19 : Evolution de l'image du travail de la police dans le canton de Genève (2004-2020) (avec les sans réponse, pondéré)

	2004	2007	2010	2013	2016	2020
	%	%	%	%	%	%
Police cantonale						
Bon travail	57.5	67.4	65.8	70.4	69.9	71.4
Mauvais travail	20.3	10.7	16.9	13.7	8.6	8.0
Ne sait pas/sans réponse	22.2	22.9	17.3	15.9	21.4	20.6
N	1'203	1'203	1'398	2'239	4'851	4'454
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale						
Bon travail					62.6	62.3
Mauvais travail					14.1	14.4
Ne sait pas/sans réponse					23.3	23.3
N					4'307	4'047
Total					100%	100%

Source : Sondage

Tableau 4.20 : Evolution de l'image du travail de la police dans le canton de Genève (2004-2020) (sans les sans-avis, pondéré)

	2004	2007	2010	2013	2016	2020 (cantonale)	2020 (municipale)
	%	%	%	%	%	%	%
Bon travail	73.9	86.3	79.6	83.7	89.0	90.0	81.3
Mauvais travail	26.1	13.7	20.4	16.3	11.0	10.0	18.8
N	935	939	1'155	1'883	3'812	3'536	3'104
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

L'image de la police cantonale varie très peu dans les communes. Elle est cependant un peu meilleure (93%) à Carouge et à Plan-les-Ouates (92.9%) qu'à Vernier (87.1%) et en Ville de Genève (88.9%).

Tableau 4.21 : Opinion des résidents sur la qualité du travail de la police cantonale en matière de lutte contre la criminalité dans les communes du canton (pondéré, 2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%	%	%
Bon travail	88.9	87.1	90.0	93.0	92.9	90.8	91.3
Mauvais travail	11.1	12.9	10.0	7.0	7.1	9.2	8.7
N	496	509	542	527	527	590	545
289	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

L'image des polices municipales varie également peu dans les communes étudiées. C'est à Plan-les-Ouates (85.9%), Lancy (84.5%) et Meyrin (83.8%) qu'elle est la meilleure. A Vernier et en Ville de Genève, les polices municipales obtiennent respectivement 80% et 80.7% d'avis positifs.

Tableau 4.22 : Opinion des résidents sur la qualité du travail de la police municipale dans le quartier par commune (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy
	%	%	%	%	%	%
Bon travail	80.7	80.0	83.8	82.4	85.9	84.5
Mauvais travail	19.3	20.0	16.2	17.6	14.1	15.5
N	462	501	563	518	638	547
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

L'amélioration progressive de l'image de la police à Genève s'explique par des progrès enregistrés dans ses leviers principaux.

Tout d'abord, l'opinion sur l'équité de la police est intimement liée à l'image de la police. Cette opinion est même le facteur qui s'avère avoir l'impact le plus fort sur l'image de la police. Comme – ainsi qu'on va voir dans la prochaine section – la police genevoise a fait des progrès significatifs en matière d'égalité de traitement depuis plusieurs années, son image progresse.

Le deuxième levier de l'image de la police est l'opinion sur le niveau de sécurité dans le canton. L'image de la police en 2020 bénéficie du recul de la sécurité dans l'ordre des préoccupations des résidents à Genève que l'on a constaté plus haut. De moins en moins de résidents considèrent également que la sécurité se dégrade à Genève et l'image de la police en bénéficie. Avec la baisse du sentiment d'insécurité, l'image de la police s'améliore.

Ceux qui ont fait l'expérience d'un délit à Genève ont en général une image moins bonne de la police que les autres. La baisse de la criminalité à Genève entraîne une amélioration de l'image de la police.

La présence d'incivilités qui dérangent fortement les résidents dans le quartier nuit à l'image de la police. L'image de la police est inversement proportionnelle à la présence de drogues dans le quartier. La lutte contre la problématique de la drogue est aussi l'une des priorités des résidents en matière de sécurité publique. La police est jugée à l'aune de sa capacité à juguler ce problème. A Genève, en 2020, la problématique de la drogue recule dans l'ordre des priorités des résidents, comme on le verra par la suite. Cette détente sur le front de la drogue bénéficie à l'image de la police.

Les résidents qui estiment que la qualité de vie est mauvaise dans le quartier ont en général une moins bonne image de la police que les autres. Autrement dit, les résidents considèrent que la police a son rôle à jouer dans l'amélioration du cadre de vie des quartiers. La bonne tenue de la qualité de vie à Genève impacte positivement l'image de la police.

Tableau 4.23 : Les leviers de l'image de la police cantonale à Genève (2010, pondéré)

Taux de mauvaise image de la police cantonale		
%		
Facteurs propres à la police		
Facteur prépondérant	La police ne traite pas tout le monde de la même manière	17.4
	La police traite tout le monde de la même manière	6.9
	Je ne vois qu'une seule fois par mois des patrouilles à pied dans mon quartier	12.5
	Je vois deux fois par semaine des patrouilles à pied dans mon quartier	2.6
	Je vois cinq fois par semaine des patrouilles à pied dans mon quartier	4.4
Opinion sur la sécurité à Genève		
	La sécurité est le 1^{er} problème de Genève	17.8
	La sécurité n'est pas le 1^{er} problème de Genève	8.1
	La sécurité se dégrade à Genève	13.9
	La sécurité est stable à Genève	7.8
	La sécurité s'améliore à Genève	4.0
	Insécurisé le soir dans les rues du quartier	17.5
	Sécurisé le soir dans les rues du quartier	6.5

Expérience de victimisation dans le canton		
	Victime de harcèlement de rue	16.9
	Non victime de harcèlement de rue	8.0
	Victime de vol à la tire	18.0
	Non victime de vol à la tire	7.3
	Victime de brigandage	17.8
	Non victime de brigandage	9.1
	Victime d'une agression	25.8
	Non victime d'une agression	8.7
	Victime de cambriolage	12.0
	Non victime de cambriolage	9.1
Caractéristiques du quartier		
	Présence de drogue dans le quartier	12.8
	Pas de drogue dans le quartier	5.9
	Présence de groupes de jeunes irrespectueux qui s'approprient des espaces communs dans le quartier	12.1
	Absence de groupes de jeunes irrespectueux qui s'approprient des espaces communs dans le quartier	6.4

Source : Sondage

L'équité de la police

L'équité est un aspect et un principe, parmi d'autres, de déontologie de la police. Depuis 2007, date où l'application de ce principe par la police cantonale est mesurée pour la première fois dans les diagnostics locaux de sécurité du canton, le taux d'avis positifs sur ce sujet est en constante progression. Alors qu'en 2007 seuls 40.6% des répondants estimaient que la police appliquait alors globalement ce principe, en 2020 ce taux grimpe à 61.7%. Notons que pratiquement le quart (24.8%) des résidents n'ont pas d'opinion sur cette question et se sont abstenus d'y répondre.

Le diagnostic local de sécurité mesure également l'application de ce principe par les polices municipales depuis 2016. En moyenne, 66.3% sont d'avis que la police municipale de leur commune de résidence applique globalement ce principe. Le taux de 2020 (66.3%) est pratiquement identique à celui qui avait été enregistré en 2016 (66%).

Tableau 4.24 : Evolution de l'opinion sur l'équité de la police dans le canton de Genève (canton, pondéré) (2007-2020)

	2007	2010	2013	2016	2020
	%	%	%	%	%
Police cantonale					
Même traitement	40.6	41.3	51.8	59.4	61.7
Traitement différent	59.4	58.7	48.2	40.6	38.3
N	958	1'093	1'837	3'699	3'350
Total	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale					
Même traitement				66.0	66.3
Traitement différent				34.0	33.7
N				3'419	3'186
Total				100%	100%

Source : Sondage

Les avis sur l'application du principe d'équité par les polices municipales varient très peu d'une commune à l'autre. Les taux d'avis positifs oscillent entre 65.1% dans la campagne et 67.7% à Plan-les-Ouates.

Tableau 4.25 : Opinion sur l'équité des polices municipales dans les communes du canton (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%	%	%
Même traitement	65.6	65.7	66.3	65.5	67.7	65.3	65.1
Traitement différent	34.4	34.3	33.7	34.5	32.3	34.7	34.9
N	439	449	519	504	570	510	261
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Dans leur grande majorité, les résidents pensent que le premier motif de discrimination est l'origine étrangère des personnes, suivi de leur statut social, de leur âge et enfin de leur sexe. Cet ordre est inchangé depuis 2010 et est le même pour la police cantonale et les polices municipales.

En 2020, l'origine étrangère des personnes est avancée comme motif principal de discrimination par 76.7% de ceux qui estiment que la police cantonale ne traite pas tout le

monde de la même manière ; 76.8% de ceux qui estiment que la police municipale ne traite pas tout le monde de la même manière l'avancent également. Le sexe et l'âge sont sensiblement plus souvent évoqués que lors des éditions précédentes du DLS par les répondants comme motif de discrimination. En 2020, 18.8% citent le sexe et 28.2% citent l'âge comme critères de discrimination de la police cantonale. Les avis sont pratiquement identiques pour les polices municipales.

Tableau 4.26 : Evolution des raisons qui amènent les policiers cantonaux et municipaux à ne pas traiter tous les gens de la même manière (réponses multiples, canton, pondéré)

	2013	2016	2020
	%	%	%
Police cantonale			
Origine étrangère	74.2	76.1	76.7
Sexe	12.4	15.6	18.8
Age	23.8	26.1	28.2
Statut social	35.2	45.0	40.6
N	886	1'503	1'285
Police municipale			
Origine étrangère	-	71.8	76.8
Sexe	-	19.4	19.8
Age	-	28.4	30.9
Statut social	-	44.4	43.3
Autre	-	9.2	9.1
N	-	1'164	1'075

Source : Sondage

Il est intéressant de noter que les résidents étrangers sont moins nombreux que les Suisses et les binationaux à considérer que la police genevoise discrimine entre les personnes. 31.5% des étrangers résidant à Genève considèrent que la police discrimine entre les personnes contre 41.8% pour les binationaux et les Suisses. L'opinion varie également en fonction du positionnement politique. A droite, 27.6% pensent que la police traite différemment certaines personnes contre 35.6% au centre et 58.7% pour ceux qui se positionnent à gauche de l'échiquier politique. Ceux qui estiment que les étrangers ne sont pas un facteur d'insécurité sont 43.1% à penser que la police discrimine alors que ce taux est de 31.9% pour ceux qui estiment que les étrangers sont un facteur d'insécurité. Les tranches d'âge les plus jeunes – les 15-35 ans – sont 50.4% à penser que la police discrimine contre 41.3% pour les 35-49 ans, 31.1% pour les 50-64 ans et 27.7% pour les 65 ans et plus.

Le profil type d'un résident portant un jugement négatif sur cet aspect de l'équité de la police est donc plutôt un Suisse, jeune, qui se situe à gauche de l'échiquier politique et qui ne voit pas les étrangers comme facteur d'insécurité.

5. Les attentes de la population

Les préférences des résidents en matière de prestations policières

Avec l'amélioration du climat de la sécurité à Genève, la demande en matière de patrouilles pédestres est en recul. Alors qu'en 2013, 53.8% des résidents réclamaient des patrouilles pédestres en priorité, cette proportion tombait à 46.8% en 2016 pour se situer désormais à 45.4% en moyenne dans le canton. Police-secours a maintenant les faveurs de 45.1% de résidents tandis que le poste de police de quartier est la priorité de 9.4% des résidents du canton.

Tableau 5.1 : Evolution des préférences des résidents en matière de prestations policières dans le canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)

	2004	2007	2010	2013	2016	2020
	%	%	%	%	%	%
Patrouilles à pied	43.3	41.6	36.1	53.8	46.8	45.4
Police-secours	44.9	48.5	53.3	39.6	45.5	45.1
Postes de quartier	11.5	10.0	10.6	6.5	7.6	9.4
N	1'173	1'175	1'191	2'240	4'564	4'182
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les variations entre les communes sont importantes. La patrouille pédestre ou à vélo est prioritaire en Ville de Genève (49.7%). Ce type de patrouille est pratiquement à égalité avec police-secours à Carouge et Meyrin (un peu plus de 1% d'écart au profit de police-secours). Partout ailleurs, police-secours emporte l'adhésion des résidents. 55.5% des résidents de la campagne genevoise et 51.8% de ceux de Plan-les-Ouates considèrent que police-secours doit être la priorité de la police dans leur commune. C'est à Meyrin que la demande pour des postes de quartier est la plus prononcée : 12.2% des résidents de la commune en font leur priorité.

Tableau 5.2 : Les préférences en matière de prestations policières par commune du canton de Genève (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%	%	%
Patrouilles à pied	49.7	43.4	43.3	44.1	40.0	43.5	35.1
Police-secours	42.5	46.1	44.4	45.4	51.8	47.9	55.5
Poste de quartier	7.8	10.6	12.2	10.5	8.3	8.6	9.5
N	577	595	630	637	713	651	348
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Comme cela avait été observé dans d'autres éditions du DLS, la demande pour des patrouilles pédestres est plus forte dans des contextes fortement urbanisés. Elle est ainsi le mode d'action préféré des résidents de l'hyper centre de Genève (zone PEV : 52.8%), du Croissant urbain de Vernier (47.6%) ou encore du centre historique et marchand de Carouge (48.8%). Ce type de patrouille est également privilégié par les personnes les plus vulnérables. 49% environ des plus de 50 ans les plébiscitent. Le contexte sécuritaire du quartier joue également. Les patrouilles pédestres sont préférées par 47.9% des résidents dans les quartiers marqués par la présence de groupes de jeunes irrespectueux qui s'approprient des espaces communs, là où les problèmes de drogue sont plus importants qu'ailleurs, là où la sécurité est moins bien notée (jugée moyenne ou mauvaise) qu'ailleurs ainsi que là où les liens de solidarité entre voisins sont faibles et les inégalités sociales plus creusées (les zones du DLS qui ont plus d'inégalités sociales selon le CATI-GE génèrent plus de demandes pour des patrouilles pédestres). 47.8% des victimes de harcèlement de rue et 51.7% des victimes de vol à la tire à Genève souhaitent également plus de patrouilles pédestres. Celles et ceux qui se positionnent à droite de l'échiquier politique (53.4%), qui considèrent les étrangers comme un facteur d'insécurité (50.5%) ou encore qui ont une mauvaise image de la police (64.3%) ont tendance à privilégier également ce mode d'engagement sur le terrain de la police.

Tableau 5.3 : Le profil des résidents qui souhaitent en priorité des patrouilles pédestres

Taux de préférence pour la patrouille pédestre		
%		
Facteurs démographiques (vulnérabilité)		
	15-34 ans	41.2
	35-49 ans	42.5
	50-64 ans	49.5
	65 ans et plus	49.1

Sentiment d'insécurité		
	La sécurité est très mauvaise à Genève	52.4
	La sécurité est moyenne	55.4
	La sécurité est très bonne	29.4
Facteur no 3 : Le sentiment d'insécurité	Insécurisé-e après 22h dans les rues de mon quartier seul-e	54.8
	En sécurité après 22h dans les rues de mon quartier seul-e	39.5
Facteurs d'opinion		
Facteur no 2 : L'opinion sur les étrangers comme facteur d'insécurité	Les étrangers sont un facteur d'insécurité	50.5
	Les étrangers ne sont pas un facteur d'insécurité	37.6
	Je vote à gauche	31.7
	Je vote au centre ou écologiste	46.9
	Je vote à droite	53.4
Expérience de victimisation dans le canton ces derniers 5 ans		
	Victime de harcèlement de rue	47.8
	Non victime de harcèlement de rue	44.3
	Victime de vol à la tire	51.7
	Non victime de vol à la tire	43.7
Caractéristiques du quartier		
	Les liens de solidarité dans le voisinage sont forts	32.2
	Les liens de solidarité sont dans la moyenne	45.3
	Les liens de solidarité sont faibles	52.4
	Des groupes de jeunes irrespectueux s'approprient des espaces communs dans le quartier	47.9
	Absence de groupes de jeunes irrespectueux qui s'approprient des espaces communs dans le quartier	40.8
	Présence de problèmes de drogue dans le quartier	47.5
	Pas de problèmes de drogue	42.8
	Réside dans la zone PEV de la Ville de Genève (Pâquis, Cornavin, Eaux-Vives)	52.8
	Réside dans le Croissant urbain de Vernier (Lignon, Avanchet, Balexert, Châtelaine)	47.6
	Réside dans le Centre historique de Carouge	48.8
Image de la police		
Facteur no 1 : L'image de la police	Bonne image de la police	44.5
	Mauvaise image de la police	64.3

Source : Sondage

Les thématiques prioritaires de la police cantonale et des polices municipales selon les souhaits des résidents

Depuis son édition de 2013, le Diagnostic local de sécurité identifie les priorités des résidents en matière de police cantonale, d'une part, et de police municipale, d'autre part. Le choix des réponses possibles n'est cependant pas ouvert et consiste en une liste d'options fermée. En 2013, les répondants avaient le choix entre 5 thématiques cantonales : 1) la lutte contre la criminalité, 2) la lutte contre la drogue et les scènes de drogues, 3) la poursuite des infractions à la circulation routière, 4) la prévention des agressions dans la famille ou entre partenaires et 5) la délinquance juvénile. En 2016, trois nouvelles réponses possibles ont été ajoutées aux options : 6) la lutte contre la délinquance financière, 7) la lutte contre la cybercriminalité et 8) la répression de la mendicité. En 2020, une neuvième option a été ajoutée à cette liste : 9) la lutte contre le bruit.

En raison de l'étoffement progressif des options de réponses, les pourcentages de réponses entre les éditions du DLS ne sont pas strictement comparables. Nonobstant ce constat, les priorités souhaitées par les résidents en matière de prestations de police cantonale semblent assez peu évoluer depuis 2004. En 2020, les thématiques prioritaires restent la lutte contre la criminalité (49%), la lutte contre la drogue (14.3%), la poursuite des infractions routières (9.4%) et la délinquance juvénile (7.2%). On note cependant un fléchissement marqué de la thématique de lutte contre la drogue depuis le pic de 2010. Cette année-là, en effet, 35.3% souhaitaient que la lutte contre la drogue figure en tête des priorités de la police ; en 2020, seuls 14.3% le souhaitent toujours. La lutte contre la délinquance juvénile accuse elle aussi un recul depuis quelques années. En 2004, elle figurait en tête des priorités de 17.5% des résidents ; aujourd'hui, seuls 7.2% en font encore leur priorité.

Certaines thématiques spécifiques comme la cybercriminalité, la poursuite des infractions à la loi sur les étrangers, la répression de la mendicité ou la criminalité financière sont rarement mentionnées comme prestations prioritaires de la police cantonale.

En 2020, pour la première fois, le diagnostic inclut dans les options de réponses la problématique du bruit. Celle-ci est mentionnée par 6% des résidents comme prestation prioritaire de la police cantonale.

Tableau 5.4 : Evolution des préférences thématiques pour la police cantonale selon les résidents du canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)

	2004	2007	2010	2013	2016	2020
	%	%	%	%	%	%
La criminalité	32.1	31.4	39.4	43.5	53.5	49.0
La lutte contre la drogue	30.8	29.5	35.3	30.0	19.5	14.3
La poursuite des infractions routières	11.4	12.8	5.7	9.2	8.5	9.4
La délinquance juvénile	17.5	18.2	12.8	12.0	6.6	7.2
La prévention des agressions dans la famille	8.0	8.2	6.9	5.3	3.9	6.5
La lutte contre le bruit	-	-	-	-	-	6.0
La répression de la mendicité	-	-	-	-	2.8	2.6
La cybercriminalité	-	-	-	-	1.3	2.0
La poursuite des infractions à la loi sur les étrangers	-	-	-	-	1.7	1.4
La criminalité financière	-	-	-	-	2.1	1.5
N	1'137	1'125	1'180	2'076	4'336	4'008
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La lutte contre la criminalité est la priorité d'environ un résident sur deux dans pratiquement toutes les communes étudiées dans ce diagnostic. Pour les autres thématiques, les variations sont parfois importantes. La thématique de la lutte contre la drogue figure comme priorité en Ville de Genève (17.9%) et à Vernier (16.7%) avant tout. Les résidents de Carouge, Plan-les-Ouates et de la campagne genevoise placent la lutte contre les infractions routières avant la lutte contre la drogue. Ainsi, 23.2% de résidents de la campagne, 14.7% à Plan-les-Ouates et 11.3% à Carouge placent la problématique de la circulation routière en deuxième position de leurs préférences thématiques. A Carouge, Plan-les-Ouates et Lancy, les thématiques de la prévention des agressions dans la famille. A Carouge et Lancy toujours, les thématiques du bruit et de la délinquance juvénile sont jugées sensiblement plus importantes qu'ailleurs.

Tableau 5.5 : Les préférences des résidents en matière de priorités thématiques de la police cantonale par commune (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
	%	%	%	%	%	%	%
La criminalité	49.7	48.2	51.2	49.3	51.1	50.4	49.7
La lutte contre la drogue	17.9	16.7	12.4	9.1	8.4	10.3	3.9
La poursuite des infractions routières	7.7	9.1	7.8	11.3	14.7	6.8	23.2
La prévention des agressions dans la famille	6.4	6.5	5.9	7.5	6.6	6.6	6.5
La délinquance juvénile	5.4	8.8	9.5	9.8	8.1	11.1	5.2
La poursuite des infractions à la loi sur les étrangers	1.0	1.4	2.1	1.2	2.4	1.4	1.6
La criminalité financière	1.7	0.5	0.5	1.8	1.2	1.3	0.3
La cybercriminalité	1.6	1.4	2.8	1.3	1.2	2.3	3.6
La répression de la mendicité	3.1	1.1	1.6	1.8	1.2	3.2	0.3
La lutte contre le bruit	5.4	6.3	6.4	7.0	5.0	6.6	5.6
N	574	558	580	603	564	621	306
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

S'agissant des priorités souhaitées pour les polices municipales, il s'avère que la thématique de la prévention des vols et des cambriolages et celle de la lutte contre l'incivilité ont les préférences des résidents. En 2020, chacune de ces deux problématiques sont la priorité d'un quart des résidents. La répression de la consommation de drogues arrive en troisième position dans l'ordre des priorités (12.6%) ; la lutte contre le bruit dans l'espace public est la quatrième priorité (10.5%).

Tableau 5.6 : Les préférences thématiques des résidents pour les polices municipales (2016-2020) (canton, pondéré)

	2016	2020
	%	%
La lutte contre les incivilités	22.8	25.1
La lutte contre le bruit dans l'espace public (parc, rues, places)	9.2	10.5
La lutte contre le bruit causé par les établissements publics	2.9	2.6
La prévention des vols et des cambriolages	28.0	25.0
Répression de la consommation de drogues	13.2	12.6
La poursuite des infractions à la circulation routière	7.1	6.5
La poursuite des infractions à la législation sur les étrangers	1.4	-
La lutte contre l'abandon d'objets encombrants	-	4.0
La répression de la mendicité	4.3	3.6
Ne sait pas	11.3	10.0
N	4'310	4'046
Total	100%	100%

Source : Sondage

A l'échelon des communes, la lutte contre l'incivilité (33.7%) l'emporte sur la prévention des vols et des cambriolages (25.1%) dans la commune de Carouge uniquement. En Ville de Genève, à Vernier, Meyrin et Lancy, la lutte contre les incivilités fait à peu près jeu égal avec la prévention des vols et des cambriolages. A Plan-les-Ouates, la prévention des vols et des cambriolages arrive nettement en tête des priorités (36%).

En Ville de Genève et à Vernier, la répression de la consommation de drogues obtient plus de 15% de mentions.

A Carouge, Plan-les-Ouates et Lancy, la lutte contre le bruit dans l'espace public est jugée plus prioritaire que la répression de la consommation de drogues. En Ville de Genève et à Carouge, la lutte contre le bruit fait ses meilleurs scores : plus de 12%.

A Carouge et Plan-les-Ouates, la poursuite des infractions routières obtient des scores plus élevés qu'ailleurs. A Plan-les-Ouates, il s'agit même de la troisième priorité des résidents en matière de thématiques municipales.

Tableau 5.7 : Les préférences thématiques des polices municipales selon les résidents par commune (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy
	%	%	%	%	%	%
La lutte contre les incivilités	26.5	26.5	29.1	33.7	30.4	30.9
La lutte contre le bruit dans l'espace public (parc, rues, places)	12.4	8.7	8.6	12.1	8.3	10.1
La lutte contre le bruit causé par les établissements publics	3.9	1.8	1.3	2.8	1.0	1.7
La prévention des vols et des cambriolages	26.5	29.3	32.4	25.1	36.0	31.9
Répression de la consommation de drogues	15.4	15.3	11.7	10.1	7.7	9.4
La poursuite des infractions à la circulation routière	7.4	7.8	7.7	9.2	10.2	8.6
La répression de la mendicité	4.9	2.2	3.0	2.7	1.9	3.2
La lutte contre l'abandon d'objets encombrants	3.0	8.4	6.3	4.4	4.4	4.3
N	566	550	608	597	684	631
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Analyses faites, il s'avère que les priorités cantonales et municipales varient peu en fonction de variables démographiques. En revanche, le sentiment d'insécurité influence ces priorités. Les insécurisés souhaitent davantage que la police cantonale s'occupe de la problématique de drogue. Si seuls 16.7% des sécurisés souhaitent que la police s'occupe en premier lieu de cette problématique, ce taux est de 25.5% pour les insécurisés. On observe le même effet sur les priorités municipales. Les insécurisés (21.2%) sont pratiquement deux fois plus que les sécurisés (11%) à souhaiter que la répression de la consommation de drogues soit une priorité municipale.

Les mesures préconisées par les résidents pour améliorer la sécurité à Genève

La mesure la plus populaire pour améliorer la sécurité dans le canton en 2020 reste l'augmentation des effectifs de la police cantonale. 37.2% des personnes interrogées y sont favorables. En second lieu, les résidents souhaitent renforcer la cohésion sociale et la prévention (31.6%). Ils souhaitent aussi plus de caméras de surveillance (30.4%) et plus de policiers municipaux (30.1%). Le rapatriement des délinquants étrangers est le souhait

de 28.5% des résidents ; l'éclairage public est également une mesure de choix pour 28.4% des résidents.

Par rapport aux diagnostics des années précédentes, il faut noter le fait que la rapidité de l'intervention de police ne figure plus parmi les toutes premières priorités des résidents. En 2016, 48.7% en faisaient une priorité ; en 2020, seuls 22.5% le font encore. Tout en restant la mesure la plus populaire, l'augmentation des effectifs policiers cantonaux ne l'est plus autant qu'avant. En 2016, 51.5% souhaitaient en priorité une telle augmentation ; ce taux a fondu à 37.2% en 2020. En 2020, de nouvelles propositions de réponse étaient suggérées aux répondants comme « plus de cohésion sociale et de prévention », de « l'appropriation par les habitants de l'espace public » et « plus de répression ». La cohésion sociale est jugée très favorablement par les résidents qui la placent juste derrière l'augmentation des effectifs de police cantonaux en tant que priorité (31.6%). L'appropriation par les habitants de l'espace public obtient 22% de mentions et une répression accrue en obtient 10.9%.

Tableau 5.8 : Evolution des mesures susceptibles d'améliorer la sécurité dans le canton de Genève selon les résidents (2013-2020) (réponses multiples, canton, pondéré)

	2013	2016	2020
	%	%	%
Plus de policiers (cantonaux depuis 2016)	45.3	51.5	37.2
Plus de cohésion sociale et de prévention			31.6
Plus de caméras de surveillance	22.3	31.9	30.4
Plus de policiers municipaux	-	37.2	30.1
Le renvoi des délinquants étrangers	35.6	31.8	28.5
Plus d'éclairage	25.3	33.5	28.4
Une intervention plus rapide de la police	43.4	48.7	22.5
Appropriation par les habitants de l'espace public			22.0
Plus de nettoyage dans la ville et les communes	10.5	10.7	11.6
Plus de répression			10.9
Moins d'attroupements	8.6	12.9	9.7
Moins de policiers	1.1	0.6	1.1
N	2'239	3'256	4'453

Source : Sondage

Le tableau suivant (Tableau 5.9) présente les mesures les plus populaires pour améliorer la sécurité à Genève en fonction du sexe et de deux catégories d'âge. L'augmentation des effectifs de police cantonale est plus populaire auprès des femmes (39.2%) que des hommes (34.9%). La mesure préférée des 65 ans et plus sont les caméras de surveillance (39%). Les plus jeunes (15-35 ans) préfèrent quant à eux l'éclairage public (35.8%). Le renvoi des délinquants étrangers a particulièrement la cote chez les plus de 65 ans (35.8%). Comme les plus jeunes, les femmes expriment leur deuxième préférence pour l'éclairage public (34.8%). Les femmes favorisent également la cohésion sociale et la prévention (33.9%) et une augmentation des effectifs de police municipaux (33.8%). Les effectifs de police municipaux ont aussi la cote dans la population plus âgée (34.4%).

Tableau 5.9 : Les mesures pour améliorer la sécurité selon le sexe et l'âge (2020) (réponses multiples, canton pondéré)

	Homme	Femme	15-35 ans	65 ans et plus
	%	%	%	%
Plus de policiers cantonaux	34.9	39.2	34.4	36.7
Plus de cohésion sociale et de prévention	29.1	33.9	29.2	27.9
Plus de caméras de surveillance	26.8	33.6	28.5	39.0
Plus de policiers municipaux	26.0	33.8	27.1	34.4
Le renvoi des délinquants étrangers	29.4	27.7	22.8	35.8
Plus d'éclairage	21.2	34.8	35.8	28.9
Une intervention plus rapide de la police	22.3	22.7	24.9	24.9
Appropriation par les habitants de l'espace public	22.3	21.8	17.1	21.9
Plus de nettoyage dans la ville et les communes	11.8	11.4	11.6	14.0
Plus de répression	11.6	10.4	8.1	16.0
Moins d'attroupements	6.7	12.4	10.1	10.6
Moins de policiers	1.9	0.4	3.3	0.3
N	2'102	2'351	1'138	992

Source : Sondage

A l'échelon des communes, le renforcement des effectifs de police cantonale arrive en tête des mesures préconisées par les résidents de toutes les communes étudiées du DLS sauf à Carouge. Cette mesure est la plus populaire dans les communes périphériques urbaines de Meyrin (43.4%), Vernier (40.7%) et Lancy (39.7%).

A Carouge, la mesure la plus populaire pour améliorer la sécurité est la cohésion sociale et la prévention (35.1%), Carouge met en avant également l'éclairage (30.8%) et, plus qu'ailleurs, l'appropriation d'espaces publics par les habitants (25.1%).

Avec l'augmentation des effectifs de la police cantonale (40.7%), les caméras de surveillance ont la cote à Vernier (33.7%). C'est aussi le cas de l'éclairage (30.8%) et de la cohésion sociale (30.4%).

A Meyrin, l'augmentation des effectifs de la police cantonale (43.4%) est suivie du renvoi des délinquants étrangers (31.7%), des caméras de surveillance et de l'augmentation des effectifs de la police municipale (30.2% chacune).

A Plan-les-Ouates, le renforcement de la police cantonale (37.2%) est suivi de la cohésion sociale (32.6%), d'une augmentation de la police municipale (31%) et du renvoi des délinquants étrangers (30.2%).

Un peu comme à Vernier, Lancy plébiscite le renforcement de la police cantonale (39.7%). Les autres mesures populaires à Lancy sont les caméras de surveillance (31.8%) ainsi que l'éclairage (31%), l'augmentation des effectifs de la police municipale (30.5%) et la cohésion sociale (30.5%).

Dans la campagne genevoise, outre l'augmentation des effectifs de la police cantonale (37.6%), les polices municipales ont également les faveurs des résidents (31.2%) tout comme le renvoi des délinquants étrangers (30.5%) et la cohésion sociale (29.2%).

Tableau 5.10 : Pourcentage de résidents favorables à différentes solutions pour améliorer la sécurité à Genève par communes du canton de Genève (2020)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Lancy	Campagne
Plus de policiers cantonaux	35.8	40.7	43.4	31.8	37.2	39.7	37.6
Plus de cohésion sociale et de prévention	32.8	30.4	25.3	35.1	32.6	30.5	29.2
Plus de caméras de surveillance en général	30.5	33.7	30.2	26.9	27.9	31.8	27.8
Plus de policiers municipaux	30.8	27.1	30.2	26.1	31.0	30.5	31.2
Renvoi des délinquants étrangers	27.7	29.4	31.7	26.2	30.2	29.3	30.5
Plus d'éclairage	28.7	30.8	26.9	30.8	27.1	31.0	21.1
Une intervention plus rapide de la police	21.1	23.6	22.5	22.6	23.3	26.8	24.8
Plus de réappropriation de l'espace public par les habitants	23.0	17.1	15.7	25.1	23.8	21.4	23.6
Plus de nettoyage dans la ville et les communes	12.0	15.4	10.0	11.5	14.6	10.6	6.6
Plus de répression	9.7	12.2	10.9	9.7	13.2	11.6	16.5
Moins d'attroupements	9.8	10.8	7.7	9.3	10.9	11.3	6.9
Moins de policiers	1.1	1.4	1.0	1.1	1.6	1.0	0.5

Source : Sondage

L'intérêt des résidents pour des campagnes de prévention thématiques

Le Diagnostic local de sécurité 2020 a sondé les résidents sur une série de thématiques pouvant éventuellement faire l'objet d'une campagne de prévention. Le tableau suivant (Tableau 5.11) classe ces thèmes par ordre décroissant en fonction de la fréquence de la réponse « très utile ». Le thème qui l'emporte est celui de l'utilisation des réseaux sociaux par les jeunes et les enfants. 53.1% jugent qu'il serait très utile de bénéficier d'une campagne de prévention sur ce thème. La sécurité des piétons arrive en deuxième position : 49.8% des résidents jugent une campagne sur ce thème très utile. Suivent en troisième position le thème de la violence dans et aux abords des lieux festifs (47.2%) et, en quatrième position, le thème de la protection de son logement contre les cambriolages (47%).

Tableau 5.11 : L'utilité selon les résidents de campagnes sur plusieurs thématiques (2020) (canton, pondéré)

	Très utile	Plutôt utile	Plutôt inutile	Inutile	Ne sait pas
	%	%	%	%	%
L'utilisation des réseaux sociaux par les jeunes et les enfants	53.1	25.2	7.3	7.3	7.1
La sécurité des piétons	49.8	31.5	9.8	4.8	4.0
Protéger son logement contre les cambriolages	47.0	36.3	9.2	3.6	3.6
La violence dans et aux abords des lieux festifs	47.2	32.0	8.7	4.7	7.3
Harcèlement et cyberharcèlement	42.1	32.2	7.8	9.2	8.7
Les deux-roues et autres engins électriques	37.3	35.3	13.3	7.1	7.1
Les achats et les transferts d'argent sur internet	35.1	36.5	9.4	11.1	7.9
Les objets connectés (voitures, frigos, etc.)	15.8	32.1	23.4	16.7	12.0

Source : Sondage

L'intérêt pour ces thématiques dépend assez fortement du genre des répondants et de leur âge. Les chiffres sont présentés dans le prochain tableau (Tableau 5.12). Certains thèmes sont ainsi plus populaires auprès des femmes que des hommes. C'est vrai surtout pour l'utilisation des réseaux sociaux par les jeunes et les enfants, la violence dans et aux abords des lieux festifs ainsi que le harcèlement et le cyberharcèlement. Les jeunes générations sont plus concernées par le thème du harcèlement que les autres. En revanche, la sécurité des piétons ainsi que la problématique des deux-roues et autres engins électriques touchent fortement les 65 ans et plus.

Tableau 5.12 : Profil des résidents jugeant très utiles des campagnes de prévention par thème (canton, pondéré)

	Homme	Femme	15-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
	%	%	%		%	%
L'utilisation des réseaux sociaux par les jeunes et les enfants	48.4	57.3	51.1	56.9	57.0	46.1
La sécurité des piétons	47.4	51.9	36.6	50.0	51.4	62.9
Protéger son logement	45.0	48.9	41.8	47.3	47.6	52.0
La violence dans et aux abords des lieux festifs	42.1	51.8	49.6	42.4	49.6	48.0
Harcèlement et cyberharcèlement	35.1	48.3	48.1	44.2	42.3	32.4
Les deux-roues et autres engins électriques	38.3	36.4	24.1	35.5	41.9	49.6
Les achats et les transferts d'argent sur internet	32.9	37.1	29.4	39.6	39.3	31.4
Les objets connectés (voitures, frigos, etc.)	16.4	15.4	16.4	15.2	16.9	14.8

Source : Sondage

6. Les recommandations

Retour sur les éditions 2004 à 2016

La démarche de type diagnostic local de sécurité s'inscrit - rappelons-le brièvement - en Europe et auparavant dans le monde anglo-saxon dans le mouvement de retour aux démarches de police de proximité ou de police communautaire. Deux constats ont présidé à ce développement : d'une part, l'augmentation de la petite et moyenne criminalité, notamment d'appropriation, et, d'autre part, la prise en considération du sentiment d'insécurité et sa thématisation sur le plan politique au cours des trois ou quatre dernières décennies. Les conséquences de ce nouveau paradigme ont été nombreuses. Citons notamment la volonté de prendre en considération les attentes des résidents en complément des chiffres de la délinquance rapportée et des interventions de la police –, la remise en cause du modèle jusque-là dominant de police réactive, intervenant avant tout sur appel, au profit d'une police qui rassure en réinvestissant le terrain de manière visible et durable, ou encore le constat que la réponse à l'insécurité ne peut venir de la police uniquement et que celle-ci doit travailler avec des partenaires à la résolution des problèmes. Ce sont ces réflexions qui animent les grands axes des recommandations formulées par les DLS réalisés de manière trisannuelle depuis 2004. Un bref tour d'horizon de ces recommandations l'atteste.

Stratégies dans les zones prioritaires

Dès 2004, le DLS préconise une plus grande présence visible sous forme de patrouilles de proximité à pied ou à vélo dans les zones ou les quartiers qui présentent un cumul de problèmes : sentiment d'insécurité élevé, taux d'agressions importants, concentration de problèmes liés à la drogue. En 2004, le périmètre situé autour de la gare de Cornavin est jugé prioritaire à cet égard. Au cours des éditions suivantes, l'approche visant à assurer une présence policière visible sous forme de patrouilles pédestres est préconisée au périmètre qui comprend Cornavin et le secteur des Pâquis, et plus largement, le territoire désigné sous l'abréviation PEV dans les DLS. La police genevoise, avec ses partenaires municipaux, a élaboré un concept de police intensive combinant une saturation du territoire, des contrôles de personnes proactifs et une forte présence visible de patrouilles pédestres pour les zones prioritaires ou « zones chaudes ». Elle déploie une telle opération de police intensive - dite FIGARO - dans toute la zone PEV. Le DLS de 2010 observe que cette approche est jugée positivement par les résidents et que ces derniers souhaitent que l'expérience se poursuive et se renforce. Le public émettait une demande claire pour une pérennisation de ce type d'opérations. Il s'est avéré par la suite que la présence pédestre de la police correspond à une demande qui se manifeste dans des territoires fortement urbanisés, avec une activité marchande, où l'incivilité et les troubles à l'ordre public sont fréquents et le sentiment d'insécurité élevé. Entre 2010 et 2013, les patrouilles pédestres se généralisent sur ces territoires à Genève. Le périmètre PEV reste une zone prioritaire dans le DLS de 2013 et l'une des recommandations émises dans cette édition du DLS est de généraliser l'approche dans des quartiers similaires. Le périmètre PEV a donc reçu une attention particulière avec une succession d'opérations de police intensive. A cela s'est greffée une expérience-pilote de vidéoprotection aux Pâquis qui fut jugée positivement également et les DLS constatent de plus en plus que ce type de mesures gagne en popularité. Le premier DLS à constater une détente dans la zone PEV

est le DLS de 2016. En 2020, cette détente se confirme bien que la rive droite de la zone PEV reste une zone de concentration du sentiment d'insécurité et d'interventions policières.

Au moment où l'on enregistre dans certains quartiers des jets d'objets sur des représentants de l'autorité, il est bon de souligner que la solution, expérimentée notamment aux Pâquis, repose sur un mixte de présence policière intensive et de présence de proximité, cantonale et surtout municipale, qui se déploient durablement. Cette forme de présence gagne également en efficacité si elle s'inscrit dans une approche partenariale avec les acteurs sociaux, ainsi que cela ressort des analyses autour des quartiers.

Des quartiers aux contrats locaux de sécurité

Le lien entre sécurité et cohésion sociale traverse l'ensemble des DLS depuis leur conception. Chaque édition a en effet mis en évidence l'existence de facteurs sociaux sous-jacents, locaux, au sentiment d'insécurité. Mesurée sommairement à travers une question portant sur le degré d'entraide dans le voisinage, les DLS ont relevé de manière itérative que la cohésion sociale a un impact important sur le sentiment d'insécurité et que cet effet est indépendant des stratégies policières. Ce constat implique que la présence visible de patrouilles de police (cantonale ou municipale) ne peut se substituer au renforcement de la cohésion sociale dans les quartiers pour apporter des solutions au sentiment d'insécurité. D'autres mesures de la compétence des partenaires sociaux doivent venir appuyer la stratégie policière pour améliorer le sentiment d'insécurité et la qualité de vie dans les quartiers.

Les recommandations suivantes émises en 2004 furent les premières à suggérer la mise en place d'une meilleure coordination transversale et à proposer d'installer des cadres formels pour fédérer l'action. Celles-ci préconisaient de :

- Créer à l'échelon communal ou des quartiers, des cadres stratégiques contractuels permettant de fédérer l'action de différents partenaires afin d'améliorer le cadre de vie, le sentiment de sécurité et la sécurité. Compte tenu des ressources limitées, la priorisation de la mise en œuvre dans les communes et les quartiers doit reposer, d'une part, sur des indicateurs tels que ceux utilisés dans le cadre du DLS et, d'autre part, sur les moyens mobilisables par les partenaires.
- Développer l'aspect de la socio-prévention, définie comme l'action par les acteurs sociaux et civils visant à améliorer le sentiment de sécurité, à développer la qualité de vie et à réduire la criminalité.

Depuis, plusieurs dispositifs ont vu le jour. L'édition 2007 du DLS mentionnait le Contrat de quartier au Lignon né de la volonté des autorités municipales de Vernier en octobre 2004. Les buts poursuivis par ce contrat étaient d'améliorer la qualité de vie dans le quartier, créer une nouvelle dynamique de quartier et améliorer le sentiment de sécurité. Ce dispositif a essaimé à Vernier et dans d'autres communes, notamment en Ville de Genève.

Pensés à l'échelon communal cette fois, les contrats locaux de sécurité (CLS) représentent la réponse la plus formalisée à cette volonté de fédérer l'action des partenaires. Ancrés dans le concept de sécurité de proximité adopté par le Conseil d'Etat le 10 janvier 2013, sept contrats locaux de sécurité (CLS) ont été signés à ce jour par le département en charge de la sécurité avec les communes. Les premiers CLS ont vu le jour dans les

communes de Carouge, de Genève, de Vernier et de Meyrin. Un cinquième a été signé au début 2014 avec la commune de Plan-les-Ouates. Lancy a suivi en avril 2015 et, finalement, Thônex au début 2018.

Revisitée le 13 février 2018, la Politique de sécurité de proximité prône la coordination entre la police cantonale et les polices municipales dans le cadre général et particulièrement dans le cadre des contrats locaux de sécurité communaux ou dans le contexte de regroupements de communes. Cette Politique repose sur les principes généraux ou philosophiques de la sécurité de proximité (agir simultanément sur la prévention et la répression, sécurité au bénéfice de la cohésion sociale, sécurité adaptée et calibrée en fonction des réalités du terrain).

En termes de moyens, il est attendu que la police cantonale et les polices municipales s'entendent afin de déployer un dispositif opérationnel toujours actualisé et en adéquation avec les besoins en sécurité, notamment dans le cadre des regroupements volontaires et des CLS. La mesure la plus concrète porte sur la centrale d'engagement, de coordination et d'alarme (CECAL), laquelle doit être en mesure de coordonner et de conduire les moyens tant cantonaux que communaux, sous réserve de la situation prévalant en Ville de Genève.

Sur un plan général, il faut également mentionner la Politique de cohésion sociale en milieu urbain (PCSMU), dont la loi a été votée par le Grand Conseil le 19 avril 2012. Son objectif prioritaire de lutte contre les inégalités sociales, par les moyens concrets déployés, est de nature à agir positivement sur le climat des quartiers et donc à réduire le sentiment d'insécurité. Le Centre d'analyse territoriale des inégalités à Genève (CATI-GE) fournit les données visant à identifier les quartiers bénéficiaires de cette politique. Les premiers rapports datent de 2011 et de 2014. Après une interruption, un nouveau rapport a été publié en 2020 qui traduit la volonté du Département de la cohésion sociale (DCS, constitué en 2018) de relancer la PCSMU.

Le DLS 2016 évoquait l'importance de favoriser et d'encourager les initiatives locales et communales visant à renforcer la cohésion sociale dans les quartiers en tenant compte notamment des questions de mixité sociale, culturelle et intergénérationnelle. Le DLS de 2020 fait un pas de plus en explorant les liens entre quartiers prioritaires de la PCSMU et les données policières sur les interventions et plaintes ainsi qu'en proposant quelques analyses de regroupements de quartiers à forte concentration d'inégalités sociales.

Une sécurité de proximité en mutation

Depuis 2004, le nombre d'agents de police municipale - répartis actuellement dans 17 communes - a augmenté significativement. En 2010, ces effectifs atteignaient 197 agents ; fin 2019, l'effectif global atteint 374. Les compétences de ces dernières ont été élargies. La dernière modification introduisant en particulier certaines tâches de police judiciaire est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2013 (révision de la Loi sur les agents de la police municipale, les contrôleurs municipaux du stationnement et les gardes auxiliaires des communes, LAPM). Une convention a été signée fixant les compétences du Corps des gardes-frontière sur le territoire genevois.

A l'échelon de la police cantonale, la réorganisation de celle-ci aboutit à la constitution au 1^{er} mai 2016 d'un service dédié à la police de proximité. On passe ainsi d'antennes de police de proximité au sein de l'ancienne gendarmerie à un véritable service. Le service

est doté de 149 ETP en octobre 2016 ; en avril 2020, les effectifs sont désormais de 182 ETP.

La collaboration opérationnelle avec les polices municipales s'est renforcée par le biais des contrats locaux de sécurité et par la participation régulière des polices municipales aux rapports des opérations de la police cantonale, sans oublier les démarches locales entre le poste du secteur de la police cantonale et les polices municipales. Il faut constater, notamment à la suite du rapport no 148 de la Cour des Comptes de juin 2019, que la coordination des forces de police ne déploie pas encore son plein potentiel.

Sur un autre aspect, l'échange d'information doit encore être systématisé afin de renforcer les capacités en analyses opérationnelles et stratégiques et pour aller dans le sens des recommandations émises dès 2004. Dans ce domaine, le processus de mutualisation des outils, notamment des systèmes d'information, est maintenant bien engagé. Les développements vont se poursuivre, en particulier les travaux en vue du déploiement au sein de la police cantonale et des polices municipales de myABI, un progiciel pour la gestion des affaires de police et la génération de rapports.

La mutualisation des outils doit permettre de mener des analyses de situation partagées. Pour cela, il faut :

- Améliorer les outils de monitoring des polices municipales, dans une approche partagée et commune, et favoriser le développement de tableaux de bord reposant – pour partie du moins – sur des indicateurs identiques;
- Se doter d'outils d'analyse et de tableaux de bord partagés entre police cantonale et polices municipales, constitués à partir des données enregistrées par la police cantonale et les polices municipales afin d'améliorer la connaissance des phénomènes locaux et d'apporter des réponses ciblées;
- S'engager de manière déterminée dans un processus de mutualisation des ressources, notamment informatiques, afin de gagner en efficience.

Ces recommandations, reprises ici dans leur formulation de 2016, gardent toute leur pertinence. Un premier pas a été franchi par la mise à disposition d'un portail APM issu de DATAPOL, outil de reporting de la police cantonale, aux polices municipales.

La résolution de problème

Toutes les éditions des DLS ont mis l'accent sur la nécessité d'une approche multisectorielle en mode résolution de problème.

La recommandation suivante de 2007 garde toute sa pertinence : renforcer les approches en mode résolution de problèmes dans le but d'apporter des solutions durables et éviter les interventions policières, à répétition, en particulier de type social. A l'exemple des administrations canadienne et québécoise qui utilisent de manière générale ce type d'approches, étudier la possibilité de partager ou de généraliser ces méthodes afin de faciliter et de soutenir le travail en partenariat.

La recommandation principale de 2013 concerne la mise en œuvre d'un véritable modèle de police proximité, articulé avec les partenaires de la sécurité et les intervenants notamment du monde socio-éducatif. Elle insistait sur l'importance de confirmer les partenariats et protocoles entre la police cantonale et les intervenants du monde socio-éducatif, à l'exemple du protocole de collaboration et d'intervention entre la FASe

(Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle), la DEJ (Délégation à la Jeunesse de la Ville de Genève) et la Police cantonale, signé en juillet 2008 sur le modèle de protocole prévalant entre le DIP et le département chargé de la sécurité. Il s'agit surtout d'étendre ces protocoles aux communes en associant les polices municipales.

Par ailleurs, l'édition de 2013 précise l'aspect méthodologique : sur la base de l'analyse des réquisitions, il y a lieu d'identifier plus clairement les interventions répétitives et/ou ne relevant pas de la compétence de la police, et de chercher une réponse adéquate aussi durable que possible. Les analyses réalisées dans le cadre de la politique de cohésion en milieu urbain doivent être intégrées afin d'enrichir le diagnostic et ouvrir des pistes de réponse plus larges.

Une telle approche est incontournable pour prendre en compte les incivilités.

Incivilités

Dès 2004 et de manière récurrente par la suite, l'incivilité s'est imposée comme un thème central des DLS et des recommandations émises par ces derniers, tant elle joue un rôle prépondérant pour expliquer le sentiment d'insécurité et pèse sur la qualité de vie dans les quartiers. Depuis les travaux des criminologues américains sur la spirale négative qu'entraîne l'augmentation des incivilités, la police de proximité les a thématiques. La problématique de l'incivilité convoque une démarche partenariale. Une réponse uniquement policière n'est pas seulement insuffisante ; elle est même, dans certains cas, non pertinente. La réponse peut en effet relever d'autres services cantonaux ou municipaux et, dans pratiquement tous les cas, nécessite une coordination multisectorielle. Les DLS mesurent ces phénomènes à travers la méthodologie de sondage sachant qu'il n'existe pas de données administratives fiables pour les recenser. Ils en contrôlent l'évolution depuis 2004. Notons que les polices municipales jouent un rôle de premier plan dans la sécurité de proximité et la prévention des incivilités qui sont au cœur de leurs missions et que les résidents souhaitent que la prévention des incivilités soit une de leurs priorités. Le DLS 2020 montre que des progrès ont été réalisés à la fois dans la lutte contre le stationnement sauvage et la mendicité agressive qui sont en diminution à Genève. En revanche, les autres incivilités peinent à diminuer et, depuis 2016, leurs niveaux restent stables dans le canton.

Pour répondre aux incivilités, plusieurs dispositifs ont été déployés dans les différentes communes. Ce n'est pas le lieu ici de les énumérer. Force est cependant de constater que ce fait de société s'avère difficile à maîtriser et l'un des défis est sans doute d'assurer la permanence et la durée des dispositifs multisectoriels mis en place en assurant la coordination et la réponse la plus adéquate en temps et heure. La question des incivilités appelle un dernier constat général. Il apparaît avec toujours plus de netteté que l'action publique, tant cantonale que municipale, doit être coordonnée, pour que les politiques, notamment de sécurité et de cohésion sociale, se renforcent l'une l'autre au profit du sentiment d'insécurité, de la réduction des incivilités et de l'amélioration du cadre de vie des résidents des quartiers.

Les recommandations 2020

Une action publique transversale, coordonnée, dans les quartiers prioritaires en matière de cohésion sociale

Une des logiques sous-jacentes à l'insécurité à Genève est la dynamique de la cohésion sociale. Le DLS 2020 montre que les quartiers menacés de précarité sont souvent – mais pas toujours – des quartiers où l'incivilité est plus fréquente, le sentiment d'insécurité plus élevé et des territoires de concentration des interventions policières et de plaintes. La méthodologie de sondage utilisée par les DLS n'est pas entièrement adaptée pour identifier ces corrélations du fait que les échantillons sont représentatifs à l'échelon des zones et non des quartiers. Compte tenu des efforts entrepris pour relancer la politique de cohésion sociale du canton, le DLS 2020 a malgré tout exploré ces liens à partir de données de sondage dans des regroupements de quartiers avec un nombre réduit d'entretiens.

Le DLS parle uniquement de « tendances » qu'il s'agira avec des méthodologies plus appropriées de confirmer dans les futurs DLS. Les données sur les plaintes et les interventions policières ont également été mobilisées et permis des analyses fiables permettant d'identifier l'existence d'un lien entre précarité et insécurité tout en démontrant également que d'autres logiques proprement policières sont aussi en jeu pour rendre compte du phénomène de l'insécurité. Les résultats des analyses confirment qu'il faut penser l'action publique de manière transversale, interdépartementale, en faisant un lien fort entre quartiers précarisés et stratégies de police de proximité. Les contrats locaux de sécurité sont des cadres privilégiés pour cette réflexion qui devra porter, côté police, notamment sur l'intensité des patrouilles pédestres, la lutte contre l'incivilité, le sentiment d'insécurité, la délinquance juvénile, le harcèlement de rue, ou encore la qualité de la relation entre police et résidents, y compris avec les jeunes, et les attentes des résidents. Dans cette perspective, des exemples positifs comme ceux de Meyrin-Cité – et en particulier du quartier de La Prulay qui cumule les inégalités sociales mais obtient de bonnes valeurs sur les indicateurs de sécurité – peuvent stimuler la réflexion et doivent être étudiés plus en profondeur pour comprendre les facteurs de succès des stratégies policières et sociale qui y sont employées.

Dans la perspective du prochain DLS, il y a lieu de se pencher sur la question de la définition des zones d'études en lien avec la politique de cohésion sociale et d'assurer la cohérence avec l'approche en matière de sécurité, notamment là où cohésion sociale et sécurité ne se recoupent pas.

Renforcer la police de proximité à Vernier

A Vernier, l'intégralité des résidents du Croissant urbain de Vernier, selon le présent DLS, vivent dans des quartiers prioritaires en matière de cohésion sociale. Dans cette zone du Croissant, le sentiment d'insécurité est nettement plus élevé qu'ailleurs à Genève. Il atteint – et dépasse même aujourd'hui - le niveau du quartier des Pâquis. Malgré la détente sur le front de la sécurité à Genève, 44.7% des résidents du Croissant urbain se déclarent insécurisés le soir lorsqu'ils marchent seuls dans les rues de leur quartier. Ce taux est de 48.3% en moyenne dans les quartiers des Libellules, Châtelaine, Balexert, Crozet, de 45.7% au Lignon et de 37.8% aux Avanchets. Alors que le sentiment d'insécurité baisse pratiquement partout à Genève, ce n'est pas le cas dans ce Croissant de Vernier où 42%

des résidents sont d'avis que la sécurité se dégrade. Cette insécurité ressentie se conjugue avec la multiplication des incivilités. Au sein de la zone du Croissant urbain de Vernier, les quartiers du Lignon et des Libellules semblent plus touchés par un cumul de problèmes que celui des Avanchets. Dans ces quartiers qui sont également identifiés par la politique de cohésion sociale du canton comme étant porteurs d'inégalités sociales, la qualité de vie est en berne.

Vernier – mais plus particulièrement la zone du Croissant –, ne bénéficie pas d'une forte couverture policière. Les effectifs de la police municipale sont peu étoffés et, traduits en taux pour 1'000 habitants, ils sont les plus bas des communes ayant signé un CLS avec l'autorité cantonale. Le taux d'effectifs de police municipale pour 1'000 habitants est ainsi deux fois moins élevé à Vernier que dans la Ville de Genève. Ce faible taux se répercute dans une présence policière plutôt faible dans les quartiers. En effet, si l'on se réfère au constat que font les résidents eux-mêmes de cette présence policière, la police est moins visible dans la commune de Vernier qu'en Ville de Genève, à Carouge ou encore à Lancy. Tous les indicateurs de présence policière du DLS soulignent ce fait. Toujours selon le constat des résidents, les quartiers du Croissant – pourtant plus problématiques d'un point de vue sécuritaire - ne font pas l'objet d'une couverture plus marquée qu'ailleurs dans la commune. Au contraire même, ils paraissent globalement moins bien couverts que le reste de la commune par des patrouilles de proximité préventives. Les résidents du Croissant urbain de Vernier souhaitent que la police de proximité s'intensifie dans leur zone avec des patrouilles pédestres préventives. 47.6% des résidents de la zone souhaitent des patrouilles pédestres et 14.5% souhaitent un poste de quartier.

Le DLS révèle que l'image de la police cantonale et de la police municipale est moins bonne à Vernier, et dans son Croissant urbain, que dans les autres communes étudiées. Le taux de satisfaction à l'occasion d'une interaction avec la police est le plus bas des communes étudiées dans ce DLS. A l'échelon communal, il se situe à 57.8% pour la police municipale et à 66.8% pour la police cantonale. Dans la zone du Croissant urbain de Vernier, les taux de satisfaction pour un contact sont de 64.2% pour la police cantonale et de 53.7% pour la police municipale. La mesure la plus populaire auprès des résidents de Vernier, mais plus particulièrement dans son Croissant urbain, est l'augmentation de la présence policière. Les résidents, et notamment les femmes qui sont plus insécurisées que les hommes, sont favorables à un panier de mesures comprenant de la cohésion sociale, de la prévention, des caméras de surveillance, de l'éclairage public ainsi que le renvoi des délinquants étrangers.

Dans le cadre du CLS existant, le dispositif de police de proximité devrait être revisité à Vernier de manière à renforcer la présence policière sous forme de patrouilles pédestres préventives dans les quartiers du Croissant urbain. Un ratio d'effectifs couvrant ces zones précarisées pourrait être défini afin que, conjointement avec la police municipale, il soit atteint. A une plus grande visibilité sur le terrain, notamment le soir où le sentiment d'insécurité est particulièrement élevé, devraient se greffer des efforts pour améliorer la qualité des contacts entre police et résidents. La lutte contre l'incivilité devrait figurer en bonne place dans les objectifs de la police de proximité qui s'accompagnerait de mesures d'urbanisme comme l'éclairage public et de cohésion sociale. Le cas du Croissant urbain de Vernier est un cas d'école pour les mesures de politique transversale coordonnée conjuguant sécurité de proximité et cohésion sociale que la première recommandation de ce DLS préconise. Une attention particulière devrait être portée au Lignon où le DLS a

noté une tendance suggérant la concentration d'indicateurs qui pourrait, à terme, entraîner une dynamique négative en matière de sécurité et de qualité de vie.

A Genève, enrayer le fléchissement de sécurité dans les quartiers de Plainpalais, Jonction et Acacias

Globalement, la sécurité s'est fortement améliorée dans la Ville de Genève ces dernières années. L'heure est à la détente sur ce front. La qualité de vie, notamment dans les quartiers qui concentraient hier les problèmes de sécurité, s'en ressent et s'améliore. C'est dans la zone PEV que les progrès sont les plus flagrants même si la rive droite de la zone dite PEV dans le DLS est toujours plus criminogène que les autres, que les incivilités tendent à s'y concentrer et que le sentiment d'insécurité y est élevé en comparaison avec les autres zones du canton. Si les progrès sont les plus remarquables dans le quartier des Eaux-Vives, les Pâquis et la zone de Cornavin restent des zones fragiles du point de vue sécuritaire et social. Malgré les progrès notables enregistrés si l'on en croit les indicateurs de sécurité, ces deux quartiers continuent de requérir une action coordonnée en matière de police de proximité et de la politique sociale pour consolider les succès et améliorer la qualité de vie dans ces quartiers.

Le DLS 2020 identifie le regroupement de quartiers de Plainpalais, Jonction et Acacias comme présentant des signes de fléchissement de la sécurité (et de la qualité de vie). Le taux moyen d'incivilités dans ce regroupement de quartiers où les inégalités sociales sont creusées est élevé à l'échelon de la ville. Ce taux moyen s'avère même le plus élevé des quartiers étudiés dans la ville et être supérieur à celui des Pâquis si l'on regroupe les 5 incivilités qui dérangent le plus les résidents. Le sentiment d'insécurité s'en ressent. La sécurité dans le groupe de quartiers Plainpalais/Jonction/Acacias obtient une moins bonne note que Cornavin et se rapproche de la note des Pâquis. Les résidents de ce territoire sont plutôt pessimistes sur l'évolution de la sécurité : une majorité de 54% pensent que la sécurité dans la Ville de Genève se dégrade. Pratiquement un résident sur deux (47.4%) de ce groupe de quartiers a un avis négatif sur l'équité de la police cantonale. L'image de la police s'en ressent elle aussi. Elle est très similaire dans ce territoire à celle qui prévaut dans les quartiers de Cornavin et des Pâquis, à la fois pour la police cantonale et pour la police municipale. Ce sont les quartiers de la ville où il y a le plus de mécontents (environ 19% pour la police cantonale et 25% pour la police municipale). Dans ces quartiers, il existe une forte demande pour plus d'effectifs de police dans la zone (37.5% de policiers municipaux et 36.5% de policiers cantonaux), un travail accru de lutte contre l'incivilité et le bruit, et des mesures en matière de cohésion sociale. Ce territoire fait déjà l'objet d'une police plus intensive qui se traduit par une visibilité des patrouilles sur le terrain. Ces efforts devraient être poursuivis et il y aurait lieu d'examiner comment ils pourraient s'intensifier et se focaliser sur les préoccupations des résidents, notamment dans la lutte contre les incivilités et la problématique de la drogue, tout en améliorant la relation entre police et résidents, et se coordonnant avec la politique en matière de cohésion sociale qui, dans ce regroupement de quartiers, est également une demande forte. Rappelons en effet que ce groupe de quartiers est également une zone de concentration de la précarité et des inégalités sociales.

Monitorer l'insécurité dans le périmètre des Tours de Carouge et y renforcer la police de proximité

Si Carouge se classe parmi les communes du canton où les résidents se sentent le plus en sécurité, le DLS observe un fléchissement de plusieurs indicateurs de sécurité dans le périmètre des Tours de Carouge. Le sentiment d'insécurité y est plus élevé qu'ailleurs dans la commune. Les résidents des Tours de Carouge notent aussi moins bien la sécurité qu'en 2016 et qu'ailleurs dans la commune. Cette dégradation ne transparaît pas dans les chiffres des interventions policières et des plaintes dans le secteur des Promenades cependant. Bien que les Tours de Carouge soient parmi les mieux couvertes par les patrouilles pédestres municipales, les résidents des Tours de Carouge ont fait l'expérience depuis 2016 d'un recul de la présence policière. En moyenne, selon les chiffres du DLS de 2016, les résidents de ce territoire voyaient environ 3 fois par semaine des patrouilles pédestres dans leur quartier. En 2020, cette fréquence se situe désormais à une à deux fois par semaine. Comme solution à l'insécurité, leurs résidents plébiscitent les patrouilles pédestres. Une très large majorité de 58.1% des résidents des Tours de Carouge affiche sa préférence pour ce type de patrouilles. Les résidents des Tours de Carouge réclament plus d'effectifs de police. Ils souhaiteraient aussi plus souvent que les autres disposer de caméras de surveillance. Ces observations doivent être confirmées par les policiers de proximité sachant qu'elles reposent sur un nombre limité d'entretiens et une population plus âgée que la moyenne des autres quartiers. Il y a lieu de monitorer la situation et le cas échéant d'y renforcer la police de proximité.

A Lancy, cibler les quartiers menacés de précarité

Il s'agit de cibler les quartiers menacés de précarité en y renforçant la police de proximité et en se coordonnant étroitement avec la politique de cohésion sociale du canton.

Les données du DLS 2020 à Lancy tendent à confirmer l'existence d'un lien entre précarité et insécurité. Deux des six sous-secteurs de la zone de Lancy urbain sont classés prioritaires en matière de politique urbaine de cohésion sociale contre aucun dans la zone du Reste de Lancy. La zone de Lancy urbain présente un taux de criminalité inférieur au Reste de Lancy mais ses taux d'incivilités et le sentiment d'insécurité y sont plus élevés. Cela semble affecter la qualité de vie qui est nettement moins bonne à Lancy urbain que dans le reste de la commune. 69.9% la jugent bonne à Lancy urbain contre 84.8% ailleurs dans la commune. La relation avec la police y est également moins bonne qu'ailleurs dans la commune. 53.8% des résidents de Lancy urbain se déclarent satisfaits du contact avec la police municipale contre 66.9% dans le Reste de Lancy. Les plus jeunes sont également les moins positifs sur le respect de l'équité par la police à Lancy. Les résidents de Lancy urbain sont plus favorables que les autres au renforcement des patrouilles pédestres, à un ciblage des incivilités, ainsi qu'au renforcement de la lutte contre la délinquance juvénile et les problèmes de drogue. En augmentant les patrouilles pédestres, en améliorant son image notamment auprès des jeunes, en se focalisant sur les problématiques qui préoccupent les résidents et en se coordonnant étroitement avec la politique de cohésion sociale du canton, la politique de sécurité publique dans la zone a un rôle à jouer pour contribuer à améliorer le cadre de vie qui prévaut dans ces quartiers prioritaires.

Cibler davantage la problématique de la drogue et du harcèlement de rue à Meyrin

Considéré comme modèle pour sa politique de sécurité en milieu urbain précarisé, la police municipale de Meyrin pourrait cibler davantage la problématique de la drogue et du harcèlement de rue. Dans pratiquement l'intégralité des indicateurs de sécurité, Meyrin fait mieux que la moyenne cantonale. Comparativement à d'autres quartiers au profil similaire, les taux de petite et moyenne criminalité, d'incivilités et d'interventions policières sont faibles dans la zone de Meyrin-Cité. Cela se traduit par un taux d'insécurisés bas (28.6%) et une qualité de vie largement supérieure (84% d'approbation) à la moyenne cantonale (77%). L'image de la police cantonale et de la police municipale à Meyrin-Cité s'en ressent puisqu'elle obtient pratiquement le meilleur score à l'échelle cantonale. Sachant que le quartier de La Prulay à Meyrin-Cité figure parmi les quartiers les plus vulnérables à la précarité sociale dans le canton, la politique de sécurité dans la zone, avec le taux de présence visible de patrouilles pédestres le plus élevé du canton, semble porter ses fruits et le cas de Meyrin-Cité devrait faire l'objet d'une étude approfondie pour mieux comprendre les facteurs de ce succès. Seuls bémols aux bons chiffres de l'insécurité, la vente et consommation de drogue semblent en hausse à Meyrin et les femmes mentionnent plus souvent le harcèlement de rue comme facteur d'insécurité dans la commune (15.2%) qu'en moyenne dans le canton (12.1%). Ces deux thèmes pourraient figurer comme priorités de la police de proximité et offrir des pistes pour mener des campagnes de prévention ciblées.

A Plan-les-Ouates, cibler la lutte contre les incivilités selon les zones

Dans cette commune, la police de proximité devrait augmenter sa présence dans les quartiers nord de la commune et cibler les incivilités en hausse; dans la zone sud de la commune, la lutte contre les incivilités routières devrait se renforcer. Plan-les-Ouates bénéficie de taux de petite et moyenne criminalité peu élevés, d'une faible incidence des incivilités tandis que la qualité de vie, la sécurité et la police y sont parmi les mieux notées du canton. La zone nord de la commune présente des chiffres sensiblement moins bons que la zone sud dite du Village. Dans cette zone nord, la police de proximité devrait augmenter ses patrouilles pédestres pour répondre à une demande du public en ce sens et cibler les incivilités qui tendent à progresser comme les abandons d'objets, la drogue et les bandes de jeunes aux attitudes dérangeantes s'appropriant des espaces communs. Dans la zone sud de la commune, où les incivilités routières dérangent plus, il existe des attentes accrues en matière de poursuite des infractions à la circulation routière.

Mener des campagnes de sensibilisation sur le harcèlement de rue et assurer une meilleure prise en charge des victimes

Sur une période de 5 ans précédant le sondage, 37.4% des femmes et 9.5% des hommes déclarent avoir été victimes de harcèlement de rue. Pour 63.4% des victimes féminines, la dernière expérience de harcèlement s'est déroulée durant l'année 2019. Le taux de prévalence est très élevé pour les femmes de la tranche d'âge des 15-34 ans : 71.7%. Une expérience de victimisation en matière de harcèlement de rue fait grimper le sentiment d'insécurité et influence les comportements de prudence. Le harcèlement de rue est la troisième cause la plus fréquemment citée par les résidents qui mentionnent des lieux à Genève où ils ne se sentent pas en sécurité. D'une manière générale, les victimes de

harcèlement ont une moins bonne image de la police et se déclarent plus insatisfaites d'un contact avec la police cantonale ou municipale. En moyenne, 16.9% des victimes de harcèlement de rue se déclarent insatisfaites du travail de la police cantonale contre 8% pour celles et ceux qui n'en ont pas été victimes. Ces chiffres militent pour une meilleure prise en compte par la police de la problématique. Premières concernées, les femmes, et en particulier les plus jeunes générations, appellent de leurs vœux des campagnes de prévention sur la thématique du harcèlement (et du cyberharcèlement). Ces campagnes doivent bien sûr s'inscrire dans une approche partenariale.

Renforcer la prise en charge des incivilités et se doter de tableaux de bord

Si la criminalité a fortement chuté depuis près de dix ans, il n'en va pas de même pour les incivilités. Les DLS ont établi que l'incivilité est l'un des facteurs prépondérants dans l'explication du sentiment d'insécurité. Les incivilités affectent la qualité de vie des quartiers. Les attentes des résidents sont fortes en matière de lutte contre les incivilités. A leurs yeux, avec la prévention contre les vols sur la voie publique c'est l'une des deux grandes priorités des polices municipales. A Genève, peu d'incivilités sont en recul. En forte baisse en 2020, le phénomène de la mendicité insistante est une exception. Les autres incivilités se maintiennent *grosso modo* au niveau de 2013. La zone PEV de Genève est pratiquement la seule à enregistrer une baisse notable des incivilités à l'exception du bruit. Selon les données disponibles dans le DLS, le quartier des Eaux-Vives est le premier bénéficiaire de ce succès. Une étude plus approfondie du cas des Eaux-Vives serait sans aucun doute riche en enseignements. Outre le travail partenarial en mode résolution de problème, la constitution d'un tableau de bord des incivilités serait de nature à soutenir l'action de la police de proximité dans ce travail complexe de lutte contre les incivilités et de fournir des indicateurs de suivi au-delà des DLS trisannuels.

Table des matières détaillée

TABLE DES MATIÈRES	2
PRÉFACE DE LA COMMANDANTE DE LA POLICE	3
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	5
Partie générale	5
Criminalité	5
Accidents de la circulation.....	5
Incivilités.....	6
Interventions policières sur appel au 117	6
Patrouilles pédestres.....	7
Interactions entre police et population	8
La sécurité comme préoccupation	8
Le sentiment d'insécurité	8
L'image de la police	9
L'équité de la police.....	9
Les patrouilles pédestres de proximité	9
Les priorités pour la police cantonale et les polices municipales	10
Les mesures pour améliorer la sécurité dans le canton de Genève.....	10
Partie communale	11
Ville de Genève	11
Vernier.....	12
Meyrin.....	14
Carouge.....	15
Plan-les-Ouates	16
Lancy.....	16
INTRODUCTION	19
Le sondage et les niveaux d'analyse	21
Les auteurs du DLS.....	24
1. LE CONTEXTE SOCIODÉMOGRAPHIQUE.....	25
Le profil des communes	25
Les inégalités sociales.....	25
La cohésion sociale	27
Le contrôle social	29
La qualité de vie	31
2. LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES.....	33

La prévalence de la victimisation selon les données de sondage	33
Les statistiques policières de la petite et moyenne criminalité	35
Les accidents de la circulation	38
Les incivilités	47
3. L'ACTION POLICIÈRE	55
Le dispositif de police de proximité et les CLS	55
Doctrine et bases légales	55
Les Contrats locaux de sécurité (CLS)	56
Le dispositif de la police cantonale	56
Le dispositif des polices municipales	57
Les entreprises de sécurité privée : missions de surveillance	58
Les interventions policières à la suite d'un appel (117).....	59
La prise en charge des réquisitions par les polices municipales	65
La présence policière observée par les résidents	69
Les contacts avec la police.....	77
Des contacts moins fréquents.....	77
Les délits rapportés à la police.....	78
Le contact.....	79
4. LE REGARD DES RÉSIDENTS	84
La position de la sécurité dans les préoccupations des résidents	84
L'évaluation du niveau de sécurité à Genève	87
L'opinion sur l'évolution de la sécurité	88
Le sentiment d'insécurité	90
Le profil des insécurisés	92
La territorialisation de l'insécurité	95
L'image de la police.....	99
L'équité de la police.....	103
5. LES ATTENTES DE LA POPULATION.....	107
Les préférences des résidents en matière de prestations policières	107
Les thématiques prioritaires de la police cantonale et des polices municipales selon les souhaits des résidents.....	110

Les mesures préconisées par les résidents pour améliorer la sécurité à Genève.....	114
L'intérêt des résidents pour des campagnes de prévention thématiques.....	118
6. LES RECOMMANDATIONS	121
Retour sur les éditions 2004 à 2016	121
Stratégies dans les zones prioritaires	121
Des quartiers aux contrats locaux de sécurité	122
Une sécurité de proximité en mutation	123
La résolution de problème.....	124
Incivilités.....	125
Les recommandations 2020	126
Une action publique transversale, coordonnée, dans les quartiers prioritaires en matière de cohésion sociale	126
Renforcer la police de proximité à Vernier.....	126
A Genève, enrayer le fléchissement de sécurité dans les quartiers de Plainpalais, Jonction et Acacias	128
Monitorer l'insécurité dans le périmètre des Tours de Carouge et y renforcer la police de proximité....	129
A Lancy, cibler les quartiers menacés de précarité	129
Cibler davantage la problématique de la drogue et du harcèlement de rue à Meyrin	130
A Plan-les-Ouates, cibler la lutte contre les incivilités selon les zones	130
Mener des campagnes de sensibilisation sur le harcèlement de rue et assurer une meilleure prise en charge des victimes	130
Renforcer la prise en charge des incivilités et se doter de tableaux de bord	131
TABLE DES MATIÈRES DÉTAILLÉE	132
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	135

Table des illustrations

Tableau 0.1 : Nombre d'entretiens par zone dans le sondage 2020	23
Tableau 1.1 : Démographie dans les communes du canton de Genève (2019).....	25
Tableau 1.2 : Les inégalités dans les communes du DLS 2020	26
Tableau 1.3 : Evolution de la cohésion sociale dans le canton de Genève (2007-2020) (canton, pondéré)	28
Tableau 1.4 : La cohésion sociale dans les communes et zones du DLS (2020).....	29
Tableau 1.5 : Evolution du contrôle social (incivilités) dans le canton de Genève (2007-2020) (canton, pondéré)	29
Tableau 1.6 : Le contrôle social (incivilités) dans les communes et zones du canton (2020)	30
Tableau 1.7 : Evolution des comportements des résidents dans le cas de suspicion de cambriolage chez un voisin dans le canton de Genève (2007-2016) (canton, pondéré, réponses multiples)	30
Tableau 1.8 : Les comportements des résidents en cas de suspicion de cambriolage chez les voisins dans les communes et zones du canton de Genève (2020)	31
Tableau 1.9 : Evolution de la qualité de vie dans le canton de Genève (2007-2020) (canton, pondéré)	31
Tableau 1.10 : La qualité de vie dans les communes du DLS (2020).....	32
Tableau 2.1 : Evolution des taux (y compris des tentatives) de cambriolages, brigandages, pickpocket, agressions sexuelles et escroqueries sur internet sur une période de 5 ans (2004-2020) (canton, pondéré).....	34
Tableau 2.2 : Prévalence de victimisation en matière de harcèlement de rue dans le canton de Genève selon le genre et l'âge (canton, pondéré).....	34
Tableau 2.3 : Année de la dernière occurrence de la victimisation en matière de harcèlement de rue dans le canton de Genève (canton, pondéré).....	35
Tableau 2.4 : Evolution des volumes et taux pour 1'000 habitants de délits de la PMC par commune (2007-2019)	36
Tableau 2.5 : Evolution du volume et des taux pour 1'000 habitants des atteintes contre les biens dans les communes (2007-2019)	36
Tableau 2.6 : Evolution du volume et des taux pour 1'000 habitants des atteintes contre les personnes dans les communes du canton de Genève (2007-2019).....	37
Tableau 2.7 : Evolution des accidents de la circulation dans le canton de Genève (2001-2019)	39
Tableau 2.8 : Evolution des accidents de la circulation avec blessés dans les communes du canton (2001-2019)	41
Tableau 2.9 : Evolution des accidents de la circulation mortels dans les communes et zones du canton (2001-2019).....	42
Tableau 2.10 : Taux et évolution de l'exposition aux incivilités dans le canton de Genève (2007-2020, pondéré).....	48
Tableau 2.11 : Taux d'exposition aux incivilités comparés dans les communes et zones du canton (2020)	50
Tableau 2.12 : Evolution du degré nuisance moyen par incivilité dans le canton sur une échelle de 1 à 3 (canton, pondéré, 2007-2020).....	51
Tableau 2.13 : Comparaison du degré de nuisance par incivilité dans les communes et zones du canton de Genève (2020)	52
Tableau 2.14 : Destinataires de la dénonciation d'une incivilité (2007-2020) (pondéré).53	

Tableau 2.15 : Les taux de dénonciation pour incivilité par commune et zone du canton de Genève (2020).....	53
Tableau 2.16 : La dénonciation pour incivilité selon le genre, l'âge et le sentiment d'insécurité dans le canton de Genève (2020)	54
Tableau 3.1 : Evolution des effectifs et taux pour 1'000 habitants des polices municipales (2010-2019).....	58
Tableau 3.2 : Evolution des volumes et taux pour 1'000 habitants des interventions sur appel au 117 par commune du canton de Genève (2013-2019)	60
Tableau 3.3 : Evolution des interventions policières sur appel au 117 depuis 2013.....	61
Tableau 3.4 : Les interventions sur appel au 117 selon les communes du canton de Genève (2019).....	64
Tableau 3.5 : Evolution du taux de couverture des quartiers par des patrouille de la police cantonale à pied ou à vélo par commune et zone (2004-2020).....	71
Tableau 3.6 : Evolution du taux de couverture des quartiers par des patrouilles mobiles de la police municipale selon les communes de Genève (2004-2020).....	71
Tableau 3.7 : Evolution du taux de couverture des quartiers par des patrouilles pédestres ou à vélo de la police municipale selon les communes de Genève (2016-2020)	72
Tableau 3.8 : Indice de fréquence du passage d'une patrouille de police	72
Tableau 3.9 : Evolution de la visibilité des patrouilles mobiles et pédestres de la police cantonale et des polices municipales dans le canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré).....	74
Tableau 3.10 : La perception de la présence de la police cantonale sous forme de patrouilles mobiles dans les quartiers par commune (2004-2020)	75
Tableau 3.11 : La perception de la présence de la police cantonale sous forme de patrouilles pédestres ou à vélo dans les quartiers par commune (2004-2020).....	75
Tableau 3.12 : La perception de la présence des polices municipales sous forme de patrouilles mobiles dans les quartiers par commune (2004-2020)	76
Tableau 3.13 : La perception de la présence des polices municipales sous forme de patrouilles pédestres ou à vélo dans les quartiers par commune et zone (2016-2020)..	76
Tableau 3.14 : Evolution du taux de contact des résidents avec la police cantonale et la police municipale dans le canton de Genève (2004-2020, pondéré).....	77
Tableau 3.15 : Fréquence du contact avec la police cantonale et la police municipale dans les communes et zones du canton (2020).....	77
Tableau 3.16 : Les raisons invoquées pour ne pas avoir dénoncé l'affaire à la police (canton, pondéré, 2020)	78
Tableau 3.17 : Les motifs de l'insatisfaction envers la police pour le traitement de l'affaire (canton, pondéré, 2016-2020)	79
Tableau 3.18 : Evolution du degré de satisfaction à l'occasion d'un contact avec la police cantonale dans le canton de Genève (2007-2020) (canton, pondéré).....	80
Tableau 3.19 : Taux de satisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police cantonale dans les communes du canton (2020)	80
Tableau 3.20: Taux de satisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police municipale ces 5 dernières années (2013-2020) (pondéré)	81
Tableau 3.21 : Taux de satisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police municipale dans les communes (2020)	81
Tableau 3.22 : Evolution des raisons de l'insatisfaction des résidents entrés en contact avec la police cantonale dans les 5 dernières années dans le canton de Genève (2007-2020) (canton, pondéré)	81

Tableau 3.23 : Les motifs avancés par les résidents insatisfaits d'un contact avec la police cantonale par commune et zone (2020)	82
Tableau 3.24 : Evolution des raisons de l'insatisfaction des résidents entrés en contact avec la police municipale dans les 5 dernières années dans le canton de Genève (2007-2020) (canton, pondéré)	82
Tableau 3.25 : Motifs de l'insatisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police municipale dans les communes de la Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge et Plan-les-Ouates (2020)	83
Tableau 4.1 : Classement des problèmes en fonction du degré de préoccupation pour les résidents (premier problème) (2013, 2016, 2020, canton, pondéré).....	85
Tableau 4.2 : La sécurité dans l'ordre des préoccupations prioritaires des résidents par commune ou zone du canton (2010-2020).....	85
Tableau 4.3 : Profil des résidents qui placent la sécurité en tête des problèmes de Genève (2020).....	86
Tableau 4.4 : Evolution de la notation de la sécurité dans le canton selon les communes et zones du canton sur une échelle de 1 à 10 (2010-2020).....	87
Tableau 4.5 : Le niveau de sécurité dans les communes (2016, 2020).....	88
Tableau 4.6 : Opinion sur l'évolution de la sécurité ces dernières années à Genève (2010-2020, pondéré)	88
Tableau 4.7 : Opinion sur l'évolution de la sécurité ces dernières années dans la commune de résidence des répondants (2013-2020) (canton, pondéré).....	89
Tableau 4.8 : Opinion sur l'évolution de la sécurité dans les communes du canton en 2020	89
Tableau 4.9 : L'évolution du sentiment d'insécurité dans le canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)	90
Tableau 4.10 : L'évolution du sentiment d'insécurité dans le canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)	91
Tableau 4.11 : Le sentiment d'insécurité dans les communes et zones genevoises en 2020	91
Tableau 4.12 : Taux comparés de résidents qui évitent des endroits ou des personnes dans leur quartier le soir après 22h (2020).....	92
Tableau 4.13 : Le profil des insécurisés dans le canton de Genève (canton, 2020).....	94
Tableau 4.14 : Evolution des types de lieux insécurisants selon les résidents du canton de Genève (2013-2020) (plusieurs réponses possibles, pondéré)	95
Tableau 4.15 : Les lieux considérés comme insécurisants par les résidents par commune du canton de Genève (2016) (réponses multiples)	96
Tableau 4.16 : La fréquence de lieux que les résidents des communes concernées jugent peu sûrs (2013-2020) (pondéré).....	97
Tableau 4.17 : Evolution des lieux de la Ville de Genève mentionnés par les résidents du canton comme comportant des endroits moins sûrs (2013-2020).....	98
Tableau 4.18 : Les causes de l'insécurité ressentie dans les endroits peu sûrs à Genève (canton, pondéré, 2013-2020)	98
Tableau 4.19 : Evolution de l'image du travail de la police dans le canton de Genève (2004-2020) (avec les sans réponse, pondéré)	100
Tableau 4.20 : Evolution de l'image du travail de la police dans le canton de Genève (2004-2020) (sans les sans-avis, pondéré)	100
Tableau 4.21 : Opinion des résidents sur la qualité du travail de la police cantonale en matière de lutte contre la criminalité dans les communes du canton (pondéré, 2020) ..	101

Tableau 4.22 : Opinion des résidents sur la qualité du travail de la police municipale dans le quartier par commune (2020)	101
Tableau 4.23 : Les leviers de l'image de la police cantonale à Genève (2010, pondéré)	102
Tableau 4.24 : Evolution de l'opinion sur l'équité de la police dans le canton de Genève (canton, pondéré) (2007-2020).....	104
Tableau 4.25 : Opinion sur l'équité des polices municipales dans les communes du canton (2020).....	104
Tableau 4.26 : Evolution des raisons qui amènent les policiers cantonaux et municipaux à ne pas traiter tous les gens de la même manière (réponses multiples, canton, pondéré)	105
Tableau 5.1 : Evolution des préférences des résidents en matière de prestations policières dans le canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)	107
Tableau 5.2 : Les préférences en matière de prestations policières par commune du canton de Genève (2020).....	108
Tableau 5.3 : Le profil des résidents qui souhaitent en priorité des patrouilles pédestres	108
Tableau 5.4 : Evolution des préférences thématiques pour la police cantonale selon les résidents du canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)	111
Tableau 5.5 : Les préférences des résidents en matière de priorités thématiques de la police cantonale par commune (2020)	112
Tableau 5.6 : Les préférences thématiques des résidents pour les polices municipales (2016-2020) (canton, pondéré).....	113
Tableau 5.7 : Les préférences thématiques des polices municipales selon les résidents par commune (2020)	114
Tableau 5.8 : Evolution des mesures susceptibles d'améliorer la sécurité dans le canton de Genève selon les résidents (2013-2020) (réponses multiples, canton, pondéré).....	115
Tableau 5.9 : Les mesures pour améliorer la sécurité selon le sexe et l'âge (2020) (réponses multiples, canton pondéré)	116
Tableau 5.10 : Pourcentage de résidents favorables à différentes solutions pour améliorer la sécurité à Genève par communes du canton de Genève (2020).....	118
Tableau 5.11 : L'utilité selon les résidents de campagnes sur plusieurs thématiques (2020) (canton, pondéré)	119
Tableau 5.12 : Profil des résidents jugeant très utiles des campagnes de prévention par thème (canton, pondéré)	120
Figure 0.1 : Plan du DLS en deux volumes	21
Figure 1.1 : Evolution de la cohésion sociale dans le canton de Genève (2007-2020) (canton, pondéré)	28
Figure 2.1 : Evolution du nombre d'accidents de la circulation avec blessés dans le canton de Genève (2001-2019)	40
Figure 2.2 : Evolution du nombre d'accidents de la circulation mortels dans le canton de Genève (2001-2019)	40
Figure 2.3 : Evolution du taux d'accidents avec blessés en Ville de Genève (2001-2019)	43
Figure 2.4 : Evolution du taux d'accidents avec blessés à Vernier (2001-2019)	44
Figure 2.5 : Evolution du taux d'accidents avec blessés à Meyrin (2001-2019)	44
Figure 2.6 : Evolution du taux d'accidents avec blessés à Carouge (2001-2019)	45

Figure 2.7 : Evolution du taux d'accidents avec blessés à Plan-les-Ouates (2001-2019)	45
Figure 2.8 : Evolution du taux d'accidents avec blessés à Lancy (2001-2019)	46
Figure 2.9 : Evolution du taux d'accidents avec blessés dans la campagne genevoise (2001-2019)	46
Figure 3.1 : Evolution du volume d'interventions sur appel au 117 dans le canton (2007-2019)	59
Figure 3.2 : Volumes comparés des interventions sur appel au 117 dans les communes et la campagne (sauf Ville de Genève) (2013-2019)	60
Figure 3.3 : Evolution du volume annuel de prises en charge par les polices municipales de réquisitions dans le cadre des CLS (2013-2019)	65
Figure 3.4 : Les affaires prises en charge par les polices municipales par type d'affaires (2013-2019)	66
Figure 3.5 : Distribution des interventions sur réquisitions pour véhicules gênants par type et la prise en charge par les polices municipales (2011-2019)	67
Figure 3.6 : Distribution des interventions sur réquisition de la CECAL pour bruit selon le type, prises en charge par la police cantonale, et la prise en charge par les polices municipales par année (2011-2019)	68
Figure 3.7 : Distribution des interventions des polices municipales par commune sur la période 2013-2019	69
Figure 3.8 : Evolution de la couverture du territoire par les patrouilles mobiles et pédestres de la police cantonale et des polices municipales dans le canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)	70
Figure 3.9 : Evolution de la visibilité des patrouilles mobiles et pédestres de la police cantonale dans le canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)	73
Figure 3.10 : Evolution de la visibilité des patrouilles mobiles et pédestres de la police municipale dans le canton de Genève (2004-2020) (canton, pondéré)	74
Figure 4.1 : Position de la sécurité dans la perception des problèmes jugés préoccupants par les résidents dans le canton de Genève (2004-2020, canton, pondéré)	84
Figure 4.2 : Evolution du sentiment d'insécurité (% d'insécurisés) dans le canton de Genève de 2004 à 2020 (canton, pondéré)	90
Carte 0.1 : Les zones d'étude du DLS	24
Carte 1.1 : Les communes selon l'indice des inégalités sociales/cohésion sociale dans le canton	27
Carte 2.1 : Distribution de la PMC à l'hectare dans le canton de Genève en 2019	38
Carte 3.1 : Distribution géographique des volumes des interventions sur appel à l'hectare dans le canton de Genève en 2019	62